Parti Socialiste
Comité directeur de synthèse
10 et 11 septembre 1983

Sommaire

Le Président (Claude Estier)..... 2
Lionel Jospin 2
Préparation de la manifestation sur le Chili 15
Jacques Huntzinger..... 16
Christian Pierret..... 17
Colette Audry 18
Christian Pierret..... 18
Michel Rocard 19
De la Fournière 20
Alain Richard..... 21
Jean Le Garrec..... 21
Michel de la Fournière 25
Un membre 30
Didier Motchane..... 31
Alain Richard..... 38
Le Président (Claude Estier)..... 45
Gérard Fuchs 45
M. Natiez 49
Matouk..... 53
Jean-Marcel Bichat..... 57
Poperen 61
Gérard Delfau 69
Pierre Joxe 71
Christiane Mora..... 77
Georges Sarre 82
Lionel Jospin 87
Chevènement 88
Jean-Pierre Worms 89
Pierre Bérégovoy 94
Christian Goux..... 95
Marcel Debarge 97
M. Barrau..... 101
M. Soubré 102
Jean-Pierre Worms 105
M. Salpetrier..... 105
M. Charzat 107
Le Président (Claude Germon)..... 111

Fondation Jean-Jaurès

Lionel Jospin 111
Jean-Paul Bachy 112
Bondoux 116
Marie-Noëlle Lienemann 117
Jacques Huntzinger..... 122
Didier Motchane..... 122
Gérard Fuchs 123
Alain Richard..... 123
Hautecoeur..... 124
Lionel Jospin 124
Nicole Bricq..... 126
Lionel Jospin 129
Thierry Bondoux 130
Lionel Jospin 131
Eugène Teisseire..... 131
Lionel Jospin 133

Samedi 10 Septembre 1983 (matin)
La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

(Il est procédé à l'appel nominal.)

Le Président (Claude Estier)

Camarades, je déclare ouvert le Comité directeur qui a un caractère particulier aujourd'hui : suivant nos statuts, c'est le Comité directeur de synthèse qui est consacré exclusivement à l'examen de la situation politique et à la préparation du Congrès. Pour introduire le débat, je donne la parole à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Nous voici donc rentrés ce matin dans le Comité directeur de synthèse du Parti prévu par nos statuts comme un moment important de la préparation de nos Congrès ordinaires.
C'est en effet le moment où la direction du Parti rassemblée entre les Congrès, c'est-à-dire le Comité directeur, opère le passage du débat libre qu'ont constituées les contributions au débat présentées par des dirigeants nationaux, des responsables fédéraux et des sections à un débat qui, déjà, préfigure ce que sera la vie, l'action, les axes du Parti pour les deux ans qui viennent, à savoir un débat sur des propositions d'orientation politique pour le Parti Socialiste à l'issue de son Congrès et jusqu'au prochain Congrès, orientations dont les militants, par leur vote, seront juges.
C'est sur la base des textes - ou du texte - qui émaneront de ce Comité directeur qu'ils

voteront dans les sections et qu'ils éliront la Direction nationale mais aussi les direction fédérales et les différents organismes de contrôle à l'échelon national ou à l'échelon départemental qui régulent aussi la vie de notre Formation politique.
Dans ce moment important que constitue le Comité directeur, il est bien évident que la situation politique dans laquelle il se tient, dans laquelle nous entrons, ne peut pas être indifférente au débat qui est le nôtre. Bien sûr, nous ne décidons pas pour nos Congrès et pour deux ans à la seule lumière trop rapide de la conjoncture. C'est des mouvements plus lents, c'est des certitudes plus affirmées, c'est des propositions pour un avenir qui se compte en mois et parfois en années que nous avons à considérer et nous ne devons pas, de ce point de vue-là, céder à l'émotion, aux perceptions, ou aux leçons du moment. Mais néanmoins il y a, je crois, dans cette rentrée politique sur le plan international et sur le plan national des éléments qui peuvent nous éclairer.
C'est pourquoi j'en dirai un mot, n'imaginant pas que vous vous attendiez à ce que le Comité directeur du Parti Socialiste puisse s'ouvrir simplement sur un débat de textes, même si ces textes ont ce contenu de vie et de réalité que je vais évoquer à l'instant.
Dans un éditorial que je donnais pour « Le Poing et la Rose », responsable pour son premier numéro, je choisissais le titre suivant : « Une rentrée calme dans un monde rude », et je crois que ce qui frappe effectivement c'est que nous faisons cette rentrée politique dans une situation internationale extrêmement trouble. Je ne parle pas de la crise économique qui se développe sous nos yeux avec les menaces qu'elle représente pour la stabilité du système monétaire international, avec les conséquences dramatiques qu'elle a pour les pays en voie de développement, avec ses crises d'endettement, avec son chômage massif, avec sa stagnation poursuivie malgré cette relance économique aux Etats-Unis qu'on nous promet, qui est sans doute fragile et qui risque de ne pas se faire dans des conditions qui satisfassent les autres pays du monde.
Je ne développe pas, nous en débattrons, c'est dans les textes, mais il est bien évident que les relations Est-Ouest viennent de s'éclairer d'un jour particulier glacial avec la descente par la chasse soviétique d'un boeing sud-coréen transportant du personnel civil et des passagers normaux.
Alors que quelques signes pouvaient laisser croire dans les relations entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis, guidées sans doute par l'intérêt économique de l'un ou de l'autre, qu'une certaine volonté de dialogue se nouait entre les deux grandes puissances, il est évident que cet acte délibéré, admis et reconnu cette fois-ci totalement par les Soviétiques hier dans les déclarations et les informations données à la presse, crée un climat, une situation extrêmement préoccupante.
Le gouvernement français, le Président de la République, recevant hier avec d'autres M. Gromyko ont, je crois, dit et fait - nous l'avons nous-mêmes dit et fait - ce qu'il convenait, mais il est bien évident que cela montre que l'Union Soviétique, qui multiplie les propositions de paix, qui cherche à encourager des mouvements pacifistes, a une capacité à agir dans un certain nombre de circonstances avec une grande brutalité, un grand cynisme, quelles que soient les conditions, assez mystérieuses par ailleurs, dans lesquelles est intervenu cet acte inacceptable.

Je crois donc que nous devons, et nous avons déjà, en ce qui nous concerne, dans notre texte intégrer ce climat à nos analyses.
Les crises ponctuelles dans la situation internationale se font plus dramatiques. Je pense bien sûr au Liban, je ne vais pas en faire l'analyse, mais sachez cependant que face à la flambée nouvelle de la guerre civile, face aux menaces qui pèsent aussi sur les soldats français qui sont venus là-bas à la demande d'un Etat avec l'approbation de la communauté internationale, avec l'approbation et même l'espérance des différentes communautés du Liban dans la claire conscience qu'en avaient les différents protagonistes au Liban ou proches du Liban, que ce soient les Palestiniens, les Syriens, les Israéliens, ce contingent de paix fait pour s'interposer ne peut pas devenir une proie ou une victime ou un enjeu de la guerre civile libanaise, et pourtant il est au cœur de celle-ci.
Bien sûr, la diplomatie française, utilisant parfois la claire indication que nous ne laisserions pas cette force, cible d'attaque, se développer actuellement, pour tenter d'éviter que les passions s'exaltent encore davantage et que s'ensanglantent la montagne du Chouf et les routes. Moi-même, je suis intervenu à plusieurs reprises pour joindre Walid Joumblatt dans la nuit précédant celle-ci, à nouveau dans la journée d'hier, pour lui transmettre les messages, lui donner des indications, lui faire part des inquiétudes, voire des réprobations qui pourraient accompagner un certain nombre d'actes.
Je pense que nous devons être en mesure, nous-mêmes, de garder sur ces problèmes une vision équilibrée, de ne pas nous engager dans un camp avec légèreté, et puis de rappeler à chacun que cette force a été là pour la paix et non pas pour la guerre.
Nous reprendrons ce débat, comme nous l'aurons sans doute aussi sur le Tchad où, dans les conditions que vous connaissez, la France est engagée. Je ne développe pas non plus, mais je vous invite simplement à lire, vous, responsables du Parti, l'argumentaire sur le Tchad qui a été développé dans le dernier « Le Poing et la Rose », parce que je crois qu'un Parti qui est capable de faire ce type d'analyse, de donner ce genre d'élément à ses responsables, et j'espère, à travers vous, à ses militants, est un parti qui fait son travail. Je vous demande donc de vous reporter à ce « Le Poing et la Rose », où vous disposerez de tous les éléments.
Crise en Amérique centrale également, dont il ne faut pas se dissimuler la gravité, même si la lumière est mise sur le Tchad et sur le Liban.
Sur le Tchad, les discussions ont eu lieu largement au Bureau exécutif du Parti, et ont dégagé une unanimité dont, je crois, à travers les premiers contacts que j'ai eus dans les fédérations, qu'elle est aussi celle du Parti, même si nous mesurons ce qu'est la gâchis italien et les risques qui existent. Je crois que, dans cette situation internationale très rude, très troublée, très menaçante et sur laquelle le Président de la République a choisi d'attirer nettement l'attention de son interlocuteur soviétique hier, je crois que, sur cette situation, il ne faut pas en même temps avoir une vision schématique uniquement dramatisée. Il y a aussi des pas en avant qui sont faits. Il y a aussi des progrès. C’est les mouvements vers la démocratie tels qu'ils se mettent en marche en Amérique latine, dans toute une série de grands pays. C’est aussi ce fait

nouveau, extraordinaire, en Pologne, d'une normalisation impossible à faire un an et demi après le coup d'Etat, impossible à faire. C'est donc ce face-à-face perpétué dans un pays de l'Est, dans une démocratie populaire, entre un vaste mouvement populaire syndical de protestation et l'appareil dirigeant, les forces dirigeantes, sans qu'à la fois la normalisation ait été faite, et en même temps qu'une autre perspective est offerte.
Il y a donc là une situation presque inédite, en tout cas sous nos yeux, dans les pays de l'Est, que nous devons être capables de comprendre et dont nous devons être capables, sans optimisme naïf, de mesurer la portée et le caractère fécond.
Sur un point, je veux revenir ici un instant, pour vous dire qu'en ce qui concerne le Chili, en ce 10 Septembre 1983, dix ans après le coup d'Etat qui allait - le 11 - assassiner Allende et la démocratie chilienne, la direction du Parti a décidé, à l'occasion de ce Comité directeur, de manifester non seulement sa commémoration de la personnalité d'Allende, non seulement sa solidarité avec les forces qui ont traversé ces dix ans d'oppression, mais aussi sa volonté d'être aux côtés de ce mouvement qui se met en marche, car en dix ans, regardez le chemin parcouru et voyez ce qui est en train de se lever au Chili dans les conditions les plus rudes, les plus incertaines, mais avec quelque chose qui, comme le disait Allende au moment de sa mort dans son message traduit, que ce futur meilleur est peut-être en train à nouveau de renaître.
C'est pourquoi un texte de déclaration a été préparé qui est dans vos chemises et que je vous demande de lire parce qu'il faudra l'adopter ce matin. Je demande donc que vous le lisiez. S'il y avait des désaccords profonds, il faudrait en parler dans le débat ; s'il n'y a pas de désaccords profonds, ce que je crois vraisemblable, mais des suggestions utiles, transmettez-les par écrit, par un petit mot à Jacques Huntzinger qui est dans la salle, pour que nous puissions modifier légèrement ce texte si c'est nécessaire, le taper, le diffuser, que nous en disposions. A 12 h 30, plusieurs des dirigeants du Parti, un certain nombre de parlementaires qui ont été invités à nous rejoindre à cette occasion, se rendront en délégation à l'Ambassade du Chili, de l'autre côté de l'Esplanade des Invalides, avec ce texte, pour manifester sa solidarité. C'est pourquoi il faudra terminer le débat de ce matin vers 12 h 20, 12 h 25, au plus tard à 12 h 30.
Chers camarades, je termine sur ce premier point de la situation internationale, en disant qu'il faut que nous sachions, les uns et les autres, que nous devons nous attendre à des secousses, y être prêts, il faut savoir que nous pouvons, y compris notre pays, être directement concernés au Liban ou au Tchad. Il faut donc intégrer cette dimension et il faudra faire preuve de la capacité d'analyse, de réaction, mais aussi de sang-froid nécessaire.
C'est dans ce panorama général que se fait la rentrée politique en France. Au Bureau exécutif, dans nos discussions et analyses de rentrée, nous l'avons caractérisée en gros ainsi. Nous avons pensé, nous avons senti même qu'il ne faut pas nécessairement s'attendre à une modification dans les sondages d'opinion touchant notamment la popularité du Président, du Premier Ministre, de la gauche en général, malgré un sondage qui est sorti, mais en l'attente d'autres, je crois qu'il vaut mieux être prudents sur cette question, circonspects, et savoir que peut être vivrons-nous durablement

avec une situation de sondages ou d'impressions qui se situeront à un étage faible.
Nous avons pensé que cette rentrée se caractérisait peut-être par une certaine modification du climat politique, en tous cas par rapport à celui qui prévalait aux mois de juin-juillet 1983.
Des indices économiques satisfaisants, touchant les prix, le déficit extérieur, dans une certaine mesure, la production, et même, de façon un peu inattendue, le chômage, sont des éléments qui peuvent crédibiliser l'action gouvernementale, le plan décidé le 25 mars et sur lequel nous pouvons nous appuyer sans optimisme excessif, avec prudence, pour l'avenir, sans en tirer de conclusions catégoriques, il faudra que ces indices soient confirmés mais sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour montrer aux Français que leurs efforts ne sont pas vains et que notre politique dans le domaine économique est plus crédible.
La droite elle-même, peut-être parce qu'elle a dû s'aligner, malgré quelques criailleries, sur plusieurs décisions de politique extérieure, notamment au Tchad, a compris qu'elle n'était peut-être pas en position de triomphalisme, en position de tout emporter comme elle l'espérait, face au boulevard des élections partielles qui allait sans doute s'ouvrir en juin, à l'issue des élections municipales, et elle cherche encore le ton qu'elle doit prendre. Elle en a rabattu quelque peu.
Je crois que l'opinion française est difficile à interpréter, donc nous ne savons pas encore comment elle peut être impressionnée par la rentrée, avec ce qu'elle apporte de dépenses, par exemple sur le terrain des impôts. Je pense que cela n'est peut-être pas encore passé dans l'opinion, mais cette opinion, me semble-t-il, est plus consciente qu'elle ne l'était avant la rentrée, de la réalité de la profondeur de la crise et du fait que nous luttons contre elle, que nous nous sommes arc-boutés, que, dans une situation difficile, sans succès mirifiques, néanmoins nous avons ancré quelque chose dans la réalité de notre politique économique.
C'est pourquoi nous avons eu tendance à caractériser la situation qui est la nôtre comme une situation d'attente où rien n'était encore tout à fait décidé, mais qui ne se situait donc pas ou plus sur le cours du mois de mai ou du mois de juin.
Ceci veut dire, chers camarades, que dans cette situation nous-mêmes nous pouvons peser, nous pèserons par ce Comité directeur déjà, par la maîtrise de ces débats, par la nature et le ton de ces débats, nous pèserons aussi bien sûr par la préparation et la réalisation de notre Congrès.
Alors, dans cette situation de légère modification du climat, mais en même temps d'attente et d'hésitation, est-ce que la situation créée à Dreux par la premier tour des élections municipales, par la percée, je n'imagine pas « inattendue », déjà d'ailleurs inscrite dans les résultats des élections municipales normales, marquée par la poussée du parti extrémiste de droite, du parti de type fasciste, le P.F.N., est-ce que cette situation peut changer cela ?
Bien sûr, quand on a lutté pour ses idées, quand on s'est battu dans sa ville, quand on l'a gérée, quand on l'a conduite, quand on s'est affronté à un climat d'intolérance, de violence, à la calomnie, aux méthodes les plus anti-démocratiques, quand on a espéré gagner et qu'on a gagné, quand cela est remis en cause par une décision dont on ne

peut pas dire qu'avec le point de vue subjectif qui est le mien, elle s'imposait, et que tout d'un coup on chute brutalement, même si l'espoir subsiste, espoir limité mais qui subsiste, c'est décevant, c'est rude.
C'est pourquoi d'ailleurs moi-même, au lendemain des élections municipales de Dreux, après la démission de Françoise Gaspard, j'avais été à Dreux dans la journée anti-raciste, me tenir auprès d'elle. Je comprends que le contexte local ait pu apparaître depuis plusieurs mois et encore dans ces élections difficilement supportable par nos camarades. La Direction du Parti qui, par un choix que je ne juge pas mais que je rappelle, qui n'avait été sollicitée en rien, aucunement au premier tour, nos camarades de Dreux choisissant par une analyse qui était la leur de maintenir à cette élection son caractère local et seulement local ; la direction du Parti, sollicitée comme il était bien normal au premier tour d'ailleurs, prenant l'initiative par Jean Poperen de joindre nos camarades dimanche soir, a reçu ces camarades et a fait tout ce qui lui était demandé, comme cela lui était demandé, avec parfois les changements, les improvisations qui sont celles de toute bataille, nous nous sommes adaptés à ces changements et à ces improvisations. Je crois qu'il était bon de mener une offensive politique en direction de la droite, de la droite classique, de la droite parlementaire, pour dénoncer son alliance à Dreux et la tolérance des directions nationales avec l'extrême droit du P.F.R. Je pense que cette offensive que nous avons menée, que j'ai moi-même lancée par l'interpellation de Mme Veil, de M. Chirac, de M. Lecanuet et de M. Barre, a d'ailleurs montré avec clarté beaucoup de ses tentations, à cette droite ou en tout cas à plusieurs de ses leaders, et ses divisions potentielles.
Mais je pense aussi trois choses. Je pense qu'il n'est pas bon et pas souhaitable politiquement de projeter Stirbois et les seize ou dix-sept pour cent du P.F.N. sur tout le territoire national. Il y a des spécificités locales, il y a le talent dévoyé d'un organisateur, il y a eu des méthodes systématiquement employées, il y a eu des concentrations de forces sur cette petite ville de 10 500 électeurs inscrits, et je pense que ce serait une faute que de projeter cette réalité par une crédibilisation potentielle sur le territoire national.
Je crois - je suis toujours sur le terrain de l'analyse - qu'il ne faut pas faire comme s'il y avait une menace fasciste en France. Il y a un abcès local, c'est déjà trop, il y a là un signe inquiétant car les mêmes éléments étant rassemblés ailleurs, les mêmes méthodes pouvant être utilisées, ceci peut se renouveler dans un certain nombre d'autres villes, il y a alliance politique contre nature de la part de gens qui se réclament de la démocratie et de la République, même s'ils en ont une vision conservatrice et qu'il faut dénoncer, mais il n'y a pas de menace fasciste en France, chers camarades. Ou alors, interrogez vos parents, ou relisez votre histoire.
Je pense aussi que, pour une direction de Parti, il est nécessaire de faire preuve d'une certaine stabilité dans les analyses et les comportements. Il y a huit jours, le Bureau exécutif, aussi au niveau du gouvernement, nous décidions de nous appuyer sur ces signes positifs, sur cette rentrée plus calme. Je ne pense pas qu'il soit utile, huit jours après, de crier à la menace fasciste. Il faut choisir un ton, une ligne, une approche, un

objectif de conviction de la population, et ne pas en changer devant l'émotion.
Chers camarades, j'en termine sur ce point en disant comme tout à l'heure que nous sommes dans une situation d'attente. Les indices économiques, notamment ceux du mois d'Août qui paraîtront en Septembre, seront naturellement importants pour confirmer ou fragiliser cette évolution dont nous croyons qu'elle s'esquisse. La rentrée sociale et ses contraintes, nous devons être capables d'engager le dialogue à leur propos avec les organisations syndicales.
Nous devons être capables de les convaincre de la nécessité, dans le respect de leur indépendance, de s'engager dans la réussite collective, c'est-à-dire aussi dans l'effort collectif.
Nous devons, quand il y a un problème résultant, en termes d'emploi, sur un terrain précis, local, d'une crise structurelle, d'une restructuration, nous devons expliquer, parler aux travailleurs, ne pas adopter la politique du secret, parler, expliquer pour convaincre.
Nous devons - et là c'est au gouvernement de mener cela avec doigté - comprendre que dans la politique contractuelle, dans les discussions salariales, notamment dans les discussions sur la fonction publique, à la fois faire en sorte que l'effort nécessaire, le plan de rigueur soit respecté, et en même temps que les engagements du gouvernement - c'est un problème politique et psychologique - soient eux-mêmes respectés.
Il faut que le Parti, dans la période qui vient, soit acteur de cette situation pour contribuer à la modifier.
Certes, nous devons débattre pour le Congrès, et j'y viens, d'ailleurs, mais nous devons aussi être présents sur le terrain et mener campagne. Nous avons d'ailleurs, à la direction du Parti, décidé d'un certain nombre d'entre elles. Nous avons donné tous les matériels aux fédérations à temps par des décisions prises dès juillet, par un travail accompli en août, par un matériel présenté fin août, tous les matériels nécessaires, pour être présents aux portes des écoles, des maternelles, dans le primaire ou dans le secondaire, pour être là sur le terrain de la rentrée scolaire.
Nous préparons les éléments d'une campagne de popularisation et d'incitation au vote pour les élections aux conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale le 19 octobre. Le Bureau exécutif en a débattu deux fois. Là encore, le matériel sous forme de tracts sera diffusé largement ; les tracts par millions seront à votre disposition.
Sur le terrain de la jeunesse, nous préparons une campagne et un débat avec une présence de responsables importante sur les problèmes de la formation professionnelle. Nous sommes en train également de préparer des matériels de rentrée, peut-être une affiche politique qui pourrait symboliser la présence du Parti et son orientation et son combat dans cette rentrée politique.
Nous allons évidemment reprendre la campagne d'adhésions interrompue par l'été.
Chers camarades, voilà pour le contexte.
Peut-être est-il temps maintenant que j'en vienne aux textes, c'est-à-dire au travail même du Comité directeur de synthèse.
Le Congrès que nous préparons est un congrès très important, pas plus qu'un autre

Congrès du Parti ou que tout autre Congrès du Parti, il ne sera, chers camarades, une péripétie. J'ai entendu parler de péripétie, et puisque tout le monde doit se parler, dans ce Comité directeur, depuis plusieurs jours je vous lis, je vous écoute et je vous entends. Je dois dire que le Congrès de Metz, pour celui qui vous parle et beaucoup de ceux qui ont assumé les responsabilités depuis, n'est pas une péripétie. Cela ne peut pas être une péripétie, et je donne là ma conviction, que d'avoir fait un congrès où on trouve les racines du maintien de notre orientation politique depuis dix ans, de la victoire de l'élection présidentielle, de l'élection d'un président de la République, de la victoire d'une majorité de gauche et l'arrivée pour la première fois dans l'histoire d'une majorité absolue à l'Assemblée Nationale, de l'élection d'un Premier Ministre socialiste. Je pense, et c'est ma conviction profonde, que ce n'est pas une péripétie. Le vécu de chacun est une chose, mais la réalité politique est claire. On peut dépasser Metz, il n'est pas utile de l'effacer. (Applaudissements)

Ce Congrès que nous préparons est un congrès donc très important, comme beaucoup de ceux qui l'ont précédé, et sur cette question de la synthèse je vais essayer d'être clair sans moi-même clore le débat en l'ouvrant, exercice un peu difficile et dont vous me pardonnerez les imperfections.

Avant les Comités directeurs, parfois la veille même du Comité directeur, j'ai lu les textes, bien sûr, les contributions, j'ai écouté les uns et les autres.

Avant ce Comité directeur, quelles étaient les contributions, puisqu'il faut bien y venir, dans les formes qui sont les nôtres, quelles étaient les contributions en présence ?

Une contribution qu'on appellera, disons par hasard, la contribution A, que j'ai signée, avec d'autres bien sûr, mais que j'ai signée en tant que premier secrétaire sortant s'engageant avec les autres dans un débat.

Une contribution C, une contribution E, ou plutôt deux contributions E – enfin, moi je l'ai vu comme cela -, une contribution C, et puisque j'en suis resté aux lettres, excusez-moi, c'est la logique qui m'emporte, faute de mieux je dirai une contribution C prime.

Quelle est la situation au moment où s'ouvre ce Comité directeur ?

Eh bien, chers camarades, vous le savez, il y a dix jours j'ai proposé à ceux qui, au Bureau exécutif, ont assumé depuis le Congrès de Valence, et même souvent avant, les tâches essentielles de direction du Parti d'ouvrir une discussion avec nos camarades du courant B pour rechercher la possibilité d'élaborer un texte commun à présenter au Comité directeur. Sur ces propositions, l'unanimité s'est faite parmi ces camarades. Nous avons donc rencontré nos camarades de l'ancien courant B, ou de la sensibilité B, et nous avons discuté avec eux.

Pourquoi les avons-nous rencontrés ? D'abord parce que je crois que le Comité directeur de synthèse est un moment important du débat, mais c'est déjà aussi un premier moment de la recherche d'un rassemblement. Ensuite parce que les textes, au fond, si on les lisait, étaient très proches ; en tous cas j'ai trouvé que l'autre texte était très proche du nôtre. Ensuite parce qu'il me semblait que sur plusieurs problèmes importants, des choix clairs avaient été faits en commun, notamment pendant l'été, et

aussi parce qu'une volonté claire d'agir en commun s'était manifestée notamment chez ces autres camarades, pour ne pas parler, bien sûr, de nous.
Nous avons donc débattu d'un texte et nous sommes arrivés à un accord. Nous avons discuté de la façon de diriger le Parti, naturellement dans le respect des forces de chacun telles qu'elles étaient connues, et je crois aussi que nous sommes tombés d'accord sur un engagement commun d'action au niveau national et au niveau des fédérations.
C'est pourquoi nous proposons en commun un texte d'orientation politique pour le Parti sur la base d'un engagement de solidarité pour le diriger, texte qui a dû vous être diffusé... Non ? Il fallait le distribuer au début du Comité directeur. Le Comité directeur doit être saisi du texte, donc, dès qu'il s'ouvre, les textes doivent être donnés, d'autant plus que dès hier, c'est-à-dire quand le texte a été formellement, achevé, je l'ai moi-même laissé à la disposition des différents responsables qui avaient présenté des contributions, à tous ceux que j'ai pu joindre, et j'ai essayé de les joindre tous.
Ce texte comporte quatre parties. Il est fondé sur une analyse de la situation internationale et propose une orientation qui me parait être à la fois réaliste, fondée sur des principes, ouverte, progressiste, nourrie des développements récents, fondée sur une analyse de la réalité et non pas simplement sur le jeu des concepts, traitant des grandes questions que sont les problèmes Est-Ouest, la sécurité, les problèmes du pacifisme, le tiers-monde, la politique de coopération, les problèmes de solidarité, la lutte pour les droits de l'homme.
Cette partie s'appelle « agir dans un monde en crise ».
Le texte comporte une deuxième partie sur la partie économique à conduire. Là aussi, c'est clair, nous voulons intégrer la réalité sans la subir, sans renoncer à nos principes, sans adopter les valeurs des autres.
Nous approuvons clairement la politique du Président et du gouvernement dans ce domaine, mais nous voyons là naturellement des risques. Nous mesurons ce qui est nécessaire, mais ce qui peut être et doit être provisoire et ce qui doit être retrouvé à travers l'effort. Nous éclairons le problème, nous proposons au Parti des réflexions ou des actions. Cette partie s'appelle « mener la bataille pour le redressement économique ».
La troisième partie est consacrée aux problèmes de société, aux problèmes de l'Etat, de la conduite des affaires, de notre style politique, aux problèmes des rapports entre le Parti et les forces sociales, les forces sociales hostiles, favorables, hésitantes, aux problèmes des rapports entre le Parti et le monde syndical et le monde associatif, aux relations entre les forces qui composent l'union de la gauche, le Parti Communiste, en intégrant une série d'évolutions qui se sont produites dans l'été et qui nous amènent à adresser au Parti Communiste des messages qui, dans certains cas, prennent la forme relativement douce, mais la forme de la mise en garde.
Cette partie s'appelle « assurer la confiance en animant le changement ».
Ce texte comporte enfin une dernière partie, qui s'intitule « faire vivre le Parti » et nous posons le problème, y compris en termes théoriques, de ce qu'est la place du

Parti actuellement par rapport au pouvoir, comment l'analyser, comment agir, comment améliorer les relations, comment jouer notre rôle, comment conduire ce Parti, comment le faire vivre autour de quels principes, autour de quelles règles communes, en se méfiant de quelles tentations, avec une volonté de défendre ce Parti contre ceux qui le critiquent à droite, ou qui, parfois, en font des analyses bien superficielles à gauche.
Ce texte, nous le croyons équilibré et cohérent. Il peut, selon nous, il peut, selon moi, rassembler le Parti. Il est, je crois, dans ce Comité directeur, la base de toute synthèse, en tout cas nous l'avons rédigé avec cet objectif et celui d'être clair et de rassembler.
Le rassemblement sera-t-il possible dès maintenant ? Dès ce Comité directeur ? C'est vous qui le direz et je ne veux donc pas le préjuger, mais je veux dire mon mot à ce stade avec à l'esprit qu'il n'y a pas que les textes des contributions à prendre en compte.
Je prends les textes - est-ce par hasard ? Vous en jugerez - en commençant par le texte signé par Marie-Noëlle Lienemann, Alain Richard et Jean-Pierre Worms. Bien que ce texte se caractérise par un super soutien à l'action gouvernementale, ce qui devrait nous exalter et nous séduire puisque cette action gouvernementale, nous la soutenons, je le trouve - je donne là un point de vue très subjectif, pardonnez-moi - un peu marginal, presque caricatural, avec des idées intéressantes, une conviction sans doute très forte et honnête, mais il a quelque chose d'un peu étranger sur plusieurs points à la tradition dans laquelle je me reconnais.
Sa théorie de la crise, cette crise qu'il faut utiliser comme sa haire et sa discipline, dont on exalte les vertus, dont apparemment on ne mesure pas le poids dans la vie des gens, dans la vie de la masse des gens dont nous nous réclamons, cette théorie de la crise et de son bon usage délectable, cette vision du Parti un peu étrange, voire critique, cette conception de l'union et du rôle des forces politiques et syndicales, je ne m'y retrouve pas.
Si l'autre gauche existe, débat que je n'ai pas encore osé trancher, alors c'est, ici peut-être, la vision de l'autre gauche, ce qui est estimable,, mais comme nous sommes ici dans la première, il y a problème.
Il y a un autre problème parce que ces camarades appartenaient au courant C, au Bureau exécutif, ils étaient représentés par Marie-Noëlle Lienemann, et ils le sont toujours jusqu'à ce Comité directeur. Ils en reprennent, de ces camarades dont je viens déparier, les analyses, souvent, c'est une musique qui, parfois, vient de loin ; ils en reprennent les analyses de façon plus cristallisée, plus pure, comme on raffine un produit brut, ce qui parfois en réduit la taille, et si je le dis, je ne m'inspire là que de ce qu'a dit avec plus de pertinence que moi un ministre hier et un ami dont je ne dis pas le nom car je ne veux pas citer les ministres dans les débats du Parti. S'il l'a dit, quand même, il doit savoir qu'il y a problème.
Donc, chers camarades, je vous le dis, il faut une nécessaire - vous voyez comme les formules me viennent assez facilement – « haire et discipline », et nécessairement une clarification doit être apportée : au fond, dans ce Comité directeur, qui est qui ?

Nos camarades du courant C, à ma connaissance, pour le moment, ne présentent pas de texte, de motion, en tout cas je n'en suis pas destinataire, je n'en ai pas reçu. Je ne pense pas qu'ils viennent devant ce Comité directeur sans texte. Ils ont déposé une contribution, bien sûr, ils ont des idées et ils y tiennent, mais ils n'ont pas proposé de motion, alors avec ces camarades, dans les deux ans qui se sont écoulés et même antérieurement, il y a eu des débats entre nous et des interrogations.
Jean Poperen vient de donner une interview au « Quotidien de Paris » et, avec le ton qui est le sien, le style qui est le sien, heureusement nous sommes chacun différents et nous avons chacun nos places et nos fonctions, je trouve qu'il dit des choses assez justes, en tout cas il pose toute une série de bonnes questions. Il y a un point quand même sur lequel je dois le corriger mais cela n'a rien à voir avec le débat qui nous occupe, c'est quand il dit : « On a retardé notre Congrès de quatre mois à un moment donné pour que le débat ait lieu. Si on fait la synthèse le 10, il n'y a pas de débat ». Non, là je suis obligé de corriger. C'est un problème purement factuel : nous n'avons pas retardé notre Congrès de quatre mois, nous tiendrons notre Congrès à sa date normale.

Jean Poperen - On ne l'a pas avancé.

Lionel Jospin - On ne l'a pas avancé, c'est la bonne formule (rires). Chers camarades, je pense, une fois cette précision apportée, que nous connaissions tous cette décision que nous avions prise d'ailleurs à l'unanimité et je trouve que cela a permis le débat car, comment aurait-on pu avoir le débat en un temps si court, c'est-à-dire dans un Congrès à la fin du mois de juin ? Et puis, il est peut-être permis de penser que cela a permis de commencer à rassembler.
Après tout, comme il est toujours difficile de fixer la date d'un Congrès, intuition pour intuition, moi je pense que je n'ai peut-être pas une intuition trop mauvaise en pensant qu'il ne fallait pas trop se presser. Imaginez cher camarades, qu'on ait tenu le Congrès dans le climat extérieur et aussi dans le climat intérieur du mois de juin... Mais ce n'est pas là, bien évidemment, l'essentiel. Par contre, sur l'essentiel, je le répète, Jean Poperen pose toute une série de bonnes questions que j'avais même déjà posées implicitement dans la contribution B sur les problèmes de la crise, sur les problèmes de la politique économique telle que le gouvernement a dû la mener mais avec ses risques, ses contraintes et donc sur le fait que nous avons dit : c'est indispensable, c'est nécessaire, mais autant que possible, cela doit être temporaire. Nous devons retrouver un cours qui nous permette de nous inscrire dans ce qui est notre objectif, dans ce qui est nécessaire pour gagner à long terme, dans ce qui est de toute façon nécessaire pour la masse de ceux qui nous ont fait confiance.
Il faut clarifier sur les problèmes de la politique extérieure, peut-être pas là trop de divergences, mais quand même un certain nombre de choses entendues, à un moment au moins, sur la politique africaine : actualiser cette politique africaine. Il faut peut-être clarifier : sur les choix de politique économique dans leur dimension extérieure avec la position équilibrée que nous suggérons dans ce texte, sans mythification

délibérative et sans excès de protectionnisme. Sommes-nous bien d'accord ?
Sur l'idée qu'on se fait du Parti, et moi j'ai relevé, pas par souci de polémique mais parce que c'est quelque chose de fondamental, peut-être pas dans l'actualité mais dans l'idée même qu'historiquement nous nous posons du mouvement socialiste, cette étrange thèse sur l'appareil vertical, donc sur l'idée même qu'on a du rassemblement historique des hommes et des femmes qui font un mouvement socialiste, quelle est véritablement notre conception ?
Sur les problèmes de vie interne du Parti, du respect de la règle commune, de l'idée qu'il y ait seulement une grande organisation nationale, malgré des diversités locales, avons-nous la même vision ?
Sur les problèmes de l'action et de la conception de l'action dans les fédérations, ce sera très important les fédérations, chers camarades, dans les deux années qui viennent car ce n'est pas simplement en haut que le Parti doit être stable, homogène, divers mais homogène, c'est aussi dans son corps profond et dans ses fédérations pour animer le terrain.
Sur tous ces problèmes, il y a des questions importantes à trancher.
Il y a le texte du C.E.R.E.S., celui-là aussi je ne lai pas encore lu. Je ne l'ai pas encore lu parce qu'il a été apporté - là, il y a un texte - à minuit au siège du Parti. Chers camarades, je suis resté assez tard au siège du Parti hier, mais seulement jusqu'à 21 h, excusez-moi, et donc ce matin, un peu en retard dans l'examen des idées que je voulais soutenir ici, je n'ai pas eu le temps de le lire, donc je ne peux pas m'y référer, je vous le dis honnêtement, mais j'ai lu les contributions, j'ai lu des articles récents, par exemple celui de Jean-Pierre Chevènement dans « Enjeux ».
Alors sur une série de choses qui sont dites là comme sur toute une série de choses qui sont dites dans la contribution de l'ancien courant C, faut-il le repréciser, il y a beaucoup de points d'accords possibles, mais je crois qu'il y a aussi, en tout cas dans le texte du C.E.R.E.S. ou dans la pensée du C.E.R.E.S. telle qu'elle a été développée ces derniers temps, un certain nombre d'illusions, un certain recours à la pensée magique. La dévaluation sauvage, comme l'alpha et l'oméga, de notre politique économique, chers camarades, je trouve que c'est un peu court et un peu commode, un peu magique. Je crois aussi, c'est clair dans l'article de « Enjeux », que la tentation, je dis la tentation, non pas d'une politique plus à gauche pour le Parti - la réponse à une question posée dans cet interview est de ce point de vue éclairante - comme d'une politique plus intelligente, cela c'est subjectif, mais d'une autre politique, existe. Un certain repli national excessif, une utilisation de moyens monétaires brutaux dans un système monétaire lui-même fragile et instable comme une méthode miracle, de curieuses inflexions sur le plan politique qui semblent faire appel peut-être à d'autres forces qui ne sont pas comptées dans la gauche, quelques accents de politique extérieure, bien que là peut-être les écarts ne soient pas aussi grands qu'on aurait pu le craindre, cette curieuse théorie d'une alliance ou d'un compromis entre les syndicats et l'industrie dans laquelle je ne retrouve pas là une analyse de classe très précise... Les syndicats, je sais ce que c'est ; l'industrie, cela ne me paraît pas clair. Si ce sont les patrons et les syndicats, il faut le dire, l'industrie, connaît pas, ou je connais en

terme industriel mais pas en terme d'action politique ou d'analyse sociale. Je veux dire qu'il y a effectivement là toute une analyse qui pourrait être de gauche. Mais s'il y avait la tentation d'une autre politique, je ne dis pas que c'est le cas, nous le verrons bien, en tout cas si cette autre politique se déployait, s'épanouissait, je réutiliserai ce mot une fois encore, « dériver » ; je ne serais pas personnellement d'accord et je crois que ceux qui ont rédigé le texte qui vous est présenté, le texte 1 pourrait-on dire, l'ont rédigé avec plus de prudence, avec plus d'équilibre, notamment sur les problèmes économiques, et bien évidemment sur les problèmes politiques et des alliances.
Je crois, chers camarades, que là aussi il faut une clarification et je pense personnellement qu'il serait plus sage que vous nous rejoigniez sur nos positions qui, à certains égards, ont été sensibles à la qualité de vos argumentations parfois.
Je relève d'ailleurs une contradiction dans vos propos car je lisais chez Georges Sarre ou chez Jean-Pierre Chevènement : « Mais nous ferons la synthèse au Congrès ». Alors, chers camarades, si c'est si sûr, pourquoi pas maintenant ? Et si ce n'est pas maintenant, est-ce si sûr ?
Voilà, j'en ai presque fini.
Je souhaite la synthèse avec les camarades qui présentent le texte du courant 1 mais, bien sûr, les conventions doivent décider après le débat au Comité directeur. S'il y a désaccord, le débat doit avoir lieu pour que les militants tranchent.
Y aura-t-il synthèse ou non ? Je n'en sais rien, mais ce que je sais, chers camarades, là je le dis très franchement en tant que Premier Secrétaire, c'est qu'il n'y aura pas dérive à l'occasion de ce Congrès.
Sur ce point, j'ai souvent beaucoup de points d'accord avec André Laignel, même si on n'a pas le même ton parfois - on travaille beaucoup ensemble sur les problèmes complexes et lourds des finances du Parti -, mais là j'ai un petit désaccord avec lui. A une question qui lui est posée : « Admettriez-vous que les Rocardiens soient dans la majorité du P.S. ? », il a répondu : « Cela me paraîtrait dommageable pour l'orientation générale du Parti. » C'est tout à fait son droit de penser cela, et pour tout dire cela pourrait constituer une dérive. Chers camarades, je voudrais vous donner mon point de vue sur cette question.

Jean-Pierre Chevènement - Il a raison.

Georges Sarre - Il a raison.

Lionel Jospin - S'il y a synthèse, il n'y aura pas de dérive. Si jamais le courant C n'était pas dans la synthèse et le courant E, il n'y aurait pas de dérive. Si le courant C était dans la synthèse et pas le courant E il n'y aurait pas de dérive, car je pense très profondément qu'aussi importante que soit la position des uns et des autres, notamment de ces camarades qui sont évoqués, il n'y aura pas de dérive si le courant A, pardon le courant 1, ne dérive pas.
Je m'ancre en lui et non pas chez les autres, je cherche ma vérité chez moi et non pas chez les autres. (Applaudissements)

Je pense que ceux qui ont assumé ensemble la direction de ce Parti et qui l'ont assumé avec d'autres, je pense que ceux qui ont maîtrisé leur débat collectif et qui l'ont conduit avec honnêteté intellectuelle, franchise, amitié, et qui se sont rassemblés pour présenter un texte commun que j'ai eu l'honneur de signer, par leur passé, par leur analyse et par leurs propositions, garantissent le Parti contre les risques de dérive. Et c'est là personnellement, au contact des autres bien sûr, que je puise conviction, force et garantie.
Je termine, chers camarades, en disant que nous allons maintenant débattre de la synthèse. Vous allez conclure.
Sachez que le Congrès que nous présentons est un Congrès important qui pèsera sur la vie politique de notre pays et je souhaite personnellement, c'est un peu le ton qui m'a guidé depuis plusieurs semaines, que nous soyons capables de maîtriser collectivement la préparation, le déroulement et l'expression publique de ce Congrès pour qu'il soit une aide pour la politique du Président de la République et du gouvernement, et un appui pour notre action collective.
Pour ce qui concerne les problèmes d'organisation maintenant, je pense qu'il est bon que nous connaissions les textes qui sont présentés au Comité directeur et que nous engagions un débat public.
A un moment, il faudra décider de clore ce débat, d'un commun accord, et nous pourrons commencer à examiner les textes. Il faudra sans doute, pour cela, réunir une instance - Commission des résolutions -, à laquelle il faut donc commencer à réfléchir dès maintenant, afin qu'un examen plus concret puisse se poursuivre dans une instance plus étroite, quand celle-ci sera techniquement possible.
Voilà donc les propositions : un texte est devant le Comité directeur - le texte du courant 1. Je demande à connaître les textes autres qui sont présentés comme projets de motion au Comité directeur en vue de la synthèse, et ensuite je propose que nous prenions les dispositions d'organisation nécessaires au débat de ce matin et à la discussion plus concrète, à partir d'un moment qui pourra être décidé, cet après-midi, peut-être pas trop tard.
Je vous remercie.
(Vifs applaudissements)

Préparation de la manifestation sur le Chili

Le Président - Je pense que les propositions d'organisation que vient de faire Lionel Jospin s'imposent d'elles-mêmes.
Est-ce qu'il y a, sur ces propositions, des objections ?... C'est-à-dire que nous ouvririons le débat maintenant, nous le poursuivrions une partie de l'après-midi et, à un moment de l'après-midi que nous fixerions ensemble, nous désignerions une Commission des résolutions pour examiner les textes.
Est-ce qu'il est d'accord sur cette méthode de travail ?
…

Bien.
Avant d'ouvrir le débat, il faudrait quand même que nous réglions le problème de la manifestation sur le Chili.
Comme vous l'a dit Lionel Jospin tout à l'heure, un texte a été préparé et vous avez été invités à donner vos observations sur ce texte.
Est-ce qu'il y a eu des observations ?

Jacques Huntzinger - Oui.

Le Président - Alors, Huntzinger, veux-tu nous faire part des observations qui te sont parvenues ?
…
Pour gagner du temps, je vais prendre par écrit les inscriptions de ceux qui souhaitent intervenir.
Le Garrec, de la Fournière, Motchane, Fuchs, Jaquet, Richard, Matouk, Bichat, Sarre, Poperen, Christiane Mora, Allouche, Joxe, Germon, Worms, Debarge...
Voilà une première liste qui est déjà suffisamment importante.
Huntzinger, si tu veux nous donner rapidement les observations sur le texte ?...

Jacques Huntzinger

Me sont arrivées trois propositions de modification du texte présentées par Christiane Mora et Colette Audry.
Au deuxième paragraphe, ligne trois, après « dans ce pays », il est proposé d'ajouter la formule suivante : « sous les coups des forces conservatrices et d'extrême droite rassemblées autour de la fraction non constitutionaliste de l'armée, s'appuyant sur la CIA et, à l'intérieur, sur la majeure partie des classes moyennes. » Autrement dit, il est proposé d'ajouter quelques mots pour préciser les différents responsables.
Personnellement, je suis un peu réservé quant à cet ajout. Chacun sait ce qui s'est passé. On fait là un texte, comme l'a dit Lionel, sur l'adversaire, mais surtout sur sa situation actuelle, et sur l'avenir, et pour ma part je ne pense pas que cette formulation ajoute grand chose, politiquement, au texte, même si l'on peut compléter celui-ci.

Le Président - Effectivement, je crois que ce texte n'est pas destiné à raconter l'histoire du Chili ou d'Allende, et depuis dix ans. C'est un texte qui est destiné à accompagner une manifestation que nous faisons aujourd'hui, à l'occasion du l0ème anniversaire. Il me semble que Huntzinger a raison, il ne faut pas trop en rajouter.
Sur la proposition qui a été faite, je vous demande de vous prononcer.
Quels sont ceux qui sont pour ?
…
Quels sont ceux qui sont contre ?
…

Lionel Jospin - Il faut faire voter sur la proposition de Huntzinger.

Le Président - Oui. La proposition de Huntzinger, c'est le maintien du texte pour ce paragraphe.
Quels sont ceux qui sont pour ?
…
Avis contraires ?
…
Le texte est maintenu.
deuxième observation, Huntzinger ?

Jacques Huntzinger - Quatrième paragraphe, qui parle de l'économie, à la ligne deux, il s'agit d'ajouter « américain » après « des ultras du néo-libéralisme ». Le texte deviendrait : « ce pays devient le laboratoire des recettes des ultras du néo-libéralisme américain ».
Pour ma part, j'émets les mêmes réserves...

Dans la salle - Il n'était pas « néo », le libéralisme, en 1973 !

Jacques Huntzinger - C'est exact, le néo-libéralisme américain est postérieur.

Lionel Jospin - Sur « néo-libéralisme », on ne va pas avoir une discussion économique avec Matouk... je ne m'en sortirais pas ! Mais il me semble que c'est « néo-libéralisme » par rapport au XIXème siècle, et pas par rapport au libéralisme des années cinquante. Je l'ai toujours entendu comme cela.
Par contre, je ne crois pas qu'on ait intérêt à mettre « américain », parce qu'il y a les Français, il y a Mme Thatcher, et autres...

Le Président - Pierret ?

Christian Pierret

Sur cette question, je suis d'accord avec Lionel Jospin, ce n'est pas ici qu'il faut mentionner le terme « américain ».
Par contre, le texte souffre - et c'est une proposition que je voudrais faire - de l'absence de référence à la complaisance active des Etats-Unis dans le soutien au coup d'Etat contre Allende et je pense qu'on ne peut pas parler du Chili dix ans après sans rappeler, ne serait-ce que par une phrase, le laisser-faire plus ou moins complaisant, et plutôt plus que moins, vis-à-vis de Pinochet, dont ont fait preuve les Etats-Unis d'Amérique.

Le Président - Bien. Colette Audry ?

Fondation Jean Jaurès

Colette Audry

A propos du terme « américain », on sait tout de même - cela a été assez répété dans la presse - qu'il y a eu une équipe de « Chicago boys », qui sont à l'heure actuelle les enfants chéris de Reagan, mais aussi de notre propre droite, qui ont été délégués au Chili. Alors, moi, je voudrais que cela y soit !

Le Président - Huntzinger, ta proposition ?

Jacques Huntzinger - Je suis pour le maintien du texte. Je crois que quand on se réfère aux « ultras du néo-libéralisme », chacun comprend de quoi et de qui il s'agit.

Le Président - Sur la proposition de Huntzinger, qui est le maintien du texte, quels sont ceux qui sont d'accord ?
Avis contraires ?
…
Le texte est maintenu.
Dernière observation, Huntzinger ?

Jacques Huntzinger - C'était la dernière.

Le Président - J'aurais, personnellement, une observation à faire.
Tout à fait à la fin du dernier paragraphe de la première page, il me semble que la phrase est un peu optimiste. Quand on dit : « Elle a déjà fait céder la Junte de Pinochet sur plusieurs points... », cela a l'air de dire que c'est en train de lâcher, ce qui n'est pas tout à fait évident, et la répression reste quand même d'une grande violence : on a encore vu cette nuit ce qui s'est passé.
Je crois qu'il faudrait peut-être compléter la phrase pour ne pas donner l'impression que le processus de liquidation de Pinochet est déjà largement engagé. Nous n'en sommes malheureusement pas encore là.

Jacques Huntzinger - On peut dire : « sur quelques points »...

Dans la salle - Ou « reculer »...

Christian Pierret

Je voudrais maintenir la remarque j'ai faite.
J'ai fait une remarque, assortie d'une proposition, qui me paraît aller dans le sens de tous les communiqués du Parti sur le Chili depuis dix ans : il faut mentionner l'intervention américaine - en termes choisis, si l'on veut - ; il faut mentionner la pression qu'ont faite les Etats-Unis pour soutenir les putschistes et, depuis, pour soutenir Pinochet.

Jacques Huntzinger - Qu'est-ce que tu proposes comme termes choisis ?

Christian Pierret - On pourrait mettre au troisième paragraphe : « Dès le coup d'Etat, en septembre 1973, soutenu en sous-main par les Etats-Unis d'Amérique… », ou « accompli avec la complaisance des Etats-Unis d'Amérique… »

Dans la salle - « Fomenté par... »

Dans la salle - « Avec la complicité... »

Le Président - C'est plutôt la complicité que la complaisance. Tu es d'accord, Huntzinger ?

Jacques Huntzinger - Sur la référence à la complicité, je crois effectivement qu'on peut l'ajouter...

Le Président - Tu introduis cela dans le texte. Sous réserve de ces petites modifications, je mets aux voix l'ensemble du texte.
Que ceux qui sont d'avis de l'approuver lèvent la main.
…
Avis contraires ?
…
Merci.
Comme il a été dit tout à l'heure, ce texte sera apporté à l'Ambassade.
Michel Rocard ?

Michel Rocard

Je me permets de saisir l'occasion de ce débat et de la remarque de Colette Audry, qui n'a pas été reprise, pour faire une suggestion qui équivaudrait à une saisine de la Commission économique du Parti.
Nous combattons depuis toujours la dictature de Pinochet et ce texte est bon. Pour ma part, je le trouve tout cela excellent. Mais je pense que, dans le commentaire général, on n'a pas porté suffisamment attention à la situation économique intérieure, qui est une pure catastrophe. La démission de Begin, d'autre part, n'est pas due qu'à des phénomènes de guerre ou de paix au Liban, de drames, d'incapacité, ou de refus, d'une partie de la société israélienne du crime commis au Liban, elle est aussi due à une totale détérioration de la situation économique locale.
Or, ceci vise les deux pays qui ont été, pour les « Chicago boys » - et je donne raison à Colette Audry -, une terre d'expérience préférentielle. C'est assez fabuleux comme argument ! Je suis surpris que la presse n'ait pas fait une étude là-dessus et je trouve que ce débat devrait être l'occasion, pour nous, de porter une offensive sur ce qui se passe quand les thèses monétaristes sont appliquées sans contrainte par des équipes

Fondation Jean-Jaurès

disciplinées aux Etats-Unis d'Amérique et qui apportent ces doctrines intellectuelles ! N'en parlons pas dans le texte, ce serait trop compliqué, mais dans le débat économique mondial où nous sommes, il y a là un argument dont je propose que la Commission économique du Parti se saisisse pour l'élaborer plus en détail, le mettre au point et en faire une pièce de plus dans notre armement idéologique d'explication.
Excusez-moi d'avoir saisi l'occasion du Chili pour le dire... C'est une des bonnes occasions pour le dire. Merci.

Le Président - Très bien. Je pense que le Comité directeur sera d'accord sur cette suggestion. Je crois qu'effectivement, il y a là une étude à faire qui est extrêmement intéressante, mais cela ne concerne pas directement le texte, qui a été approuvé.
Je rappelle que ce sera porté tout à l'heure à l'Ambassade du Chili par une délégation du Comité directeur à laquelle se joindront quelques parlementaires. La manifestation est prévue aux alentours de 12 h 30, ce qui nous amènera à suspendre notre séance vers 12 h 20 pour que la délégation puisse avoir le temps d'arriver à 12 h 30 à l'Ambassade du Chili.
Nous pouvons donc commencer le débat - il est midi moins vingt - et le poursuivre dans l'après-midi.
Il me semble - c'est une suggestion personnelle mais je crois qu'elle est logique - qu'après Lionel Jospin qui a donné son opinion largement sur le texte dit A ou 1, il serait bon que prennent la parole, au début de ce débat, les auteurs de textes. C'est pourquoi, dans la liste des orateurs qui se sont faits inscrire, je donnerai, si vous en êtes d'accord, d'abord la parole à Didier Motchane et à Alain Richard, après quoi on reprendra la liste...

De la Fournière - Il y a un problème...

Le Président - Le Comité directeur est fait pour discuter de textes. Je pense qu'il est normal et bon que nous prenions connaissance dès le début du débat des textes qui sont déposés ; il me semble qu'il y a là une logique qui va dans le sens du Comité directeur de synthèse.
De la Fournière, tu es inscrit en troisième position.

De la Fournière

Claude, c'est un simple point d'ordre, mais qui a aussi une importance politique. Il ne faut pas déduire du fait que des camarades ont modifié des contributions initiales, soit pour fusionner deux contributions, soit pour en transformer une autre, que ces textes sont déposés à l'entrée du Comité directeur et se retrouvent automatiquement à la sortie - d'ailleurs, je crois que ce n'est pas l'intention de certains -, et il ne faut pas déduire non plus que des camarades qui ont fait des contributions et qui n'ont pas jugé bon de les modifier n'aient pas l'intention de transformer ces contributions en motions.

Donc la discussion me parait un peu artificielle et je crois qu'il faut que chacun de ceux qui ont apporté au débat du Comité directeur des éléments politiques importants, puisse s'exprimer devant ce Comité.

Le Président - Encore une fois, je considérais que le Comité directeur s'ouvrait avec un certain nombre de textes, qui étaient des textes de projets de motion. Il y en a trois à ma connaissance, pour l'instant. Qui dit « non » ?

Alain Richard

Je voudrais simplement ajouter mon propos au point d'ordre présenté par Michel de la Fournière. Il me semble que le contenu d'un débat de Comité directeur de synthèse c'est que chacun, quelle que soit sa position de départ, donne son sentiment, et sur les conditions, et sur le sens de la synthèse.

Le Président - Je rengaine ma proposition et je donne la parole dans l'ordre où j'ai inscrit les camarades qui se sont faits inscrire (protestations dans la salle).
Je voudrais savoir ! Ce n'est pas la peine de perdre du temps là-dessus. Je pensais avoir fait une proposition logique. Puisqu'il y a des objections, cela n'a vraiment aucune importance, je donne la parole au premier orateur qui s'est manifesté, Jean Le Garrec, qui sera suivi de Michel de la Fournière.

Jean Le Garrec

Très rapidement, et en tant qu'appuyant cette motion n°1, puisque je ne peux en être signataire, je voudrais la situer dans le contexte politique, en reprenant une partie des propos et des analyses du Premier Secrétaire.
Il est bien évident, et chacun d'entre nous en a conscience, que la manière dont nous ferons face aux difficultés des années 1983 et 1984 est déterminante pour l'avenir, déterminante pour les grands rendez-vous, et si aucun d'entre nous ne donne les dates, chacun les a bien en tête. Car ce n'est pas en 1985 ou en 1986 qu'il nous faudra préparer les conditions nécessaires d'une victoire indispensable. C'est bien ces deux années qui sont les années-clés : 1983 et 1984, qui sont les années-clés et probablement le moment le plus difficile de notre action et de notre bataille politique.
Et c'est là-dessus que je voudrais intervenir très schématiquement et rapidement.
Car, là-dessus, je rejoins volontiers Lionel, même si nous pouvons remarquer une certaine détente concernant le climat politique ou une meilleure compréhension de la nécessité de notre politique, l'ampleur de la crise, il nous faut être prudents car tout cela demeure extrêmement fragile et en tout état de cause insuffisant.
Donc il y a là une bataille rude, une bataille difficile et une bataille indispensable.
Pourquoi sommes-nous au moment clé - chacun d'entre nous le comprend - mais aussi au moment le plus difficile ?
Il y a trois raisons.

La première, c'est que nous avons engagé, en 1981 et 1982, une masse considérable de réformes, et il nous fallait le faire à ce moment-là, et le faire vite. Chacun savait, et le Président lui-même l'a dit, que ce que nous n'aurions pas fait les deux premières années, nous aurions du mal à le réaliser ensuite. Et cela a été fait pour l'essentiel, qu'il s'agisse des droits des travailleurs, des nationalisations, de la décentralisation... et j'en passe.
Seulement il est bien évident qu'entre le moment où cela est fait, et le plus souvent, sur le plan structurel, sur le plan législatif, sur le plan institutionnel, et l'application dans les faits de ces réformes, il faut beaucoup de temps, beaucoup de difficultés, et ce temps entraîne, et c'est normal, des déceptions légitimes, des impatiences, des inquiétudes, et même des interrogations.
Il est bien vrai que tous les salariés qui attendaient par exemple des nationalisations - et je peux en parler un tout petit peu -, la réponse à des questions de fond, comme par exemple « de la démocratie économique », ou « une meilleure articulation du système bancaire et industriel », ou « de l'affirmation plus claire d'une politique industrielle », vivent ce temps inévitable de la mise en ordre, de la mise en marche, de la préparation des équipes, avec beaucoup de difficultés et souvent avec beaucoup d'interrogations.
Il nous faut comprendre leurs difficultés, leurs interrogations, mais en sachant qu'il faut amplifier l'effort et que nous ne pourrons pas réduire le temps nécessaire. Et il y a là incontestablement une difficulté que nous vivons tous en temps que militants, dans les contacts que nous avons avec aussi bien les organisations syndicales que nos militants dans les fédérations.
Voilà une des premières raisons... et nous pourrions le dire pour tout, y compris sur les droits des travailleurs, avant que ces lois fondamentales passent dans le vécu, dans l'action quotidienne, dans la transformation des rapports à l’intérieur de l'entreprise, il nous faudra non seulement le temps mais beaucoup de batailles, des victoires, mais aussi des échecs.
Et nous sommes à ce moment-là où les choses ont été faites, elles ne s'inscrivent pas encore dans les réalités d'une action sociale, d'une action économique.
deuxième remarque : nous sommes aussi au plus fort de cette politique de rigueur, qui est une nécessité mais qui n'est pas une fin en soi, il est bon de le rappeler. Et il était indispensable, ne serait-ce que pour conserver entre autres choses l'autorité de la France dans le monde et la voix de la France dans le monde, de maîtriser nos échanges, de réduire notre différentiel d'inflation, de comprendre que cela était nécessaire, de le faire comprendre. Le déséquilibre existe encore fortement entre la lourdeur de cette politique de rigueur, y compris avec notre souci permanent de plus de justice sociale, d'éviter de déséquilibrer l'effort, il y a encore un instant difficile entre la perception de cette nécessité et le poids vécu de ce qu'elle implique sur la vie quotidienne. Et ce débat, il n'est pas réglé, il est devant nous, nous y sommes en plein, avec toutes les difficultés que cela représente, difficultés accrues par l'existence d'une société, et la droit l'a voulue ainsi, extraordinairement morcelée, corporatiste, pour ne pas dire égoïste.

Et chaque fois que nous avançons dans cette voie nous nous heurtons quelque part à un corporatisme et à un égoïsme.
Et là nous sommes en plein dans une bataille qui est une bataille politique mais aussi une bataille économique.
Troisième dimension : il serait tout à fait erroné de considérer que la rigueur est une fin en soi, même si c'est une nécessité impérative, et, je le rappelle, qu'elle évite de faire l'autre effort fondamental, déterminant, qui est, en même temps que nous engageons cette politique de rigueur, de dégager les moyens, dans une situation de ressources rares, de corriger nos faiblesses structurelles. C'est là toute la clé de notre politique pour les années à venir.
Si nous avions une idée simplement mécaniste de la situation économique, nous déboucherions sur des erreurs magistrales d'ici quelques années. Il nous faut absolument, en même temps, dans la même démarche, dégager les moyens de corriger nos faiblesses structurelles, que ce soit sur la recherche, que ce soit sur l'industrie, que ce soit sur l'investissement, que ce soit sur la formation, la correction et le rattrapage de l'échec scolaire, l'insuffisance de démocratie économique... J'en passe... C'est le choix que nous avons fait, et ce choix, nous l'inscrivons dès le budget de 1984 et dans les orientations fondamentales du IXème Plan dont aura à débattre bientôt le Parlement.
Seulement, vous vous doutez bien que qui dit « choix », dit « volonté de corriger ses faiblesses dans une situation de ressources rares », dit « non-priorité et arbitrage », en disant : « Cela, nous le faisons parce que c'est indispensable ; cela, nous ne le faisons pas parce que ce serait nécessaire mais ce n'est pas indispensable ».
Et il ne faut pas croire que nous arriverons du jour au lendemain à créer le consensus nécessaire sur ces choix, sur ces priorités, et donc sur ce que nous ne ferons pas.
Eh bien ! Nous sommes au creux de tout cela, et il nous faudra énormément de temps, d'efforts, de batailles politiques, de volonté d'explication, du gouvernement, mais je dirai aussi : de l'ensemble des structures politiques, syndicales, et, pourquoi pas, au-delà même des organisations syndicales, pour expliquer la nécessité de politique, sa dureté, mais aussi le fait qu'elle est le seul moyen de répondre à une situation non seulement de crise mais de profonde mutation.
Eh bien ! Nous sommes à ce moment-là, sans qu'il existe de chemin permettant de contourner les difficultés.
Et, de plus, il faut savoir, mais vous le savez bien, que plus notre projet s'affirmera, plus nous démontrons capacité à maîtriser ces situations, à apporter une réponse, un dessein, plus la droite durcira le combat, le déplacera du terrain économique, du terrain institutionnel, au terrain idéologique, retrouvera des accents qui, historiquement, ne sont pas nouveaux. Il suffit de ré-analyser ce qui s'est passé dans un contexte historique tout à fait différent, en 1936, un peu avant, un peu après.
La bataille idéologique est lancée fondamentalement avec la droite, elle est lancée à la hauteur de l'affirmation de notre capacité à maîtriser ces situations et à y apporter une réponse.
Et nous sommes là aussi en plein au cœur de cette bataille idéologique, et là aussi je

rejoins ce que disait Lionel : il ne faut pas sous-estimer la signification de Dreux, il ne faut pas l'amplifier non plus, mais il faut bien voir aussi qu'au-delà de Dreux, il y a la bataille d'hommes qui préféreront choisir l'échec, y compris l'échec de notre pays, plutôt que de laisser la gauche occuper un pouvoir qu'ils considèrent comme parfaitement illégitime.
Nous en sommes là, et cela nous rappelle certaines tonalités dont je disais qu'historiquement nous les avions déjà rencontrées dans notre vie collective.
Voilà donc le moment où nous sommes, avec en même temps le sentiment et l'impression que des choses sont mieux comprises, avec aussi la lucidité de dire que les difficultés sont devant nous, avec aussi la conviction que progressivement nous apportons les réponses à quoi nous étions engagés.
Mais ces années 1983 et 1984 vont peser lourdement sur la suite, et donc le rôle du Parti devient encore plus déterminant. Et pour que ce rôle du Parti s'affirme clairement dans cette action de ces deux années à venir, il faut trois raisons... Il faut, plutôt, trois réponses. D'une part, un très grand souci d'homogénéité. Il ne faut pas confondre le débat nécessaire, indispensable, avec ce souci d'homogénéité.
Si nous laissons croire que nous-mêmes doutons de la crédibilité de ce que nous faisons, nous distillons en nous mêmes dans nos veines, un poison mortel. Je dirai qu'à la limite, nous pouvons être nos pires ennemis devant une opinion publique à qui nous demandons beaucoup d'efforts, souvent même de sacrifices, à qui nous devons démontrer ce qu'est notre projet, ce qu'est notre désir. Laisser croire qu'il existerait des chemins qui permettent de contourner ces difficultés ou laisser croire qu'il existerait d'autres voies, serait, je le pense, profondément mortel pour ce que nous sommes en train de faire.
Il nous faut une mobilisation sur cette action qui est déjà engagée. C'est ce que nous avons essayé de montrer dans le texte de la motion n°1. Il nous faut aussi réfléchir sur l'avenir, dégager des pistes, engager un débat sur des problèmes fondamentaux que ce soit le problème des équilibres sociaux, que ce doit le problème de l'organisation du travail. Il nous faut mener ce débat afin d'éclairer l'avenir, de faciliter ainsi l'action de nos représentants au gouvernement et, enfin, il nous faut une extraordinaire mobilisation au niveau de ce que nous avions appelé les acteurs du changement, tant acteurs économiques qu'acteurs sociaux.
Nous sommes encore malgré des efforts considérables de tous très en deçà du niveau d'explication nécessaire, d'autant que nous n'avons pas le droit de réduire la complexité de la situation car à ce moment-là, ce serait confondre nécessité d'une explication politique avec matraquage, ce qui ne nous permettrait pas de contribuer à cette mobilisation.
Là, je crois que nous avons devant nous des améliorations indispensables et des efforts collectifs qui engagent tous, je dis bien tous, particulièrement l'action du Parti, mais, cela va sans dire, celle du gouvernement.
Voilà les raisons dites avec beaucoup de simplicité qui font, et c'est la dernière fois que je prononcerai cette lettre, que nous avons recherché avec nos camarades du courant B un accord avec les camarades du courant A. Cela a abouti à cette motion

n°l dont l'analyse a été faite par Lionel Jospin, je n'y reviens pas. Cela signifiait pour nous très tranquillement à l'évidence un engagement politique, mais c'est tellement évident qu'il n'est pas nécessaire d'y revenir, et aussi un engagement de solidarité, tant dans l'action du Parti au niveau national que dans l'action au niveau des fédérations.
Nous n'avons pas même essayé de mesurer les rapports de force ou de peser notre engagement à l'aune de ce que sont ces rapports de force que, par ailleurs, nous respectons, nous pensons même que ce que nous engageons est suffisamment important pour éviter une approche qui ne serait peut être pas tout à fait à la hauteur des événements, même si nous en comprenons parfaitement la nécessité.
Mais je crois, et c'est en cela que je reprendrai le mot de Lionel Jospin, qu'il y a toujours un moment donné dépassement des situations. Ce texte est important. Il est clair. Lionel l'a présenté, je n'y reviens pas. Nous considérons qu'il doit servir de base au rassemblement de tout le Parti, c'est évident, et l'ouverture d'un Comité directeur de synthèse a bien le sens de cette volonté de rassemblement, mais à deux conditions : la vérification politique sur l'analyse que nous faisons de cette situation, et je crois qu'il y a là interrogation sur des analyses exprimées par certains camarades : y a t-il des chemins qui permettent de contourner la difficulté ? Pouvons-nous laisser croire aussi peu que ce soit qu'il existerait l'amorce d'une autre politique ? Je crois que c'est un débat capital et j'espère sur ce point m'être exprimé clairement. Cela veut dire aussi engagement de solidarité dans la direction du Parti, dans la direction des fédérations.
Pour notre compte, nous y avons souscrit, nous sommes signataires d'une motion qui est la motion n°l, nous ne pouvons que souhaiter que cette motion serve de base à un rassemblement de tout le parti sur les bases que je viens d'indiquer.
Je dirais, et avec beaucoup de tranquillité, sans jouer sur les mots et sans dramatiser, que nous avons une extraordinaire responsabilité, qu'il est bien évident que ces deux années, et ce sera mon mot de conclusion, seront déterminantes pour l'avenir de ce que nous avons déjà engagé.
Rien ne serait pire que de ne pas en créer, tous ensemble, les conditions. Si nous ne le faisions pas, je crois que nous commettrions, non seulement une grande erreur politique, mais que plus tard, très justement et légitimement, des militants, des femmes et des hommes qui attendent de nous tout pourraient fort justement nous le reprocher (applaudissements).

Le Président. - Michel de la Fournière.

Michel de la Fournière

Mes chers camarades, le but, ou plus exactement la fonction, de ce Comité directeur, est de présenter aux militants préparant le congrès des choix clairs d'orientation politique pour les deux années qui viennent. La synthèse, au niveau de ce Comité directeur, consiste donc essentiellement dans un travail de mise en ordre des textes déposés dans la phase des contributions et dont certains d'entre eux sont d'ores et déjà

devenus des projets de motions destinés à la diffusion dans tout le parti.
C'est pourquoi, mes amis et moi même, quand je dis mes amis, c' est ceux qui ont signé avec moi la contribution que vous connaissez, estimons utile et nécessaire que tous ceux qui approuvent à la fois la politique générale du gouvernement et la manière dont le parti socialiste l'appuie, la défend et mène dans l'ensemble de ses organes une action autonome, que tous ceux qui approuvent à la fois ceci et cela présentent aux militants un même texte de motion d'orientation.
La clarté dans les choix proposés aux militants est une des conditions de la réussite du congrès et du rôle futur que devra jouer le Parti. Nous souhaitons tous que ce rôle soit encore plus important.
A cet égard, nous avons trouvé dans le texte signé par le Premier Secrétaire au mois de juillet et dans le nôtre de très nombreuses convergences, je dirai même plutôt que nous n'avons trouvé aucune divergence fondamentale.
Un nouveau texte présenté au nom des ex-courants A et B a été rédigé, il a été distribué à vous, mes camarades, et à un certain nombre d'entre nous, dont j'étais, ce qui m'a permis de le lire pendant quelques heures nocturnes et je constate que sur la base de ce texte proposé par Lionel Jospin, comme élément principal de discussion de la synthèse il n'y a pas non plus de divergences fondamentales.
Par conséquent, nous acceptons tout à fait de discuter la synthèse sur la base de ce texte, mais il est bien évident que si la discussion ne permettait pas d'aboutir, à ce moment-là nous reprendrions notre contribution pour la soumettre au vote des camarades du Parti.
En effet, pour qu'il y ait synthèse, il faut qu'il y ait possibilité de synthèse au niveau des choix présentés, c'est-à-dire au niveau des textes ; il faut aussi qu’il y ait volonté de synthèse.
A cet égard, je ne doute pas de la volonté qui existe chez la plupart d'entre nous ; j'ai eu parfois quelques doutes en lisant çà et là non pas des textes déposés au Comité directeur, mais des commentaires écrits ou oraux sur la synthèse elle même.
Alors, parlons clairement, puisque nous sommes ici pour cela, de certains de ces problèmes et notamment de ceux que tout à l'heure le Premier Secrétaire a soulignés comme devant faire peut-être difficulté entre lui et nous.
Il y a, a t-il dit, des doutes, en tout cas peut-être des choses à creuser, en ce qui concerne la politique de rigueur. Moi, je vois bien où est le débat, je veux dire entre qui et qui, entre ceux qui acceptent les choix actuels de la politique économique et ceux qui les refusent, mais parmi ceux qui les acceptent, certains disent qu'il y aurait désaccord, lequel ? Et pour utiliser à ce propos, qu'il me le permette, une formule « motchano-marxienne », je dirai qu'il est nécessaire que le débat sur la rigueur soit mené dans la rigueur du débat sur ce point, et sur d'autres. Il n'y a pas d'un côté ceux qui disent : « la rigueur est une nécessité provisoire » et, de l'autre, ceux qui diraient : « la rigueur, c'est le Socialisme ». La rigueur, dans la gestion des finances publiques et des grands équilibres économiques et monétaires, nous considérons qu'elle est une nécessité absolue pour qui veut, non seulement conquérir le pouvoir, ce qui prend du temps, le conserver et pas seulement l'espace d'une législature, établir enfin son

autorité sur l'ensemble de l'appareil de l'Etat.
Reconnaissons que dans ce domaine, la réussite du gouvernement est tout à fait évidente, je veux dire par là que l'équation traditionnelle que l'on appliquait à la gauche, l'équation « pouvoir socialiste = inflation », est brisée, et c'est d'ores et déjà une grande victoire pour les socialistes français, et j'ajoute, une grande première.
Alors, revenons au problème de certains qui écrivent : « le plan de rigueur ne constitue pas notre politique ». Si ce n'est pas notre politique, de qui est-ce la politique ? Est-ce la politique des autres ?
Bien entendu, à l'intérieur de cette politique de rigueur, nous sommes nombreux, ici et dans tous les anciens courants, à ne pas être d'accord avec tel ou tel élément. On peut considérer, par exemple, que jusqu'à présent, la politique industrielle du gouvernement a peut-être plutôt - je juge en fonction de ma propre profession - davantage consisté à endiguer certaines brèches qu'à stimuler vraiment des branches industrielles qui présentaient une meilleure fiabilité réelle de développement.
On peut considérer que la politique fiscale n'est pas la meilleure que l'on pouvait définir. Mais sur l'axe central, sur cette nécessité centrale de gérer les affaires de l'Etat en préservant les grands équilibres, je crois que le choix doit être fait et que nous avons à admettre cela, je l'espère tous ensemble et non pas à penser comme certains le pensent, notamment dans les milieux syndicaux, que de temps en temps une augmentation artificielle du pouvoir d'achat, même si elle s'accompagne d'une inflation qui reprendra très vite, c'est la bonne voie, pour se maintenir au pouvoir et gagner les élections.
Là, je crois qu'il y a un vrai débat.
Quant à la durée de la parenthèse, au caractère provisoire, de cette politique rigoureuse, camarades, qui peut en indiquer raisonnablement le terme ? Chacun sait que cela ne dépend pas seulement de nous, qu'on le veuille ou non.
Alors, bien entendu, chacun souhaite que vienne, et que vienne au plus vite, le temps d'une croissance reprise qui permettrait de distribuer davantage les fruits de l'expansion.
Chacun le souhaite, mais l'idée selon laquelle il serait impossible de progresser vers le Socialisme s'il n'y a pas de croissance économique forte, cette idée-là doit être combattue. Elle est fausse, elle est politiquement dangereuse, elle est complètement démobilisatrice.
Peut-on dire, camarades, que si la croissance s'avérait plate, ou simplement très faible, en 1984 et en 1985, notre gouvernement ne ferait pas de politique socialiste ? Est-ce que c'est cela que cela veut dire, lorsqu'on déclare que cette politique n'a rien à voir avec le Socialisme ?
Je vous déclare que, sur ce point-là, j'espère que le débat du Congrès sera clair et permettra des précisions qui, tant sur le plan de notre pratique politique que sur le plan théorique, s'avèrent nécessaires.
Evidemment, le Premier Secrétaire l'a dit, mais aussi Le Garrec à l'instant, personne n'est pour la rigueur. Je ne pense même pas, mais il le dira tout à l'heure lui-même, que le camarade Richard, personne ne voit avec délectation les difficultés très

sérieuses dont de très nombreuses catégories sociales souffrent actuellement du simple fait du pouvoir d'achat. Mais la rigueur accompagnée d'une politique sociale sur quantité de terrains, qui sont énumérés d'ailleurs dans un grand nombre de contributions, notamment celle que j'ai signée, oui, ceci constitue une politique.
J'ai constaté d'ailleurs que le texte A plus B nous proposait sur un grand nombre de terrains, peut-être pas suffisamment, mais ce sera l'objet du débat de la Commission des résolutions que d'enrichir ce texte, par exemple sur le partage du travail, sur les problèmes de l'emploi où il est peut-être un peu insuffisant, mais sur d'autres terrains, une politique authentiquement socialiste.
Le débat sur le protectionnisme qui, lui aussi, a été avancé par Lionel Jospin, est, bien entendu, un vrai débat. C'est un vrai débat pour le présent, mais c'est aussi un vrai débat historique puisqu'on voit bien les moments où la France a pratiqué successivement l'ouverture et la fermeture des frontières et les conséquences qui en ont résulté pour le rythme du progrès économique.
Ce que nous souhaitons quant à nous, c'est que les adeptes d'une politique protectionniste ou ceux, en tout cas, que l'on accuse de la vouloir, précisent leurs propositions, c'est-à-dire qu'ils disent plus clairement qu'ils ne l'ont dit jusqu'à présent à quels produits ils pensent, à quels pays ils pensent, s'ils entendent remettre en cause ou non certains accords internationaux, s'ils sont partisans ou non de les élargir à d'autres pays et dans quelles conditions, de manière que nous puissions avancer sur ce terrain en termes économiques et en termes techniques, et non pas que nous nous lancions dans une querelle, dans un débat général sur pour ou contre le protectionnisme qui est un débat sans doute utile pour ceux qui ont fait vraiment un choix quasi sacré du protectionnisme ou du libre-échange, je pense que ce n'est pas le cas de l'essentiel des camarades du Comité directeur, et que l'on puisse dans ce domaine avancer, mais je crois que, pour ce qui est de la motion base de notre discussion de synthèse, certains thèmes doivent être précisés. J'en cite un, par exemple, lorsque je lis : « Nous devons mener une politique d'importation qui permette de rééquilibrer nos relations commerciales ». Je crois qu'il faut que les auteurs précisent ce qu'ils veulent dire, c'est-à-dire s'ils entendent rétablir l'équilibre du commerce extérieur par une restriction des importations ou par un développement des exportations.
Je dis que cette phrase, telle qu'elle est, est une phrase dangereuse, dans la mesure où l'effort principal, nous le savons très bien, est bien plus facile à faire porter sur le premier terme que sur le second, et le fond de la question est bien là, car la spirale du protectionnisme peut parfaitement s'engager à partir de mesures qui, créant des facilités artificielles pour les entreprises, les enfoncent progressivement dans le manque de compétitivité et finalement le malthusianisme.
Enfin, camarades, il y a les problèmes du Parti, et parmi ces problèmes, il y en a un qui n'a pas été évoqué par le Premier Secrétaire, mais il est largement dans son projet de motion, c'est le problème des relations entre le Parti et le gouvernement.
Sur ce point, nous avons été un certain nombre dans plusieurs Comités directeurs et au Bureau exécutif, à faire des remarques et même des critiques par rapport aux

pratiques qui étaient en usage, et j'ai le regret de constater avec vous que certaines de ces pratiques continuent et inquiètent les militants et beaucoup des dirigeants du Parti. Nous avons beaucoup parlé des jeunes jadis, et je crois que c'est vrai. Aujourd'hui, certaines mesures qu'on nous dit être en préparation, nous l'apprenons parfois par la lecture de la presse quotidienne, sur l'audiovisuel, manifestent, expriment un très mauvais fonctionnement, en ce qui concerne les relations entre le Parti et le gouvernement. Il y a aussi certaines mesures qui touchent la politique industrielle à un très haut niveau qui nous inquiètent pareillement. Comment comprendre qu'après les nationalisations qui se sont passées, on puisse lire dans la presse que des mesures qui risquent d'avoir une importance considérable sur l'emploi, ont été prises entre deux des principaux groupes français alors que, dans un mois, le Groupe parlementaire doit entamer le débat - le Parlement en entier - sur la politique industrielle, et que le Parti, à aucun moment, n'a été amené à débattre de problèmes de ce genre ?

Là, mes camarades, il y a véritablement des choses qui ne fonctionnent pas bien et qui doivent être absolument rectifiées.

Je pourrais, hélas, indiquer d'autres exemples. Je m'empresse d'ailleurs de dire que, sur ce point, le texte du Premier Secrétaire, qui a été d'ailleurs enrichi par rapport à la contribution si, en tout cas, je l'ai bien lu, d'un paragraphe important, me donne tout à fait satisfaction.

C'est dans la mesure où le Parti - et pas simplement au niveau de son Bureau exécutif - est réellement associé à une partie, non pas au quotidien - qui le demanderait ? - de la définition de la politique gouvernementale que le Parti fera, avec une bonne mobilisation, les campagnes de soutien au gouvernement qui lui sont souvent demandées.

Un militant n'est pas une recrue corvéable à merci. Un militant, pour prendre cette expression un peu militaire, c'est un soldat volontaire qui donne beaucoup de son temps, de ses finances, c'est un soldat qui paie son équipement, ce qui est une chose assez rare dans les armées modernes. Que voulez-vous, ces camarades sont au pouvoir, on ne peut pas, sur les définitions importantes et nouvelles de la politique, ne pas les consulter.

Le Premier Secrétaire a évoqué des parentés entre ce qu'il appelle la motion C, qu'on aurait pu d'ailleurs appeler la motion R, par exemple, et celle dont je suis signataire, en déclarant qu'il y voyait des thèmes communs. Je lui dirai que le contraire eut été étonnant, car enfin, camarades, des thèmes communs, il y en a dans toutes les contributions, sinon je ne vois pas pourquoi nous serions dans un même parti.

Je dirai à Alain Richard que là où nous nous séparons clairement de lui, c'est qu'à reprendre une partie d'un certain héritage de courant et à en accentuer les parties qu'il en détache, il arrive, en effet, à se distinguer au niveau des propositions de ce courant dont il a fait naguère partie. Voilà où est véritablement la question.

On peut prendre le problème de différentes manières, on peut le prendre d'une manière dont les journalistes l'évoquent parce qu'ils courent tout de suite au bout du chemin et cherchent le résultat, je dirai à cet égard que, pour ma part, je ne m'inquiète

nullement de ces mini-craquements si l'on peut me permettre ce calembour qui, j'en conviens, n'est pas fameux... Non, non, il n'est pas très fameux (sourires), mais il s'agit, avec l'initiative de notre camarade Richard, d'une tentative pour créer un nouveau courant, et cette tentative, il est tout à fait logique que l'ensemble des militants la jugent et l'apprécient. Je dirai que je ne me sens pas plus concerné qu'un autre camarade ; je suis évidemment très attentif, étant donné l'intérêt de ce qui est dit, la qualité des camarades qui en sont signataires, mais je n'y vois plus de parenté particulière avec l'ex-courant C.
Enfin, camarades, je voudrais en un mot conclure. Nous souhaitons, mes amis et moi, la synthèse sur la base du texte présenté par le Premier Secrétaire, et nous le souhaitons non seulement parce que nous considérons que si, par malheur, il n'y avait pas synthèse, le rapprochement des deux textes, sans omettre certains autres qui seraient soumis aux militants, cela ferait apparaître que, s'il n'y a pas eu synthèse, c'est qu'il n'y a pas eu volonté réelle de synthèse. Je pense que nous n'en sommes nullement là et que le travail de ce Comité directeur peut déboucher sur une réponse aux quelques questions précises que je viens de poser et à certaines autres que d'autres camarades pourront poser, mais je crois aussi que cette synthèse est bonne, est nécessaire, pour des raisons qui tiennent également au contexte évoqué il y a un moment par le Premier Secrétaire.
Je crois qu'on ne résout pas, on ne résoudra pas les problèmes d'aujourd'hui avec les équations d'hier. Je crois qu'il n'est pas bon pour le Parti de réveiller certaines querelles et de le faire artificiellement. Poursuivons l'éclaircissement du débat sur les points qui peuvent paraître ici et là encore insuffisamment éclaircis, j'en suis d'accord, mais arrivés au terme de cela, si le texte est acceptable par les uns et les autres, eh bien ! camarades, signons-le et soumettons-le ensemble au vote des militants. Nous souhaitons que ceci soit fait et nous souhaitons également, bien entendu, qu'un contrat de majorité solide soit passé dans le même temps entre nous pour les deux ans qui viennent et qu'ainsi, nous donnions au Parti, dans la période difficile qui s'annonce, les meilleures chances de reconquérir le terrain, hélas, perdu auprès de l'opinion publique (applaudissements).

Le Président - Chers camarades, comme prévu, nous allons suspendre le débat maintenant pour permettre à la délégation de se rendre à l'Ambassade du Chili...

Un membre

Qu'est-ce qui nous oblige à envoyer cette délégation maintenant et pas dans trois quarts d'heure ? Nous allons nous séparer pour l'heure du déjeuner. Je pense que, pour la bonne organisation du débat, il est nécessaire que Motchane et Richard puissent prendre la parole avant que nous nous séparions.

Le Président - En êtes-vous d'accord ? Oui ?

Un membre - Je suis d'accord politiquement. Je veux simplement dire que la démarche Chili sera plus difficile à faire prendre en compte par la presse à 13 h 30. (Protestations dans la salle.)

Le Président - Vous êtes d'accord pour continuer ? Oui ?
Je donne tout de suite la parole à Motchane, qui sera suivi d'Alain Richard. Nous suspendrons aussitôt après.

Didier Motchane

Mes chers camarades, je vais donc tenter de résumer les raisons et le contenu du texte qu'un certain nombre d'entre nous ont décidé de soumettre à l'examen et à la discussion du Parti et d'abord du Comité directeur, de l'ensemble du Parti, pour notre Congrès de Bourg.
Vous me permettrez, avant de procéder à cet examen qui sera nécessairement très succinct, et puisque les précédentes interventions, et celle du Premier Secrétaire, sont d'emblée - et je serai le dernier à m'en plaindre - entrées dans le vif du sujet, non pas dans tous les vifs du sujet, mais dans le vif du sujet, vous me permettrez tout de même de redresser certains propos, parce que nous sommes tous d'accord, une discussion sérieuse doit s'engager sur des positions qui ne sont pas déformées.
Il est vrai qu'aucun d'entre nous encore, et cela n'a pas non plus été le cas de Lionel, il l'a dit tout à l'heure, n'a pu prendre connaissance de notre texte « Réussir ensemble ». Vous pourrez le faire rapidement, je crois, il y a vingt pages de texte, suivies de quelques pages où figurent quarante-et-unes propositions pour la réussite.
Mais il est tout à fait vrai, et Lionel l'a fait remarquer, que les idées sont en continuité avec celles que nous avons, je crois, assez constamment exprimées dans le Parti et dans un certain nombre de textes ; Lionel a cité la revue « Enjeux ».
Alors, dans ce cas, mes chers camarades, je vous le demande en grâce, on ne peut pas dire que pour nous, l'alpha et l'oméga de la politique que nous préconisons, c'est une dévaluation sauvage, et je pense que vous nous faites le crédit, même si nous ne sommes pas toujours d'accord, de croire que nous ne pensons pas des choses qui n'ont pas de sens.
Ce qui est vrai, et ce que vous avez lu ou ce que vous pourrez lire, c'est que nous sommes pour une politique active de change. Nous sommes pour que la politique de change soit au service de l'économie et de l'industrie. C'est la raison pour laquelle nous ne sommes pas pour une politique systématique du franc fort, et nous ne sommes pas pour que la gauche reprenne et continue l'attitude de ses prédécesseurs.
Beaucoup d'entre nous, mes chers camarades, pensaient et pensent toujours qu'il y a des circonstances où une dévaluation compétitive est un bon mouvement. Beaucoup de camarades, et pas seulement au C.E.R.E.S., le pensaient et le pensent toujours.
Mais décider ou non de dévaluer, et quelle dévaluation, c'est une mesure de conjoncture qui se prend dans le cadre d'un raisonnement. Il est bien évident qu'il serait insensé de dire à l'avance, puisque nous allons parler pour les deux ans qui

viennent, que nous allons demander au gouvernement dans ce domaine de faire précisément ceci ou cela et dans quelles conditions.
En revanche, nous devons être clairs sur notre logique politique, et par conséquent aussi sur notre logique économique, et il y a un choix à faire entre la politique systématique du franc fort et une politique active du change.
De même, camarades, je comprends mal, et je dois dire que cela m'a à la limite attristé, surtout de la part de Lionel, qu'on vienne dire : ces gens là - je veux dire les camarades du C.E.R.E.S. - appellent le Parti à se commettre, à se diluer avec d'autres forces dont on ne sait pas ce qu'elles sont.
Je pense que nous avons été assez clairs sur la conception qui est la nôtre, et qui, je crois, est celle du Parti, de ce que le Président de la République appelle d'une expression précise le rassemblement populaire pour le redressement national. Ce ne sont pas, que je sache, des camarades les plus proches de nos idées qui se retrouvent dans des banquets organisés par Mme Marie-France Garraud.
Alors je souhaiterais vivement que d'ici le Congrès de Bourg, personne ne me donne plus l'occasion de faire des répliques de ce genre.
Je voudrais également préciser qu'il me parait souhaitable que le Parti Socialiste sache ce qu'est l'industrie, il me paraît souhaitable qu'il sache de quelle industrie il parle, parce que je crois que c'est une position de notre Parti de dire qu'il est nécessaire dans les entreprises de distinguer l'entreprise de son patron. Je pense que c'est aussi une nécessité d'une pensée claire et logique que d'employer des notions qui sont importantes d'une manière appropriée.
A propos de l'industrie, je pense à l'autonomie de gestion. J'ai déjà eu l'occasion de vous dire, mes camarades, que l'autonomie de gestion, dans la mesure où elle signifie que les responsabilités doivent être situées et qu'il faut savoir qui fait quoi, était une notion très importante.
Mais lorsque nous avons à expliquer la politique économique, la politique industrielle du Parti, si la seule chose qu'on sache dire, c'est « autonomie de gestion, autonomie de gestion », au moment même où des gens qui sont l'encadrement des entreprises ou même parfois les directions de ces entreprises bloquent le changement et ont une attitude et une politique dans ces entreprises que nos militants ne cessent de dénoncer, et déclarent : c'est vous-mêmes qui dites que nous sommes rois chez nous, et que, par exemple, les lois Auroux, nous les appliquerons comme nous voudrons et dans la mesure où nous aurons envie, eh bien c'est insuffisant.
J'en viens maintenant à la synthèse qui est l'objet de ce Comité directeur : examiner les conditions d'une synthèse aujourd'hui même pour préparer la discussion du Congrès de Bourg.
Je voudrais rappeler que prendre les moyens de faire participer activement toutes les sections, tous les militants au Congrès en menant la discussion sur la base d'écrits qui matérialisent et clarifient ce qu'on propose, c'est la norme.
Nous savons les raisons pour lesquelles nous avons tous été d'accord à Valence pour qu'il en soit autrement, mais nous avons tous eu l'occasion de dire que si Valence était une bonne décision, elle n'allait pas sans inconvénients, et le Premier Secrétaire

n'était pas le dernier à expliquer que le Parti n'avait pas pu vraiment discuter depuis quatre ans, depuis Metz, et que la discussion était indispensable.
Alors posons-nous la question. Pouvons-nous en conscience estimer que nous avons les moyens aujourd'hui, nous tous, membres du Comité directeur, de discuter suffisamment pour aboutir à un accord clair qui satisfera le Parti ? Très franchement, je ne le pense pas, mais je comprends très bien que d'autres camarades, des camarades d'autres courants, puissent être d'un autre avis, et c'est apparemment le cas. C'est apparemment le cas des camarades de ce qu'on appelle le courant B, du courant C, et des camarades du courant A. Cela fait beaucoup de monde ! Cette convergence est impressionnante. Mais tout de même, je me pose quelques questions.
Ces camarades vont faire la synthèse au Comité directeur. Si c'est le signe d'une véritable clarification, qui ne s'en réjouirait ? Pourquoi n'envisagerions-nous pas nous-mêmes sérieusement la possibilité d'y participer ?
Mais enfin j'entends des camarades du courant B, et non des moindres, dire qu'il faut effacer Metz, et j'entends les camarades du courant A dire : « Il n'est pas question d'effacer Metz, il faut le dépasser sans l'oublier. » J'ai entendu Pierre Mauroy parler de Metz comme d'une erreur collective, grossière mais collective. Peut-être, mais pour qui ? Ayant l'impression que le Congrès de Metz et la décision du Parti au Congrès de Metz n'étaient pas complètement sans rapport avec ce qui s'est passé par la suite, avec la campagne électorale, avec l'élection de François Mitterrand, je me dis que si ces références diverses, vraiment diverses, entre des camarades, ne les empêchent pas aujourd'hui de dire au Parti : « Nous sommes d'accord », je m'en réjouis, mais que le Parti a le droit de pousser la vérification un peu plus loin.
J'ai un privilège sur beaucoup d'entre vous, parce qu'à des heures nécessairement tardives, j'ai lu, trop rapidement, bien sûr, le texte du projet de motion « Pour réussir le changement », et j'ai lu aussi le texte du projet de motion qui nous sera distribué tout à l'heure, « Réussir ensemble », et dans le texte de la motion « Réussir le changement », c'est vrai que j'ai trouvé beaucoup de choses, parfois formulées différemment de ce que j'aurais fait moi-même, parfois non, qui correspondent tout à fait aux positions que nous souhaitons être celles du Parti. Mais j'en ai aussi trouvé d'autres, et ce sera l'objet de la discussion ; je veux dire qu'une discussion sera nécessaire.
Par ailleurs, si vous me permettez tout de même de ne pas oublier cette dimension des choses, on a appris que notre camarade Delors, comme membre du gouvernement, ne signerait pas de motion, contre l'idée que j'avais moi-même proposé, que les membres du gouvernement ne se voient pas interdire de signer une motion. Mais cela pose tout de même quelques problèmes dans le fonctionnement du Parti, et à mon avis la participation des membres du gouvernement est utile et nécessaire à la vie du Part et à la vie de sa direction. Donc, si cela était la décision du Comité directeur, notre camarade Delors ne signerait pas de texte, mais comme Le Garrec tout à l'heure, il sera moralement signataire d'un texte dans lequel effectivement, sur la politique du commerce extérieur, sur la politique de l'importation, je lis des choses qui me paraissent beaucoup plus proches de ma pensée que de la sienne, et en tous cas

beaucoup plus proche de ma pensée que de sa pratique et de sa politique. Et ainsi de suite… (Rires)
Je terminerai en entrant, mais alors vraiment brièvement, dans le résumé de nos propositions.
J'ai été intéressé, mais un petit peu interloqué, par cette affirmation de Lionel qui cherchait la vérité chez les siens, chez lui, parce que je pourrais être d'accord avec cette formule que j'aurais pu employer, peut-être un peu différemment, mais je crains que si j'avais dit cela, j'aurais pensé autre chose que lui.
Je crois qu'effectivement nous devons chercher la vérité chez nous, mais chez nous, mes chers camarades, c'est chez nous, c'est dans le Parti d'abord, et dans tout le Parti, y compris chez ceux d'entre nous avec lesquels nous avons des désaccords, et parfois des désaccords importants.
La vérité, nous devons aussi la chercher chez les travailleurs, chez les Français, et il y aurait là dessus un développement de congrès à faire, que je me réserve de faire quand il le faudra, je vous l'épargne aujourd'hui.
Alors, je comprends cette idée que le courant A suffirait à préserver le Parti de toute dérive, le courant A étant le courant qui a le privilège, la possibilité, la capacité de préserver le Parti de toute dérive.
Intellectuellement, cette ambition n'a rien de choquant. Nous souhaitons tous faire partager nos idées, nos propositions à l'ensemble du Parti, mais, mes chers camarades, faut-il pour cela que nous identifions le courant que nous avons choisi à l'ensemble du Parti ? Ceci, naturellement, est important dans le domaine de la discussion des idées, car on peut avoir de bonnes idées pour faire progresser ces idées grâce à des camarades avec lesquels on est en désaccord sur certains points.
Cette identification d'un courant au Parti, je pense aussi qu'elle peut créer quelques tentations, sur le plan non pas forcément du respect formel des procédures mais des relations du fonctionnement du Parti lui-même. Je pense qu'il y a là des tentations inéluctables auxquelles s'expose le fait d'être ou de se croire majoritaire, et je ne doute pas que nous aurons collectivement nous entraider pour y résister.
Alors, être ou se croire majoritaire. Pierre Mauroy a écrit « Je suis majoritaire, je me sens majoritaire. » Mes chers camarades, moi aussi (rires), et à un double titre.
D'abord parce qu'en dehors de quelques déviations caractérielles qui sont assez rares, en tout cas pas plus fréquentes dans le Parti qu'ailleurs, je crois que tout militant ne peut que vouloir faire partager ses convictions à d'autres, au plus grand nombre possible. Aucun militant ne peut avoir la volonté d'être minoritaire, et je pense avoir une vocation majoritaire aussi ferme que tous mes camarades, Pierre Mauroy compris.
Ensuite, deuxième raison pour laquelle je me sens majoritaire, mes chers camarades c'est, à tort ou à raison, que j'ai l'impression que les idées qui sont les nôtres, mais qui ne sont pas que les nôtres justement, et les propositions que nous avons résumées dans ce projet de motion, ont une puissante résonance dans notre Parti.
C'est la raison pour laquelle nous ferons de notre mieux pour que tous nos camarades puissent se sentir libres d'en discuter.

Là il faut que je dise trois choses sur la synthèse, sur ce que nous proposons au Parti et sur les conditions de cette discussion.
Il est évident que Lionel a rappelé quelque chose qui ne peut faire aucun doute, à savoir qu'à partir du moment où il y a des propositions différentes au départ, on ne peut pas être sûr qu'il y ait synthèse à l'arrivée. A partir du moment où on présente une motion, il n'est pas impossible qu'on ne se mette pas d'accord au Congrès. C'est évident. Ce que je dis, ce que nous disons, ce que vous verrez et ce que vous comprendrez, c'est qu'effectivement nous faisons nos propositions dans l'esprit et avec la volonté, à travers, et grâce aussi, à une discussion qui sera celle de tout le Parti, d'arriver à un accord, à une synthèse à Bourg-en-Bresse. Mais, bien entendu, pour cela il faut être deux, et par conséquent nous verrons bien.
deuxième chose. Qu'est-ce que nous proposons ? Est-ce que nous proposons une autre politique ? Eh bien, oui. Oui, mes chers camarades, nous proposons une autre politique, nous disons laquelle. Cela fait déjà un certain temps que nous nous y efforçons.
Mais alors, diront un certain nombre d'entre vous, cela veut dire que vous êtes contre celle du gouvernement ? Cela veut dire que vous ne soutenez pas le gouvernement ? Là, il faut être clair, le Congrès doit dire si le Parti est pour ou contre le gouvernement.
Nous ne sommes pas d'accord, et je vais vous dire pourquoi, mais vous le savez d'ailleurs et on aura l'occasion d'en reparler, nous ne sommes pas d'accord du tout sur cette manière de poser les questions dont je pense qu'elle est fallacieuse et dangereuse. Pour cela, il faut dire un mot, et là j'entre dans le texte, des rapports et du rôle du Parti ainsi que du rôle du gouvernement.
Lionel a dit récemment je crois, je l'ai lu, « Le parti doit être tout entier rassemblé derrière le gouvernement. » Je voudrais vous dire - je prends cet exemple - pourquoi je suis dans un sens d'accord évidemment, et dans un sens en désaccord avec cette formule. Le soutien du Parti à son gouvernement, cela va de soi. Et si, ce qui est difficile à imaginer, il se passait des choses si graves que cette évidence due être remise en cause, cela voudrait dire - il faut être clair - que le Parti demanderait à son Groupe parlementaire d'en tirer les conséquences. Je dis en passant que nous devons aussi penser lors de notre Congrès au problème important à adapter le fonctionnement de ces institutions de la Vème République, que nous avons acceptées à juste titre mais qui, tout de même, n'ont pas été faites par la gauche ni pour la gauche, au fonctionnement d'un grand Parti démocratique comme le nôtre qui n'est tout de même pas l'U.D.R.
Donc si, dans ce sens, le soutien, la solidarité, la cohésion de tous les Socialistes va de soi puisqu'il faut en tirer les conséquences, bien sûr, le Parti doit éclairer le gouvernement, le Parti doit orienter le gouvernement, le Parti doit être en avant du gouvernement. Cependant je pense, mes chers camarades, que nous avons en commun une question très importante, mais très difficile, à nous poser et à résoudre.
Un certain nombre de choses ont fait, ainsi que la pesanteur des institutions, depuis Valence, que s'est installée l'idée que si le Parti a une position différente de celle du

gouvernement ou le gouvernement une position différente de celle du Parti, c'est anormal, cela ne va pas bien, à la limite un drame est proche.
Cette conception des choses et cette pratique sont extrêmement dangereuses à mon avis. J'ai déjà eu l'occasion de vous le dire. Le gouvernement est responsable devant le Président de la République et devant le Parlement, il n'est pas à la botte des Partis qui lui fournissent ses Ministres. En revanche, il est clair que le Parti doit participer à l'orientation, à la définition des perspectives du gouvernement. Le Parti n'est pas le procureur, le contrôleur au jour le jour du gouvernement mais il participe et doit nouer le lien entre la gestion quotidienne que conduit le gouvernement et la perspective politique.
Autrement dit, il est normal, et à mon avis le contraire serait insalubre, que le gouvernement ne prenne pas l'habitude, par plaisir ou systématiquement, de dire « Je connais la position du Parti Socialiste, je connais la position du Parti Communiste. » Il se trouve que la mienne, partiellement ou non, pour telle et telle raison est un peu différente.
Si nous n'arrivons pas à cela, mes chers camarades, vous voyez bien que nous laissons un espace politique immense à d'autres, à la droite d'abord, et à nos alliés communistes ensuite.
Donc je pense que le devoir de ce Congrès, qui fixe pour deux ans les orientations du Parti, est de proposer, et c'est ce que nous proposons, une politique. Cette politique, bien entendu, partage les objectifs du gouvernement et part de ce qui existe, des décisions qui ont été prises, mais cette politique propose une action qui est non seulement cohérente, logique, mais surtout réaliste et indispensable.
Plutôt que de vous résumer véritablement le fond - résumer prendrait du temps - je vais vous donner simplement la structure de notre motion.
Nous commençons par expliquer que 1986, c'est aujourd'hui. Il ne faut pas dramatiser l'importance de ce Congrès, mais il ne faut pas non plus le banaliser. A Valence, la discussion devait accepter les contraintes que nous lui avons données ; dans deux ans au prochain Congrès nous serons tout contre les élections législatives. C'est aujourd'hui que les militants socialistes, exactement à la mi-temps de la législature, doivent en conscience proposer et se prononcer.
Le fond de l'affaire, le point à partir duquel se fera la décision des électeurs, c'est l'emploi. C'est tout, naturellement, mais c'est l'emploi.
Il est vrai que la politique économique, c'est le moyen de faire notre politique, et progressivement toute notre politique, et ce moyen, donc la politique économique, doit réellement être cohérent avec cette idée : priorité à l'emploi.
Tel est le début de l'ordre des raisons que nous proposons au Parti.
Je vous passe, non pas parce que c'est ennuyeux, non pas parce que c'est difficile, c'est au contraire très simple, le raisonnement que vous connaissez mais dont nous aurons l'occasion de discuter pour vous dire simplement que la deuxième partie de la motion, ce sont quarante-et-unes propositions qui ne traitent pas toutes de la politique économique, qui ne sont pas un programme de gouvernement, qui ne sont pas un catalogue ou une anthologie de vœux, mais qui sont les mesures que nous

considérons comme stratégiques, comme les plus stratégiques, parce que nous pensons que c'est cela la mission du Parti, c'est cela le devoir du Parti dans ce Congrès de Bourg-en-Bresse, que c'est de cela dont nous devons discuter.
Je voudrais terminer par deux choses.
Je même qu'il ne s'agit pas d'un plébiscite pour ou contre le gouvernement, il ne s'agit pas d'un plébiscite - j'emploie les mots du langage courant - pour ou contre le Plan Delors. Pourquoi ?
Le plan Delors, c'est un choix qui a été fait.
Je me souviens, au Comité directeur, au groupe parlementaire, des réflexions, des remarques d'un certain nombre d'entre nous à ce sujet : Goux, Joxe… combien d'autres, et moi-même parmi eux. Ces choses ont été dites.
Les motions, la discussion du Congrès, ce n'est pas une rétrospective. Elles doivent tenir le plus grand compte de cela et du passé, mais précisément, elles doivent l'intégrer dans une démarche dynamique et propositionnelle.
La deuxième raison est à propos de ce que l'on peut tirer des indices qui nous viennent. Evidemment, un bon indice, non seulement c'est une bonne nouvelle, mais c'est une nouvelle dont nous devons politiquement nous servir. Mais le cœur de la discussion n'est pas de savoir si le plan Delors va ou ne va pas réussir, peut ou ne peut pas réussir. Il peut réussir et, à partir du moment où il a été décidé, qui pourrait souhaiter qu'il ne réussisse pas ? La véritable discussion, c'est que le plan Delors a deux objectifs qui sont des objectifs intermédiaires :
- réduire, si possible annuler, le déficit commercial, ou plus exactement le déficit de la balance des paiements ;
- réduire l'écart des importations.

Ce sont en plus, effectivement, les moyens d'autres choses.
Mais, ce que nous disons, c'est que les moyens choisis pour ces deux objectifs - c'est-à-dire la déflation - font courir un péril grave à la gauche, à notre Parti, c'est-à-dire que la réussite du plan Delors - l'échec serait encore pire - ou, parlons plus clairement, la prolongation de la déflation, risque de rendre impossibles le redressement de l'emploi, le redressement de la production, sur lesquels nous serons jugés en 1986, à travers quoi tout le reste, toute notre politique et la continuation de tous les grands chantiers de réformes que nous avons ouverts, sera compromis.
C'est cela, le véritable terrain de la discussion, et je souhaite, mes chers camarades, que non seulement au Comité directeur, mais dans toutes les sections de notre Parti, on ne déplace pas ce terrain, ou on ne se déplace pas sur un autre terrain.
Je pense que la discussion de la Commission des résolutions de cet après-midi nous fera certainement progresser.
J'ai appris, en entendant les interventions des camarades précédents, que, puisqu'on ne recourait pas au tirage au sort, le courant A élargi devenait le courant 1. C'est un bon chiffre. Je vous propose, pour désigner les camarades qui souhaitent mener cette discussion à partir des propositions et de la motion que vous aurez tout à l'heure, le chiffre 86 (rires et applaudissements).

Le Président - Alain Richard ?…

Alain Richard

L'objet est donc de parler de la synthèse.
Je commence en disant que, comme chacun ici, je la crois souhaitable et que l'enjeu de notre discussion est que chacun se situe aussi clairement et aussi utilement pour la discussion collective qu'il est possible par rapport à cet objectif.
J'indique donc tout de suite, et c'est la loi du genre, qu'il y a dans notre réflexion des points d'accord essentiels avec ce qui figure dans le projet de motion d'orientation présenté par Lionel Jospin et j'indique, en particulier, pour ne pas y revenir, que tout le développement relatif à la politique internationale nous semble constituer une expression très juste et très forte de ce qui peut constituer une base de rassemblement unanime de notre Parti.
Mais surtout, ce qui fait le rapprochement, à nos yeux, essentiel, et nous permet de travailler sur cette base, c'est l'affirmation du soutien au gouvernement et l'affirmation que si l'on peut, en effet, songer à une autre politique, qui a été brillamment évoquée - plus qu'expliquée - par mon prédécesseur à cette tribune, nous sommes, entre autres choses, d'accord pour écarter cette autre politique.
Mais la préparation du Congrès et l'objet même du Comité directeur de synthèse, c'est d'essayer de progresser ensemble pour qu'un Congrès arme le Parti, arme ses militants dans une période où les problèmes politiques à trancher sont en partie nouveaux.
Le Garrec a bien fait de dire à quel point les années qui sont devant nous sont des années-clés, où le problème du climat politique que nous saurons créer, du type de relations que nous saurons transformer entre le pouvoir politique, le Parti, majoritaire et l'opinion qui a voulu le changement, sont, largement autant que les indices, la clé non seulement de notre réussite électorale en 1986, mais surtout de notre capacité à continuer à impulser le changement dans ce pays.
C'est donc au regard de ces enjeux et au regard de ces sujets que je voudrais essayer de préciser les points qui nous différencient du projet de motion du Premier Secrétaire et donc m'en tenir à des objets précis de différence, sinon de divergence, quitte parfois - vous me le pardonnerez - à aborder des sujets un peu inconfortables.
Je souligne aussi qu'à mes yeux la forme de rédaction et la tonalité qui sont employées dans le projet de motion du Premier Secrétaire - j'en donne acte à son affirmation de tout à l'heure - me paraissent bien montrer un esprit de synthèse, un esprit d'ouverture et de compréhension des diverses traditions et des diverses positions politiques qui existent aujourd'hui dans le Parti.
J'essaye donc de préciser ce que sont les huit points, sur lesquels je serai, sur chacun d'eux, très bref - je m'en excuse d'avance - qui me paraissent faire différence.

- Le premier, dans la grande tradition classique, c'est l'analyse de la crise.

La motion présentée par Lionel Jospin nous paraît ramener l'analyse de la crise essentiellement à un dérèglement du fonctionnement des forces productives et elle

nous paraît, par là, méconnaître une autre dimension de ce qui constitue la crise dans le langage courant, mais qui est en réalité une mutation de société beaucoup plus durable et qui n'est pas forcée d'avoir une fin, comme une crise qui s'arrête un beau jour : c'est la dimension précisément des mouvements de société, du changement des attitudes dans le monde industriel vis-à-vis du travail, vis-à-vis de la consommation, vis-à-vis de l'information, et donc, pour un Parti qui s'est identifié sur l'idée de « changer la vie », nous pensons que, si nous voulons être efficaces pour comprendre et pour maîtriser cette crise, ou cette évolution de société, nous devons en percevoir les aspects culturels.

- Le deuxième point de différence, c'est le problème de la parenthèse et de la pause.

Il apparaît, me semble-t-il, assez clairement dans le projet de motion présenté par Lionel Jospin, qu'il y a contradiction entre politique de rigueur et progrès social. Nous ne le pensons pas et nous ne pensons pas qu'on doive automatiquement identifier progrès social et augmentation des dépenses publiques, ni même progrès social et augmentation du pouvoir d'achat.

Il nous semble, pour prendre des exemples qui sont dans l'actualité récente, ou dans l'actualité de demain :

- que les Lois Auroux sont un changement dans la société française qui ne se mesure pas à ce qu'elles coûtent, ni à ce qu'elles rapportent financièrement, qu'elles sont donc un type de changement qui est parfaitement compatible avec la rigueur financière ;
- qu'aujourd'hui, la réforme du système de santé et la transformation du rapport, à travers aussi bien la prévention que la lutte contre l'hospitalisation excessive, entre les gens et la santé constituent des modifications, des changements de société qui ne valent pas simplement par ce qu'ils économisent, mais aussi par ce qu'ils apportent comme progrès vrais dans le vécu des gens par rapport à une grande fonction sociale ;
- que demain, la loi sur la participation des citoyens à la vie locale, tout ce qui est le complément indispensable pour que la décentralisation ne soit pas enlisée dans les querelles de procédure qu'elle connaît aujourd'hui, c'est aussi un changement social qui ne se mesure pas à ce qu'il coûte et qui est parfaitement compatible avec la rigueur.

C'est cela qui nous paraît être un point de différence et qui ne nous paraît pas permettre de dire que les progrès sont quelque chose qui va avec la croissance économique et qui s'arrête avec elle.

- Troisième point de difficulté : les choix sur le protectionnisme.

J'entends bien que le texte de Lionel Jospin exprime une démarche et un refus de principe d'un engagement protectionniste. En même temps, il se situe dans un souci de juste milieu, un souci de dosage - Lionel a dit encore tout à l'heure : « Nous ne voulons pas d'excès de protectionnisme » -, qui ne nous paraît pas correspondre au choix d'une véritable logique économique par rapport aux problèmes de développement et aux problèmes de situation internationale dans lesquels nous sommes.

Si nous avons des inquiétudes là-dessus, c'est que toute la logique de développement,

toutes les grandes décisions de structuration économique et de politique industrielle peuvent répondre à des objectifs complètement différents suivant qu'on se donne comme base la reconquête du marché intérieur - notion qui figure à nouveau dans le projet de motion du Premier Secrétaire - ou la notion de reconquête de parts de marché, qui ne s'arrête pas aux frontières et qui est le seul support, selon nous, d'une remontée de nos chances de croissance.

Il y a donc là-dessus, me semble-t-il, une ambiguïté qui ne peut pas être maintenue et, si nous sommes particulièrement insistants sur ce point, c'est parce que nous percevons les pesanteurs extraordinaires qui existent dans la société française, et ce dans toutes ses couches, naturellement dans le patronat et dans les couches dominantes de l'économie, mais aussi dans les couches sociales qui nous soutiennent, chez les travailleurs, et ce sentiment de vouloir s'abriter, de vouloir se replier et d'éviter la confrontation externe.

Nous disons que par rapport aux chances d'adaptation de notre économie, à la compétition qui existe de toute façon, que nous ne pouvons pas abolir derrière les frontières, mais aussi par rapport à tout ce dont nous avons besoin quant au rayonnement extérieur du pays, on ne peut pas, là-dessus, se borner à être prudent et à doser.

- Quatrième point sur lequel nous demandons une clarification : les rapports entre croissance et chômage.

Le projet de motion de Lionel Jospin écrit une phrase que je cite à peu près en disant qu'il faut se souvenir que, dans la durée du IXème Plan, une faible croissance serait insuffisante pour diminuer le chômage et que c'est en relation avec cette affirmation qu'il faut rouvrir les négociations sur l'évolution de la durée du travail.

Je crois que ces deux affirmations sont vraies, mais qu'il y en a une troisième qui en est la déduction logique et qui, elle, n'est pas traitée, c'est que cette négociation et cette réflexion sur la durée du Plan incluent nécessairement d'aborder le problème du partage du travail, c'est-à-dire de faire reculer le chômage en agissant conjointement par la négociation sur la durée du travail, par la négociation sur le maintien différencié, et parfois non intégral, du pouvoir d'achat, en liaison avec cette durée du travail, et sur l'organisation du travail elle-même.

Nous partageons l'analyse suivant laquelle on ne peut pas attendre de la croissance la modification de la proportion aujourd'hui constatée entre chômeurs et actifs, et suivant laquelle ou bien on se résigne, ou bien on cherche la voie qui reste. Cette voie qui reste, nous croyons qu'il faut l'appeler le partage du travail.

Ensuite, le résultat du système de solidarité sociale.

Là-dessus je ne peux que me borner à être très bref et forcément imprécis car il y aurait des volumes à dire. Mais nous constatons que dans la motion de Lionel Jospin, on ne fait mention que du problème de l'évolution du financement du système de solidarité sociale. On part de ce point que le système de protection sociale coûte, selon une évolution plus ou moins prévisible, et le problème est de trouver une formule à la fois efficace et d'équilibre pour assurer le financement du plus. Mais pouvons-nous vraiment vivre dans une situation économique que nous savons

difficile pour plusieurs années avec le principe qui a été, je crois, très lumineusement exposé par Pierre Bérégovoy, selon lequel lorsqu'il y a une croissance économique très faible, le coût du système de protection sociale monte de 4% plus vite que cette croissance, et comme il coûte un bon quart de ce qui existe dans l'économie, cela veut dire qu'il faut trouver tous les ans 1% de production intérieure brute, autrement dit 1% de pouvoir d'achat, pour simplement le maintenir là où il est. Et nous disons qu'en 1983, et pour être tout à fait explicite, entre 1983 et 1986, nous devons entraîner une évolution qui fait qu'on ne se résigne pas à ce que cela coûte 4% de plus tous les ans et à ce qu'on s'interroge de façon critique pour savoir si les mêmes types de progrès, les mêmes types de solidarité, ne peuvent pas être fournis dans des conditions moins coûteuses et moins paralysantes pour l'ensemble de la collectivité, ce qui touche au problème du remodelage des prestations familiales, ce qui touche au problème du financement et de l'organisation du système de santé, et même, je crois qu'il faudra y revenir, comme les partenaires sociaux l'ont déjà fait, au système de protection sur le chômage.

Trois derniers points sur lesquels je vais encore être bref, au risque d'être allusif :

- Education et formation :

Le projet de motion du Premier Secrétaire se borne à une planification des renforcements apparemment quantitatifs qui seraient à faire dans ce système.
Nous savons qu'il y a encore des besoins à satisfaire mais nous savons aussi que ce que la société française et notre volonté de progrès social attendent du système éducatif n'est pas principalement prioritairement de le gonfler par des moyens supplémentaire, mais que c'est essentiellement de trouver des méthodes qui touchent aux problèmes de l'échec scolaire, aux problèmes de la marginalisation d'un certain nombre de couches par rapport au savoir, par rapport à la formation, et qui touchent aux problèmes de décentralisation et d'autonomie des groupes, des équipes, dans le système éducatif.
Et, pour rester sur un sujet qui peut faire problème parmi nous, compte tenu de la faiblesse de l'évolution depuis 1981, à savoir le problème du rapport public/privé dans l'éducation, nous savons bien que si nous pouvons prendre l'offensive sur le problème du privé, ce sera uniquement si nous avons rempli une condition préalable qui est d'avoir amélioré la réponse que le système d'enseignement public apporte aux besoins des gens, et pas en mettant la charrue avant les bœufs.
Deux derniers points :

- La participation des travailleurs et des citoyens :

Ce que nous avons fait depuis deux ans, qui compte, qui a été bien fait, c'est une extraordinaire extension de la démocratie de délégation. Nous courons un risque, qui est celui d'une démission, d'une dépolitisation, celui d'un retrait des gens par rapport à ce système de délégation, et nous le vivons bien à travers toute une série de difficultés que nous rencontrons dans les départements. Et il y a, me semble-t-il, un effort idéologique, un effort politique, à faire par rapport à cette tendance à

l'alourdissement de la vie politique, par rapport aux rapports répressifs qui naissent, et je dis mon accord avec l'analyse faite par Robert Badinter dans le texte de Lionel Jospin. Mais je crois que nous pouvons aussi prendre l'offensive sur d'autres aspects du raidissement dans les rapports sociaux et politiques, et je pense en particulier à la question du corporatisme.

Nous ne pouvons pas aujourd'hui rester muets sur ce débat qui parcourt toute la société française et sur lequel nous savons bien que nous risquons l'immobilisation politique, et il y a lieu pour le Parti Socialiste - personne ne le fera à sa place - de secouer, de mettre en cause, de critiquer les attachements à des situations figées, à des situations où chacun analyse essentiellement sa place par relation à celle du groupe voisin. Et je dis que, pour prendre des exemples récents, ce qui s'est passé concernant les grèves dans le milieu hospitalier, ce qui s'est passé et se passe encore en ce moment pour la grève des transporteurs scolaires, sont des sujets sur lesquels un parti politique a des choses à dire et sur lesquelles notre analyse, mais aussi notre volonté d'action peuvent faire bouger les pesanteurs et les rigidités.

Et, dernier point, par déduction, c'est ce que nous pensons du rôle du Parti. Lionel Jospin a perçu comme très critique ce que nous disions du rôle du Parti. Ce que nous voulons dire en tous cas, c'est que le rôle du Parti, dans une période d'inquiétude et d'incertitude comme celle que nous connaissons, dont nous devons sortir, comme nous l'avons expliqué tout à l'heure, c'est d'être un animateur, c'est d'impulser, de provoquer des mouvements dans l'ensemble de la société. Des choses ne peuvent se faire que par le face à face, directement, entre le pouvoir, l'Etat, et les citoyens ; beaucoup d'autres choses peuvent se faire dans la vie quotidienne, grâce à l'implantation, grâce à l'enracinement que nous avons et au mouvement collectif que nous pouvons faire naître dans la société elle-même.

C'est cela que nous réclamons en plus, c'est cela dont nous savons que cela représente un gros travail et une exigence à laquelle nous ne pouvons répondre que collectivement de façon parfaite, et nous disons que c'est la direction qu'il faut suivre.

Pour terminer, je veux répondre très brièvement à deux ou trois observations faites par Lionel Jospin à propos de notre contribution qui, je suppose, serait maintenue par lui, à l'égard de notre projet de motion qui vous sera distribué à l'instant.

Dans ces observations il y avait beaucoup d'adjectifs, et il est toujours difficile de répondre à des adjectifs, il me parait plus important de répondre au sens direct des affirmations plutôt qu'à ce qui les accompagne.

Il est fait observation que nous trouvions goût à la crise. Je crois que cela procède d'une lecture en quelque sorte affective, et, après tout, l'affectivité existe dans nos débats, elle contribue sans doute à leur animation. Mais le problème n'est pas de savoir si on aime cela ou pas. Nous savons, nous avons, comme tous les militants de ce parti, la relation avec la population ; nos élus savent ce que la crise, le ralentissement économique et ce qui va derrière entraînent pour la vie des gens. Le problème est de savoir quel message nous leur portons. Et puisque Lionel, faisant une allusion à Molière, en citant Tartuffe qui demandait qu'on « serre sa haire avec sa discipline », je pourrais lui répondre dans le même registre en disant que la question,

par rapport à la maladie que connaît notre régime économique aujourd'hui, est de savoir si nous aurons une réponse de médecin de Molière.
Quant à la relation avec les forces syndicales, c'est-à-dire le problème de la conception de l'unité politique de la gauche que nous avons aujourd'hui, nous ne disons pas qu'il faut confondre le rôle des syndicats et le rôle des partis politiques, nous disons que l'indépendance des syndicats est une chose et que l'intervention des partis politiques est une autre chose et, dans l'entreprise, ne doit pas être une opération de... comment dire ?... d'impulsion de l'intérieur des forces syndicales, mais qu'au niveau de l'ensemble de la société, il y a une relation de partenaires et une relation d'encadrement des forces populaires. Surtout compte tenu du fait que nous sommes un parti à mi-chemin d'un parti de Marx et que les organisations syndicales elles-mêmes n'ont pas aujourd'hui une implantation dans les milieux populaires qui soit si énorme que cela. Je crois que nous avons à regarder lucidement la relation de partenaires que nous pouvons avoir avec le monde syndical, en ne considérant pas simplement les syndicats comme des gens extérieurs à l'unité politique, mais en ayant avec eux une confrontation directe sur les choix et problèmes vécus dans la population, et en particulier sur le fond des objectifs de transformation sociale, et pas simplement en les ramenant à un niveau d'expression de revendications.
Enfin, le dernier point, et cela fait partie du langage courant parmi nous, qu'il ne faut pas gommer, dans les périodes de préparation du Congrès : l'affaire de la deuxième gauche.
Pour notre part, nous n'employons pas cette expression dans les discussions du Parti car il nous semble que les différences entre nous peuvent être ramenées à des choses plus précises - j'ai essayé de le faire - et plus directement, concrètement, dans la vie de la société française, que ces affaires de première ou deuxième gauche de tradition remontant aux débats entre Jaurès et Guesde ou d'autres encore. Nous pensons simplement que ce qui a fait la force du Parti Socialiste, sa capacité à affirmer une autonomie politique et progressivement une hégémonie politique au sein de la gauche, par rapport à une situation que nous avons connue les uns les autres il y a quinze ou vingt ans, où l'équilibre avec le Parti communiste était complètement différent, cet effort, cet arrachement d'une situation de faiblesse politique, il a été construit grâce à une volonté de rassemblement et grâce à la compréhension que chacune des composantes ; chacune des traditions idéologiques de la gauche avait sa place dans le Parti Socialiste.
Il me semble donc que si le Premier Secrétaire a parfaitement le droit de dire que s'il y a deux gauches, il se sent dans la première, il faut aussi qu'il complète sa pensée en disant qu'il sait bien que les deux gauches sont dans le Parti Socialiste.
De ce point de vue je pense que je n'ai rien à ajouter à ce qu'à dit Michel de la Fournière quant au devenir de l'ancien courant C. Nous partageons beaucoup de points de vue sur l'analyse sur les inflexions que nous souhaiterions voir apporter à ce que propose le Premier Secrétaire, à ce qui est la ligne de la majorité aujourd'hui du Parti Socialiste. Nous différons de façon nette et parfaitement assumée quant à l'expression dans le Parti et quant à la façon dont le dialogue avec la ligne majoritaire

doit être noué dans le Parti. Ensuite, on peut recourir à telle ou telle facilité de tribune mais nous disons simplement que de notre point de vue, il est tout à fait loyal de ne pas considérer que les camarades qui ont signé la contribution de Michel de la Fournière nous engagent et, de la moindre façon, nous ne souhaitons en rien les engager.
Dans ce Congrès, notre volonté est, bien sûr, de respecter la majorité qui est choisie par les militants et de respecter complètement l'esprit de responsabilité auquel a appelé de longue date et à juste titre le Premier Secrétaire. Nous pensons simplement que dans cette période, il est utile, il est positif, de donner aussi sa place à la diversité et à l'effort d'approfondissement associant les militants directement en les mettant dans un rôle actif et que c'est aussi la façon de faire vivre un Parti politique et de motiver les gens qui en sont membres pour le faire vivre à l'avenir et lui donner plus de rayonnement.
A cet égard, et si la concurrence doit se poursuivre, je pense que bien entendu il y a des tensions, il y a des problèmes de personnes, mais je tiens à dire assez tranquillement vis-à-vis de quelques affirmations qui ont parcouru la presse ces derniers jours que j'ai bien le sentiment que, si nous devons constituer, au moins le temps d'un Congrès, un courant politique, la personnalisation de ce courant politique nous menace moins que bien d'autres, et que notre objectif est d'abord de peser sur des idées en essayant d'évoquer, de soulever et de faire se confronter celles qui naissent des militants.
Le Premier Secrétaire a bien voulu qualifier notre démarche d'honnête. Disons, pour être plus modestes, qu'elle privilégie pour cette période cruciale la réouverture d'un débat constructif, et que nous n'éprouvons à entrer dans ce débat ni crainte ni particulière exaltation, mais simplement le sentiment d'y tenir notre place. (Applaudissements)

Le Président - Camarades, nous allons interrompre le débat, nous le reprendrons à 15h, et un peu plus tard nous pourrons faire fonctionner la Commission des résolutions.
La Commission des résolutions, suivant la répartition habituelle, comporterait pour chacun des ex-courants, 16 représentants de l'ex-courant A et 3 suppléants, 6 pour l'ex-courant B et un suppléant, 5 pour l'ex-courant C et un suppléant, 5 pour l'ex-courant E et un suppléant, et il est proposé d'ajouter deux représentants pour le texte que vient de défendre Alain Richard.
Donc la Commission des résolutions qui se réunira dans le courant de l'après-midi serait ainsi composée, chacun des représentants des différentes sensibilités devant donner le nom des membres qu'elles envoient à cette Commission.
En ce qui concerne maintenant la délégation qui va se rendre à l'Ambassade du Chili, il est proposé les noms suivants (lecture de la liste). Si d'autres camarades veulent s'y joindre, ils peuvent le faire.
Je suspends la séance et elle sera reprise à 15 h précises.

Parti Socialiste
Comité directeur de synthèse
10 et 11 septembre 1983

Samedi 10 septembre 1983 (après-midi)
La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le Président (Claude Estier)

Mes chers camarades, la séance est reprise, je donne la parole à Gérard Fuchs.

Gérard Fuchs

Mes chers camarades, nous avons vu poser ce matin le décor d'ensemble de ce Comité directeur de synthèse, je crois qu'il est utile maintenant que nous descendions de façon un peu plus précise dans le détail d'un certain nombre de problèmes qui méritent discussion entre nous.
Michel de la Fournière a expliqué, au nom des signataires, de ce que Claude Estier appelait ce matin le texte E ou la contribution E, notre volonté d'arriver à une synthèse dès aujourd'hui, et notre conviction qu'une telle synthèse était possible, sous réserve de la discussion que nous allons avoir et sous réserve également d'un certain nombre de précisions à apporter au texte dont le premier signataire est Lionel Jospin.
Je voudrais, pour ma part, parler en ce début d'après-midi de ce qui fait le plus problème entre nous, je veux dire les raisons économiques, je le ferai en deux temps. D'abord, dans le souci, comme notre Premier Secrétaire, de clarifier un certain nombre des points qu'il a soulevés ; ensuite pour introduire quelques éléments qui, en terme de texte proprement dit, cette fois-ci, me paraissent importants dans notre recherche d'une synthèse.
Chers camarades, vous commencez... Je commencerai par dire que nous ne sommes pas des adeptes de la croissance zéro. Il n'est personne parmi nous qui doute qu'une croissante forte rend plus facile la lutte contre le chômage ; c'est évident. La lutte contre les inégalités, c'est également très clair. Mais nous disons que la structure actuelle de notre appareil productif étant ce qu'elle est, toute tentative pour réaliser à court terme, et j'insiste sur ce « à court terme » - j'y reviendrai -, un taux de croissance sensiblement plus élevé que celui de notre environnement ne pourrait conduire qu'à l'accentuation des déséquilibres que nous connaissons et nous feraient courir des risques que tout le monde, après deux ans de gouvernement, voit clairement et dont chacun a pris l'exacte mesure.
Les choix économiques faits par le gouvernement au mois de mars n'ont certainement rien d'enthousiasmant pour personne, pas plus pour nous que pour d'autres. La rigueur n'a jamais représenté ni une fin en soi, ni une politique, mais croire qu'au prix de je ne sais quelle dévaluation compétitive, pour reprendre la formulation de l'une des premières propositions de nos camarades de l'ex-courant E, un ajustement monétaire

dont on voit quand même trop bien dans leur esprit dans quel sens il s'opérerait, croire qu'à travers un certain nombre de mesures de blocage des importations nous pourrions éviter les mesures de rigueur qui ont dû être décidées au mois de mars, je crois que c'est se méprendre complètement sur la réalité actuelle de l'insertion économique de la France.
Tous les économistes savent bien que dans la situation de départ qui est la nôtre aujourd'hui, une dévaluation qui se voudrait avoir comme seul objectif de restaurer notre commerce extérieur n'aurait pas cet effet avant cinq ou six ans et que nous aurions connu bien d'autres déboires avant.
Tous les spécialistes de l'économie savent bien qu'une tentative de bloquer les importations qui serait sérieuse, je reviendrai sur ce point tout à l'heure, je veux dire par sérieuse qui prétendrait régler à elle seule le problème du déficit extérieur, se traduirait ou par des hausses de prix ou par des difficultés d'approvisionnement pour l'appareil productif non supportables.
Est-ce que cela signifie que cette contrainte extérieure actuelle, nous devons l'accepter comme telle ? Certainement pas. Est-ce qu'elle doit être modifiée ? Certainement oui, et c'est une de nos priorités affirmée comme telle dans notre contribution.
Mais ce qui me parait tout à fait important pour faire avancer notre débat, et cela est clair, y compris la discussion sur la parenthèse ou la non parenthèse de la rigueur, c'est que le temps qui est nécessaire pour recueillir les fruits d'un effort en matière d'investissement productif de créations nouvelles de capacités de production, ce temps-là, chers camarades, il ne se mesure pas en mois, mais en années, et je crois qu'à partir de cette évaluation, nous voyons bien quel va être le cadre inévitable d'un certain nombre de nos décisions pour les temps qui viennent.
deuxième commentaire sur la croissance : celle-ci se définit pour tous les Socialistes autant par son contenu que par son taux. Que produire, c'est-à-dire dans quelle direction prioritaire affecter notre investissement ? Dans quelles conditions produire, c'est-à-dire quelle vie pour les travailleurs concernés par ces investissements nouveaux ?
C'est de la réponse à ces questions, et plus profondément le fait même de poser ces questions, et le fait de les poser, c'est à mes yeux la dimension essentielle de ce que doit être la planification dans notre pays.
Je crois que c'est de ces questions que dépend la réponse à notre débat sur la croissance, car la croissance en elle-même n'est ni une notion de droite, ni une notion de gauche, elle n'est ni capitaliste, ni socialiste, et c'est selon la manière dont nous l'orienterons au taux le plus élevé possible que nous pourrons donner véritablement une dimension politique à notre action.
deuxième élément de clarification : nous ne sommes pas non plus des adeptes de je ne sais quel qualitatif flou à ce qui serait opposé au quantitatif bien tangible. Il n'est personne qui ne souhaite relever au plus vite les plus bas revenus dans notre pays, réduire les inégalités dans le domaine des fortunes et des patrimoines, mais nous disons que devant la perspective de croissance qui est la nôtre pour l'immédiat, et

pour les raisons que j'ai exposées, en attendant que notre effort d'investissement porte ses fruits, la mise en oeuvre par ce gouvernement de mesures de réduction des inégalités de revenus et de patrimoine est une oeuvre qui doit être programmée à un horizon de plusieurs années ; nous ne pouvons pas nous contenter de dire ce que nous allons faire dans les six mois ou l'année qui vient, il faut proposer au pays, à l'approche de 1986, un ensemble de mesures de moyen terme qui indique clairement notre objectif et notre volonté de l'atteindre quels que soient les aléas de la conjoncture.

Cela étant, cette difficulté même de la conjoncture doit nous entraîner, je crois, à nous intéresser à la réalisation de transformations sociales dans d'autres domaines que les domaines purement financiers.

Cela a été dit déjà ce matin par d'autres camarades, mais veiller à une mise en oeuvre essentielle des lois Auroux, accroître le rôle des citoyens dans la décentralisation, pas seulement des élus, associer les jeunes aux décisions qui concernent leur avenir, travailler à modifier les rapports sociaux et pas seulement les inégalités de richesses, je crois que ce sont des objectifs qui, dans la période qui s'ouvre devant nous, doivent prendre une importance tout à fait essentielle.

Chers camarades, à ce propos, j'ai d'ailleurs parfois l'impression, dans notre parti, de jeux de mots bien étranges, car enfin n'est-ce pas la social-démocratie qui limite l'essentiel de ses ambitions aux réductions des inégalités de revenus, et n'est-ce pas le fondement même du Socialisme de s'intéresser en place et pas à la place aux inégalités de responsabilités et de pouvoirs ?

Lionel n'était pas présent au début de mon intervention, mais je voudrais poser cette question en référence à un commentaire qu'il a fait dans un hebdomadaire avant les vacances : est-ce que le discours que je viens de tenir représente une approche droitière de l'économie ? Je dis que, très franchement, je ne le crois pas, je pense, et j'ai été heureux de l'entendre dire à Lourmarin, que la reconnaissance des faits soit un préalable indispensable à toute tentative de transformation sociale, et je crois que le langage du réel et le langage de la réalisation sont utiles, y compris pour une transition au Socialisme.

Sur la base de ces réflexions un peu générales, je voudrais en venir à quelques propositions concernant le texte déposé par notre Premier Secrétaire.

La première de ces propositions porte sur l'emploi : le projet de motion indique de façon claire à la fois qu'il n'y a pas de réponse au problème de l'emploi qui ne passe par un redémarrage de la croissance et en même temps un peu plus loin le projet indique bien que ce redémarrage de la croissance, même s'il est un objectif du IXème plan, ne sera pas autorisé au taux nécessaire dans l'immédiat.

Je crois que cela doit nous conduire à examiner le problème du partage du travail de façon plus détaillée qu'il n'est fait.

Je crois qu'il nous faudra préciser, ce sera un des objectifs de la Commission des résolutions, à la fois quels sont les problèmes économiques et sociaux très réels que pose une réduction supplémentaire de la durée du travail et aussi quels sont les butoirs que nous entendons mettre par rapport à un certain nombre de discours qu'on

entend sur ce problème, de l'un ou de l'autre côté d'ailleurs.
Le deuxième point que je voudrais soulever concerne le desserrement de la contrainte extérieure. Il a été évoqué par Michel de la Fournière ce matin : que signifie exactement dans l'esprit des signataires et des rédacteurs de la contribution du Premier Secrétaire, la phrase « mener une politique d'importation » ?
Nous sommes bien d'accord que le débat libéralisme - protectionnisme en termes abstraits est un faux débat, nous sommes bien d'accord que le libéralisme conduit au renforcement des plus puissants à l'affaiblissement des autres, nous sommes d'accord pour dire que le protectionnisme serait absurde pour la France, mais je crois qu'il serait nécessaire de rendre plus précis dans quelle mesure nous attendons le redressement de notre commerce extérieur de simples mesures de sauvegarde, et dans quelle mesure nous l'attendons de la rénovation de notre appareil industriel.
Je suis convaincu que nous pouvons être amenés, et en tout cas, nous n'avons pas de raison de le faire moins que nos partenaires d'autres pays, à prendre un certain nombre de mesures de défense ou de protection, mais je suis convaincu aussi qu'il n'y a là qu'un chemin qui n'est pas suffisant pour entraîner le rétablissement de nos grands équilibres extérieurs. Nous avons 90 milliards de francs à combler. Si nous en comblons vingt par ce chemin-là, c'est un grand maximum et, par conséquent, le problème de trouver le reste est un problème qui est posé. Le problème de l'équilibre entre politique des importations, politique de l'investissement, politique de reconquête des marchés extérieurs, est un point sur lequel nous devons avoir un discours plus clair.
Enfin, dernière question que je pose aux signataires du texte majoritaire, elle concerne la relance. Le texte au mot à mot me satisfait bien. Il enregistre le fait qu'une relance purement nationale est aujourd'hui extraordinairement difficile, surtout compte tenu des déséquilibres qui sont les nôtres. Le texte parle de relance concertée et évoque à cet égard aussi bien une dimension européenne qu'une dimension Nord-Sud.
Je souhaiterais, pour ma part, qu'en particulier, la dimension européenne soit rendue plus explicite. Nous connaissons les difficultés d'une relance concertée au niveau européen ; nous savons bien à quel point certains de nos partenaires de la Communauté européenne sont rien moins que réservés à l'égard d'une telle politique. Pourtant, nous savons bien aussi que parce que la dépendance de cette Communauté européenne est moitié moindre de notre dépendance nationale, il y aurait là un niveau d'action privilégié.
Je suis de ceux qui pensent qu'il nous faudra utiliser, pendant le premier semestre de l'année 1984, la présidence, qui sera alors française, des institutions européennes pour déposer un certain nombre de propositions en ce sens, et je souhaiterais qu'il soit fait mention dans la résolution finale des possibilités que nous offrira cette présidence pour donner un peu plus de vraisemblance à cette proposition de relance concertée.
Chers camarades, j'ai voulu borner mon discours aujourd'hui à l'économie. Il est évident que nous attendons de ce Congrès, par-delà un certain nombre de précisions sur ce qu'est aujourd'hui la politique de rigueur qui est conduite, nous attendons aussi

que ce Congrès redéfinisse les perspectives d'une politique qui permette, par rapport à ceux qui nous ont conduit au pouvoir et qui attendent encore beaucoup de nous aujourd'hui, même si certains se posent des questions, qui permette de les remobiliser, qui permette cette reconquête de l'opinion dont a parlé le Premier Ministre. Je crois que notre Congrès sera un succès si, par-delà la synthèse à laquelle il nous conduit, par-delà la clarification qu'il nous permet de déterminer, il donne aussi à l'opinion extérieure le sentiment que nous repartons avec des propositions et des objectifs dans le domaine politique, économique et social, mobilisateurs pour les deux ans qui viennent, et capables de nous permettre d'affronter dans les meilleures conditions notre prochaine grande échéance de 1986 (applaudissements).

Le Président - La parole est à Natiez. Ensuite, Matouk.

M. Natiez

Chers camarades, un Congrès est toujours un moment important dans notre vie collective. Celui-ci l'est peut-être un peu plus que d'autres, ne serait-ce que parce qu'il se situe exactement à mi-chemin sur la route que nous faisons ensemble depuis 1981.
Il est parfois bon de jeter un coup d’œil derrière nous et de voir ce qui avait pu nous rassembler les uns et les autres et, en particulier, ce qui avait pu nous rassembler au Congrès de Metz.
Un Projet socialiste précédé par un Programme commun de la gauche, appuyé sur l'union de la gauche. Un projet original, caractérisé par le refus que notre pays, la France, aille plus avant, les yeux fermés, dans l'acceptation de la division internationale du travail, on devrait dire d'ailleurs du capital, imposée par les multinationales et imposée par le capitalisme américain. Un projet industriel basé sur la nécessité de conserver pour notre pays un tissu industriel suffisamment diversifié pour qu'il puisse lui garantir à la fois la croissance et la prospérité pour ceux qui vivent à l'intérieur de l'Hexagone, mais aussi l'indépendance nécessaire.
Nous avons eu entre nous de longs débats et le débat d'aujourd'hui, de ce point de vue, n'est pas nouveau, il s'inscrit dans la droite ligne de nos débats antérieurs.
Nous n'avons jamais fait l'unanimité sur ces thèses. Nous savons que certains au sein du Parti Socialiste n'ont jamais accepté ce refus que le Projet socialiste inscrivait dans les faits, ce refus d'accepter l'insertion dans cette division internationale du travail dont je parlais à l'instant. Il est donc tout à fait normal qu'aujourd'hui, ceux qui ont toujours refusé cela se manifestent et, de ce point de vue, il y a un certain courage à dire au niveau des camarades qui se sont exprimés par l'intermédiaire d'Alain Richard la pensée qu'ils ont toujours eue. Cela ne permet pas pour autant de dire que tous les autres ont accepté ce pourquoi nous avons ensemble combattu.
Ce projet nous a par le passé divisés, mais nous avons dû le gérer tous ensemble et je crois qu'il est bon de faire, en quelque sorte, une petite auto-critique sur la façon dont nous avons géré notre projet, dans son aspect économique.
Que disions-nous, en effet, les uns et les autres, lorsque nous faisions campagne dès

73, 78, 81 ? Dans toutes nos réunions publiques, il y avait toujours un interlocuteur pour nous dire : vous allez relancer la consommation, mais vous allez vous heurter à un dérapage des prix et à l'inflation. Nous le savions avant 1981 et nous avions des réponses. Nous répondions qu'à cette situation-là, il faudrait mettre en face le blocage des prix. Ce n'est qu'en 1982 que nous nous sommes résignés à cette mesure.
Et dans ces salles de réunions où nous étions, il y avait toujours quelqu'un pour nous dire : mais en relançant la consommation, étant donné la faiblesse structurelle de l'industrie française, nous allons nous heurter à l'invasion de notre pays par les produits étrangers.
Nous répondions, parce que tout cela était prévu, qu'il y avait des mesures possibles que l'on pouvait prendre dans le domaine du contingentement, dans le domaine du simple respect du Traité de Rome, et aujourd'hui, le premier d'entre nous qui reprend ces mesures pourtant prévues dans le Projet socialiste, est aussitôt taxé d'être un protectionniste aveugle alors que, tous ensemble, nous avions envisagé cela.
Je pense donc qu'il est nécessaire effectivement, avec réalisme et avec rigueur, d'essayer de voir quels sont les enjeux d'aujourd'hui.
Soyons donc réalistes et rigoureux. Lorsque j'entends notre camarade Le Garrec ce matin nous dire qu'il faut se donner - il l'a répété deux fois - les moyens pour corriger nos faiblesses structurelles, lorsque je lis, page 28, dans la motion qui nous est présentée par le Premier Secrétaire : « Il ne s'agit donc pas tant de consommer moins que de diminuer la consommation de produits étrangers », je me dis : sur cela au moins, nous sommes d'accord. Mais alors, la rigueur devrait nous amener à regarder, elle est le moyen que nous prenons depuis quelques mois pour faire face à cet obstacle de la faiblesse structurelle de notre industrie française tournée vers le marché intérieur. C'est vraiment l'absurde, ce que nous faisons. Nous disons : « Notre industrie est incapable de faire face au marché intérieur et à sa demande, et du coup, nous restreignons le marché intérieur. » Par ce fait même, nous la coupons du vivier sur lequel elle doit s'appuyer.
Il y a là, bien évidemment, une contradiction. La rigueur devrait faire que l'on surmonte cette contradiction, et c'est parce que nous sommes rigoureux qu'il faut aller à l'essentiel.
La politique déflationniste que nous menons aujourd'hui, sur quoi peut-elle déboucher si elle doit être longtemps prolongée ?
Elle provoquerait inévitablement des lésions irrémédiables sur notre appareil de production industrielle tourné vers le marché intérieur.
Oh ! ce n'est pas encore arrivé dans les statistiques. Nous vivons, en quelque sorte, encore sur la lancée de la relance que nous avons pu, dès le mois de mai 1981, entreprendre. Mais déjà, une analyse affinée des dépôts de bilans région par région nous montre bien que non seulement les dépôts de bilans ont repris une croissance qui rappelle celle de l'année 1981, mais encore qui touche de plus en plus et avec de plus en plus de force les industries du tissu industriel tournées vers le marché intérieur et que si nous continuons de la sorte, l'irrémédiable pourrait être accompli.
De ce point de vue, je sais que nous sommes divisés entre trois tendances :

- Ceux qui estiment qu'on ne pourra lever le pied de cette pédale de frein que lorsque de l'extérieur viendra enfin l'autorisation de lever le pied ;
- Ceux qui disent : c'est une parenthèse et nous allons bientôt relever la parenthèse, mais ils se gardent bien de fixer le moment où on lèvera cette parenthèse ;
- Et puis, nous, qui vous disons : il est urgent de mettre un terme à cette parenthèse et de lever le pied de cette pédale de frein.

C'est d'autant plus urgent qu'il convient de mesurer l'articulation qu'il y a entre ces choix économiques et tout le reste de notre politique et, en particulier, de notre politique internationale. Qui pourrait un instant rejeter l'idée qu'il y a un lien entre cette volonté de préserver notre indépendance économique en conservant un tissu industriel tourné vers le marché industriel et notre capacité d'agir à l'extérieur ?

A nous couper ces moyens d'agir vers l'extérieur, nous allons tôt ou tard nous laisser entraîner sur la pente sur laquelle il ne sera plus possible de s'arrêter, qui est celle de l'acceptation, celle de l'alignement, cette pente que, tous ensemble, au moins une grande partie d'entre nous à Metz et à d'autres moments, nous avons refusée, et que nous avons refusée après 81 dans les réunions du Parti ou bien dans les réunions du groupe parlementaire.

J'en ai donc terminé sur cette partie-là et je voudrais – ce n'était pas prévu au départ dans mon intervention – répondre quand même à Lionel Jospin sur son propos de ce matin, ou plutôt répondre au journal de « Libération », qui a fait l'article de mercredi de la semaine dernière, parce que le propos tenu par notre Premier Secrétaire n'était pas autre chose, il m'en excusera, que les principaux points qui étaient rédigés dans cet article de ce quotidien.

Menons-nous, nous signataires de la motion E, nous camarades du C.E.R.E.S., une politique nationaliste ? C'est le reproche que l'on nous fait souvent.

Je suis parfois mal à l'aise devant les cocoricos que tel ou tel de nos responsables peuvent faire à propos, par exemple, des exploits de notre armée. Mais je suis très à l'aise avec la position exprimée jadis par le courant E, exprimée aujourd'hui, qui consiste à dire qu'il ne peut y avoir d'indépendance politique, donc de possibilité d'aller de l'avant dans les choix que nous avons faits, que si nous conservons une certaine indépendance économique.

Avons-nous l'intention de faire une sortie brutale du système monétaire ?

J'ai essayé de lire attentivement, mais c'est difficile quand on l'a le matin, la motion qui nous a été remise. Sauf erreur de ma part, et vous pouvez corriger tout de suite, je n'ai pas vu une proposition concrète sur ce que nous devons faire dans le domaine monétaire. J'ai cherché, je n'ai pas trouvé. Cela peut être, bien entendu, une distraction, il reste encore quarante-huit heures pour la réparer. Cela peut être le résultat d'impossibilités à se mettre d'accord. A vous de juger.

Ce que je sais, c'est que je me pose la question : où sont les propos que je n'ai jamais trouvés brutaux, mais que j'ai trouvés justes et que je partageais, d'un certain nombre des signataires de cette motion, par rapport à ces problèmes monétaires ? Où sont-ils ? Il n'y a pas de notre part de volonté de sortie brutale. Il y a la constatation que c'est le système monétaire dans lequel nous sommes qui, malheureusement, est trop

souvent brutal.
Je passe sur la phrase concernant les aspects de notre politique extérieure et où notre Premier Secrétaire se félicite qu'il les ait trouvés moins graves que prévu, laissant entendre par cette formule que nous pourrions encore être plus abominables que nous le sommes.
Je préfère prendre cette phrase dont on nous accuse encore : l'alliance, le compromis entre les syndicats et l'industrie.
Mais aurions-nous oublié ce texte, qui a fait l'unanimité au Congrès de Valence, qui parlait d'un compromis à passer ? Avons-nous donc oublié ce texte-là ? Le mot "compromis" figure au moins cinq ou six fois dans le texte de la motion que nous avons votée tous ensemble. Pourquoi aujourd'hui nous reprocher de dire qu'il y a la nécessité évidente de passer devant la nation tout entière un contrat entre les agents économiques de ce pays, puis qu'aucun d'entre nous n'a envisagé un seul moment de mettre un terme à l'activité du patronat dans ce pays ?
Ne nous jetons pas à la face les notions de lutte de classe, les uns étant plus pour, les autres moins pour. Cela n'a aucun sens ! Ce compromis, nous le vivons tous, nous le pratiquons tous les jours. Il suffit d'être en relation avec tel ou tel de nos ministères, il suffit d'agir, même chacun d'entre nous, dans notre fonction d'élu pour vivre quotidiennement ce compromis. Cessons donc ce type de procès.
Arrivons donc maintenant à la notion de synthèse.
C'est vrai, je cherche ma vérité chez moi, nous disait le Premier Secrétaire, et non pas chez les autres. Il s'est fait vigoureusement applaudir sur cette formule là. Nous aussi, nous cherchons notre vérité chez nous, et comme vous tous, nous croyons aux convictions qui nous animent et il nous arrive aussi tous les deux ans de chercher cette vérité à l'occasion du débat à l'intérieur du Parti Socialiste, entre nous.
Je considère personnellement que deux Congrès successifs où l'on irait devant les militants avec une seule motion unanime, sclérosant ainsi le débat, ce serait mauvais. Ce serait mauvais pour nous puisque les débats subsistent toujours, ce serait surtout mauvais au regard de nos institutions, en laissant entendre que le Parti égale le gouvernement, et que le Parti doit donc dire ce que veut le gouvernement. Ce serait mauvais au regard de nos institutions parce que ce serait accepter l'idée que tout se décide donc ailleurs que dans le Parti, au niveau des rencontres de tel ou tel d'entre nous, au niveau des moyens de pression et du rapport de forces que l'on pourrait créer vis à vis de tel ou tel ministère.
Donc la synthèse, nous la rechercherons sur la base de nos convictions, de notre vérité, en essayant de voir si elle peut se concilier - et je crois que c'est possible, nous l'avons déjà fait par le passé, au moins majoritairement - avec l'autre.
J'en termine par une remarque qui m'opposera peut-être encore une fois à notre Premier Secrétaire : elle concerne Dreux. Je ne suis pas d'accord avec Lionel Jospin lorsqu'il laisse entre que Dreux, c'est un micro-climat, lorsqu'il laisse entendre qu'il n'y a pas de menace fasciste dans ce pays. Il n'y a pas encore de menace fasciste au point de prendre le pouvoir tout de suite, mais au moins analysons les choses, ayons le courage... non pas le courage, la lucidité, de regarder ce qui se passe. Nous sommes

en train d'assister à un plan délibéré de la droite de mettre en avant l'idéologie des classes moyennes et de rattacher à cette idéologie des classes moyennes le sous-prolétariat, et c'est cela, la leçon de Dreux. Lorsque, dans les H.L.M., la population constate que deux ans après, son niveau n'a pas progressé par rapport à la période antérieure, comment voulez-vous que l'idée « tous pareils » ne se répande pas chez eux ? Comment voulez-vous que ces hommes, ces femmes de ces H.L.M. qui vivent dans des conditions lamentables puissent dire : la gauche, c'est mieux que la droite ? Essayons de faire en sorte que ces gens là, nous puissions les convaincre que la gauche, c'est mieux que la droite, et surtout empêchons-les de s'agréger à cette idée que la gauche, c'est pareil que la droite.
Notre action, c'est donc un coup de frein, et je rejoins mon propos initial sur la croissance. Le refus de développer le pouvoir d'achat, ce n'est pas, croyez-moi, se donner l'arme voulue pour empêcher les gens de penser cette chose là (applaudissements).

Le Président - Je donne la parole à Matouk, ensuite à Bichat.

Matouk

Mes chers camarades, j'avais l'intention, comme j'en ai l'habitude, de limiter mon exposé à quelques remarques sur la politique économique du gouvernement, mais, ayant pris connaissance de la motion de l'ex-courant E, je voudrais d'abord en dire quelques mots. Je me limiterai évidemment à l'économie.
Très honnêtement, quand je lis les propositions économiques parmi les quarante-et-unes, je trouve par rapport à la motion présentée par Lionel Jospin, à laquelle j'adhère, des suppléments dont quelques uns, d'ailleurs fort intéressants, et non contradictoires avec l'actuelle politique économique, et je trouve un seul groupe de propositions faisant vraiment problème, on les a citées il y a un instant, celles relatives aux relations économiques internationales.
Je remercie d'abord le courant E d'avoir enfin précisé ce qui n'était jusqu'ici que des allusions. Les précisions sont insuffisantes pour constituer une politique, mais elles sont suffisantes pour inciter à la contestation.
Qu'appelez-vous, camarades, politique de change offensive ? Imaginez-vous que nos partenaires européens accepteraient que l'on maintienne une fiction de système de change fixe avec un pays qui se défausserait jour après jour de ses problèmes structurels dont pas plus eux que nous, Socialistes, ne sont d'ailleurs responsables ? Evidente rêverie ! La seule solution praticable serait le flottement du franc, et c'est au fond cela que vous préconisez.
Si j'étais provocateur, je vous rappellerais que les changes flottants sont l'expression externe, l'appendice dans le domaine des relations monétaires internationales, du plus pur libéral monétarisme. Mais je ne suis pas provocateur, et je voudrais seulement vous démontrer la nocivité de vos propositions dans ce domaine.
Les changes flottants ont montré largement dans le monde entier depuis dix ans leur

nocivité. L'économie française n'aurait que désavantage à ce que sa monnaie flotte, car elle flotterait évidemment à la baisse. La baisse des prix, mes camarades, ne stimule plus les exportations, tout le monde le sait, et je dirai même qu'elle ne les stimule plus à long terme. Pour être un peu technicien, l'effet prix ne joue plus dans les échanges économiques internationaux ; ce qui joue, c'est la qualité des produits, la technologie qu'ils contiennent, le service après vente, les services commerciaux. Cela, tout le monde le sait, ce n'est même pas la peine d'être économiste pour le savoir, et je dirai même qu'il faut peut-être ne pas l'être, parce que tous les chefs d'entreprise qui vendent à l'étranger le savent bien.
Par contre, le flottement à la baisse alourdit immédiatement et proportionnellement les importations. Vous irez donc à l'opposé du but poursuivi.
Si Motchane était là... Il est là. Il n'y a, mon cher Motchane, aucune alternative heureuse à une politique du franc fort.

Christian Goux - Bravo, Matouk !

Matouk - Merci, Christian, cela me va droit au cœur !
J'en viens maintenant à l'autre partie de vos mesures que je regrouperai en contingentement et dépôts préalables.
Mes camarades, ne croyez pas que j'aie la religion du libre-échange. Je ne crois pas du tout, avec les libéraux, que le libre-échange ait été à l'origine de la prospérité de ce qu'on a appelé les Trente Glorieuses dans l'après-guerre, pas du tout. Ceux qui ont vraiment étudié Marx et Lénine le savent, le libre-échange a été la conséquence de la croissance, une obligation résultant de la concentration des entreprises. Ce n'est pas lui qui a provoqué la prospérité. Seulement, ce qu'il faut savoir, ce dont il faut être convaincu, c'est que l'économie est asymétrique, c'est-à-dire qu'on ne peut pas appliquer une recette à l'envers pour avoir l'effet inverse, et par conséquent si le libre-échange n'a pas été à l'origine de la prospérité, à l'opposé, si vous portez atteinte aujourd'hui au libre-échange, vous aurez tous les désavantages qui vous reviendront en boomerang.
Dans la situation actuelle, où tous les gouvernements n'attendent qu'une bonne raison de se laisser aller au protectionnisme, toute mesure protectionniste déclencherait une vague de mesures analogues.
Des normes, plus des normes, oui, d'accord. Une éducation beaucoup plus intense du public, oui, d'accord. Une admonestation sérieuse aux patrons des grandes administrations et des entreprises publiques pour qu'ils achètent français, oui, d'accord. Mais pas de mesure du type de celles que vous proposez qui nous reviendraient, je le répète, en boomerang.
C'est dans ces propositions en matière de politique des changes et des échanges que réside, chers camarades de l'ex-courant E, la seule grave divergence avec la motion Jospin.
Vous savez bien que vos propositions dans ce domaine sont inapplicables. Imaginons un gouvernement qui, à Dieu ne plaise, ne serait issu que de vos rangs : vous ne les

appliqueriez pas. Il suffirait d'ailleurs que vous annonciez que vous allez les appliquer pour que le franc perde quelques points comme, je tiens à le dire, il en a perdu après une fameuse convention du Pré-Saint-Gervais où notre ami Chevènement s'était demandé (protestations), non si la dévaluation aurait lieu, mais quand elle aurait lieu.
Je suis prêt à prouver mes propos n'importe où quand il veut.
Alors essayons d'être un peu cool… (Rires)
Je crois donc que sur ce point, une synthèse est possible malgré tout, car par ailleurs il y a dans votre texte des propositions intéressantes.
J'en viens maintenant très rapidement, Claude, à la deuxième partie de ce que je voulais dire.
Je pense que si la politique économique actuelle est satisfaisante, avec ce qu'on peut appeler un mal nécessaire, elle pourrait être largement enrichie, et ce sont quelques exemples de ces plus qu'on pourrait apporter à la rigueur que je voudrais vous présenter ici. Bien sûr, je ne serai pas exhaustif, j'en donne quelques uns.
Le premier que je propose, et Christian Goux sait bien que c'est un de mes « dadas » - c'est le sien aussi, d'ailleurs -, ce serait une baisse beaucoup plus rapide des taux d'intérêt. Celle-ci aurait de multiples avantages, elle réduirait les frais financiers des entreprises, elle rendrait de nombreux investissements éventuellement créateurs d'emplois possibles, elle stimulerait l'activité du bâtiment et des travaux publics, elle ferait baisser le coût du crédit à la consommation.
On sait ce que les économistes orthodoxes opposent à cette proposition. D'abord ils avancent, et c'est nouveau, qu'une baisse trop forte des taux d'intérêt mettrait à mal - je crois être un peu qualifié pour en parler - les comptes d'exploitation des banques, et c'est vrai, mes camarades. Il faut que vous sachiez que dans la période d'euphorie bancaire qui s'est poursuivie de 1960 à 1982, d'abord du fait de la croissance, puis de la hausse des taux d’intérêt, les banques ont gonflé démesurément leurs frais généraux. Il faut que vous sachiez qu'aujourd'hui, au-dessous d'un taux de base de 10%, de nombreuses banques entreraient dans le rouge, et au dessous de 7 ou 8, toutes seraient dans le rouge.
Mais d'abord, entre 10 et 12%, taux actuel, il y a déjà une marge. Ensuite, doit-on conditionner la politique économique de la nation par les bénéfices bancaires ? Je ne le crois pas, et je crois que les moyens existent - nous n'avons pas le temps de les détailler - pour pallier cet inconvénient à court terme et le déraciner à long terme.
L'autre argument qui s'oppose à la baisse des taux est plus classique : il s'agit de la défense du franc. A cela, je réponds deux choses. En premier lieu, nos taux sont maintenant supérieurs aux taux allemand et américain. En second lieu, je réaffirme une vieille conviction : si les financiers ont confiance dans une monnaie, ce n'est pas une différence de taux qui les fera changer. Mais si, à l'inverse, s'installe la défiance, aucune différence de taux ne permettrait de résister. Les exemples anglais et français l'ont de nombreuses fois démontré.
Ayons plutôt une meilleure économie. Pour avoir une meilleure économie, baissons les taux d'intérêt.
Second plus à la rigueur, une action fiscale plus vive sur le patrimoine.

Je vais vous révéler, mes camarades, des chiffres étonnants. Aux Etats-Unis, 63% de la fortune américaine sont détenus par les entreprises ; en France, 38%. Plus bizarre encore, aux Etats-Unis 20% de cette fortune sont en logements, et en France 50%, c'est-à-dire que notre richesse nationale, notre capital, est immobilisé en pierres. L'investi et le tertiaire moderne, qui sont les marges réelles de la prospérité, sont nettement défavorisés dans la location du capital national. Eh bien, il faut mobiliser ce patrimoine figé et utiliser pour cela beaucoup plus la fiscalité sur les plus-values, sur les héritages, et surtout - et c'est là que je me référais tout à l'heure aux camarades de l'ex-courant E - sur les grandes fortunes. C'est un impôt qui est socialement juste, il faut le rendre économiquement efficace en l'augmentant beaucoup et en le modulant contre les patrimoines immobiliers, au-delà bien sûr de la propriété, de l'habitat individuel où on habite effectivement.
Cela pousserait à la réorientation des actifs, et cela procurerait de l'argent à l'Etat, par exemple pour financer ses programmes industriels, sans avoir à augmenter plus la fiscalité sur les revenus, car comme le disait ce matin un de nos ministres, la fiscalité finit par manger la fiscalité.
Troisième plus à la rigueur, et c'est sans doute aucun doute la plus audacieuse des propositions, je l'ai faite volontairement pour bien montrer qu'il y a des choses qui restent possibles, elle a trait au chômage et au commerce extérieur : c'est une contribution à l'amélioration dans le domaine du chômage et du commerce extérieur. Je propose que l'on constitue près d'une dizaine de grandes métropoles littorales, et peut-être aussi à l'intérieur, près d'un certain nombre d'autres métropoles, près des aéroports, des zones complètement franches. Dans ces zones, les entreprises qui s'installeraient ne pourraient embaucher que des chômeurs. Elle ne paieraient aucune cotisation sociale, aucun impôt, mais ne pourraient vendre qu'à l'exportation, sinon les produits qui rentreraient dans le territoire national paieraient toute la cascade d'impôts.
Les chômeurs employés toucheraient un salaire, ce qui économiserait les indemnités de chômage, mais continueraient d'avoir la couverture sociale qu'ils ont déjà, ce qui, au demeurant, n'augmenterait pas les débours de la Sécurité sociale.
Les charges sociales représentent à peu près 50% des coûts de travail et les impôts divers sur les entreprises de 5 à 10%. C'est donc un handicap favorable de 55 à 60% dont bénéficieraient ainsi les marchandises exportées. Je répète que cette dernière proposition semble audacieuse et ponctuelle, je l'ai voulu volontairement pour montrer que des mesures concrètes sont possibles mais peut-être, au fond, les deux premières propositions paraîtront-elles audacieuses à certains.
Bien sûr, elles sont audacieuses mais, mes chers camarades, il y a de grands risques que notre peuple n'ait pas la patience d'attendre les résultats probables de nos grands programmes dans une atmosphère et avec les inconvénients de la rigueur, mais mieux vaudrait le nourrir maintenant de quelques initiatives spectaculaires et efficaces. L'audace est souvent en elle-même porteuse de succès (applaudissements).

Le Président - La parole est à Bichat, et ensuite à Poperen.

Jean-Marcel Bichat

Chers camarades, la synthèse n'est pas unanimiste, sans quoi nous serions comme certains Partis de droite, un rassemblement ou un mouvement où on effacerait tout. La synthèse, ce n'est pas non plus venir à un certain moment, après une certaine phase différente, la main sur le cœur en faisant pleurer un Congrès d'émotion et en disant que désormais on peut s'entendre. La synthèse, c'est un accord politique profond sur les grandes questions, les principales options politiques qui se présentent, qu'il s'agisse, puisque nous sommes maintenant au gouvernement, de la politique extérieure, de la politique économique ou du Parti.

Cela suppose un accord profond, donc pas de silence sur certains points importants, et des positions connues et stables.

Il faut respecter le Congrès, il faut respecter le Parti. A cet égard, la formule d'erreur collective à propos d'un Congrès me paraît regrettable. Je n'entrerai pas dans le débat entre Didier Motchane et Pierre Mauroy qui a dit, ceci transmis par un autre camarade, « Je me sens profondément majoritaire ». Je ne sais pas si je me sens majoritaire ; ce que je sais, c'est que je l'ai toujours été.

Je parlerai tout à l'heure à propos des risques de la dérive, simplement je pense que quelquefois dans un Congrès il y a des risques. Simplement, il ne faut pas voir tel résultat comme provenant du règlement général « Les dieux sont tombés sur la tête », mais simplement dire que les militants votent à certains moments.

Alors sur la politique économique, la politique extérieure, je comprends très bien, chers camarades, les racines d'une certaine méfiance de certains camarades, de certains militants qui ont trait à l'expérience historique de la gauche au pouvoir. 1937, un coup d'arrêt dans la politique du progrès social, un certain réalignement sur une certaine orthodoxie économique financière, un ralliement aux positions anglo-saxonnes, un rassemblement d'un certain nombre de pays du monde libre face aux dictatures avec les conséquences que cela avait par exemple sur la politique de non-intervention. Tout cela a existé, tout cela s'appelait la pause, mais alors, camarades du C.E.R.E.S., je me tourne vers vous, la pause, cela ne vous rappelle rien ?

A la fin de 1981 il y a eu tout un débat sur la pause, et à partir d'une phrase sur la pause dans l'annonce des réformes, on n'en était plus du tout à un débat sur la réforme, on en était à un débat sur la pause car la connotation historique de la pause est tellement forte qu'elle s'impose.

A ce moment-là, on a entendu des déclarations qui, par rapport à ce qu'on peut voir dans la rubrique humoristique de « Témoignage chrétien » sous la plume du Secrétaire national du Parti Socialiste, est tout à fait différent : « J'approuve tout à fait Jacques Delors etc. » Alors je me demande, camarades, à quel jeu il jouait à cette époque. Aux barres parallèles ? (Rires)

Didier Motchane nous avait dit à plusieurs reprises qu'il regrettait l'absence dans les débats du Comité directeur en 1981 du camarade Coué... Moi j'ai longtemps aussi regretté l'absence du camarade Mandrin car un débat entre Coué et Mandrin aurait été

un beau débat. Je sais que Mandrin est mort à Valence... Son homonyme, en 1755, est mort pendu... (Rires)... L'homonyme a tout juste pris quelques coups de godillots. C'est une affaire de famille (rires)...

Sur la ligne politique, camarades du C.E.R.E.S., quand on veut s'entendre sur la synthèse, il faut bien voir ce qui s'est passé ces dernières années. Il y a eu le temps des godillots illustré à Valence, il y a eu ensuite la complainte de Mandrin, et on nous dit maintenant que le temps de la critique est passé. On entre dans une autre phase que j'appellerai, en hommage à votre Président d'honneur, « l'opposition constructive », formule qu'il lança en 1959.

Votre motion n'a rien d'une motion de censure, c'est une motion qui a été censurée par vous-mêmes... (Rires.) Il y a toute une série de formules : « Les choix dangereux, postulats erronés, démarches contestables, infléchir quand il est encore temps, alignement, austérité, hésitation, recentrage, stratégie d'automutilation... » J'ai regardé rapidement, mais on peut chercher d'une manière plus approfondie.

Finalement, vous avez trois scénarios politiques présents.

Vous avez le « toujours plus à gauche », ce que d'autres ont adopté, qui a caractérisé la période 1976-1979 ; il y a eu les grands moments 1971 et 1979, et il y a cette formule de l'union nationale qui n'existe en réalité que dans le comité de rédaction de la revue « Les Enjeux » mais qui n'a aucune réalité politique dans la France d'aujourd'hui (applaudissements), pas plus que l'autre scénario du « toujours plus à gauche ».

Il n'y a qu'un seul scénario possible que vous pouvez retenir, c'est celui que vous avez choisi à Metz en 1979, c'est celui du Congrès d'Epinay également, c'est celui qui ne fait pas de vous l'axe du Parti Socialiste que vous souhaitez. Cependant, vous jouez un rôle qui n'est pas négligeable, un rôle d'appoint.

Quant à la dérive, je dirai que c'est un mot que j’ai entendu à une certaine époque et que je préférerais ne pas entendre. Je ne pense pas que votre présence soit le critère d'un ancrage ou d'un non-ancrage à gauche ; pour moi la ligne d'Epinay, de Metz, de Nantes, c'est la même chose grâce à la constance de François Mitterrand, et je pense que le Premier Secrétaire actuel n'a pas varié par rapport à cette même constance et que donc ce serait lui faire un procès d'intention que d'en douter à l'avenir.

Un camarade d'un autre courant pose d'autres problèmes. Je n'ai rien contre le courant C, je suis tenté de dire que je l'aime bien et je l'aime tellement que je suis content qu'il y en ait deux... D'autant plus qu'en réalité il y en a trois. En ce qui concerne ce courant, je dirai qu'il y en a trois en même temps.

Je dirai qu'il y a d'abord une sensibilité asthénie. Il y a quelques mois, on nous disait : « L’asthénie gagne la vie des sections ». Les camarades de ce courant avaient dû regarder cela de près. L'asthénie, c'est le manque de stimulation, l'organisme ne réagit pas. En regardant un certain nombre de questions et de non-réponses, vous verrez que cela colle bien, ceci sans confondre les débats du Comité directeur et les entretiens de Bichat.

Il y a un deuxième courant, mais je ne sais pas comment le qualifier, un courant interventionniste, mot qui doit gêner tous ceux qui sont gênés par la politique de la

France en Afrique - les choix ont été faits antérieurement - et ce courant, dans une rubrique politique, indique « Comment gagner malgré deux ans d'erreur ? » L'article met en valeur un débat avec Dominique Troscan, conseiller de Lionel Jospin.
Il y a une autre sensibilité, les Gracques. J'ai vu que c'était un roman, certains disaient qu'ils voyaient Pierre Joxe, d'autres Poperen ; je n'ai pas pu distinguer qui était Tiberius ni qui était Caïus, par contre j'ai une idée sur qui peut être Cornélie, patronne romaine qui sut montrer à l'un de ses fils survivants qu'il fallait préférer le sens de la collectivité à l'esprit de revanche ou de camp... (Rires.) C'est le courant, je dirai, qui met les points sur les « i » et les cédilles sous les « c ».
J'ai vu une petite lettre verte à cet égard qui était très éclairante où on disait, dans une phrase un peu abrupte : « Le Parti est devenu un grand appareil vertical. » Cela peut vous rappeler quelque chose. Cette lettre, c'est un peu la lettre de l'Expansion. On y expliquait par la suite, d'une façon très simple, ceci : « Nous nous caractérisons parce que nous sommes le courant qui soutient fermement le gouvernement, le soutien ferme et critique au gouvernement, et nous critiquons l'action du Parti depuis deux ans. » Cela m'amène à cette réflexion : dans cet ancien courant, il y a ceux qui critiquent l'action du gouvernement depuis deux ans, il y a ceux qui critiquent l'action du Parti depuis deux ans, et j'ai envie de tracer une autre rubrique, celle de ceux qui ne se prononcent pas. Depuis l'intervention de la Fournière, il y a ceux qui approuvent et l'action du Parti et celle du gouvernement. Ces camarades se sont trouvés réunis pendant un certain nombre d'années.
Alors, je ne comprends pas très bien, et cela me fait penser à cette formule : Voltaire croyait à la naissance de Dieu ; je ne puis croire que cette horloge existe et qu'il n'y ait pas d'horloger.
Pour en revenir à la motion présentée ce matin par Alain Richard, en ce qui concerne les thèmes énoncés - protectionnisme, croissance, chômage, éducation, formation, rôle des travailleurs -, je crois que ce sont des problèmes où les décisions relèvent beaucoup plus du gouvernement que du Parti et je me demande pourquoi, tout à coup, estomper les critiques sur le Parti dans la phase antérieure au Comité directeur pour aujourd'hui revenir à cette façon de nous faire tout porter.
J'ai vu qu'Alain Richard rejetait la citation de Molière que Lionel Jospin avait évoqué « Laurent, serrez ma haire et ma discipline ». Il rejette également les images des médecins de Molière d'une certaine façon. Je crois que c'est dommage. « Primum purgarer, ensuitam saignarer » ne me paraissait pas une mauvaise traduction du bon usage de la rigueur.
Quant à la démarche de notre camarade et à sa politique économique et sociale, la citation que je lui dédirais, c'est plutôt, extrait du « Médecin malgré lui » : « Et qu'il me plaît d'être battu ? » (Rires.)
Sur la politique économique, je crois que nos camarades du C.E.R.E.S. ont besoin d'encore un peu de temps pour remettre de l'ordre dans les esprits de leurs militants. Effectivement sur différentes questions, le Socialisme, le plan gouvernemental, la parenthèse, les critères de jugement de la politique du gouvernement, il y a eu certains va-et-vient.

Est-ce que c'est Jean-Pierre Chevènement qui répète la formule : « Le Socialisme n'est pas à l'ordre du jour. » C'est une formule qu'il n'a d'ailleurs pas prononcée ni écrite ; il avait dit : « L'objectif n'est pas le Socialisme. » Il ne l'a pas dit, il l'a répété, donc je pense que c'est un peu la même chose... « Sur le plan gouvernemental, peut-il réussir ? » Je me souviens de la convention. « A-t-il au moins quelque chance de réussite ? » La réponse est non, à propos de l'endettement de la France, du réajustement monétaire. Cela n'avait pas suscité de mouvements divers, donc je n'en parle pas aujourd'hui. Dans un autre discours, dans « Les Enjeux » : « Il ne faut pas obtenir ces résultats au détriment du tissu industriel. » Georges Sarre dit : « Le plan Delors peut atteindre ses objectifs », mais pose le problème des moyens ; Didier Motchane ce matin nous dit : « Le plan Delors peut réussir. » On pourrait le souhaiter, mais il y a beaucoup de signes du contraire aujourd'hui. Dans « Les Enjeux » : « La rigueur, l'austérité ne définit pas une politique mais un point de passage obligé. » Là où cela devient franchement plus drôle, c'est quand on arrive aux critères de jugement de la politique économique. « Le plan Delors n'a rien de particulièrement socialiste », avais-je un jour entendu au Pré-Saint-Gervais, et dans « Les Enjeux », à la question : « Votre politique est-elle particulièrement de gauche ? », la réponse a été : « Elle est de gauche parce qu'elle est intelligente... Elle est intelligente parce qu'elle peut être entendue au-delà de la gauche... »

Jean-Pierre Chevènement - C'est faux !
Je me souviens de ce que j'ai écrit, donc je ne te permets pas, Bichat, même si tu veux faire dans la clownerie, de citer (mouvements divers) des textes que je n'ai pas écrits. Ce n'est pas admissible.

Dans la salle - Absolument ! (Applaudissements)

Jean-Pierre Chevènement - Ce n'est pas digne d'un militant socialiste. (Applaudissements)
J'ajoute que si nous voulons conserver à ce débat le minimum de dignité qu'a souhaité le Premier Secrétaire, ce n'est pas comme cela qu'on y parviendra ! (Applaudissements)

Jean-Marcel Bichat - Je pense, moi, que le mieux est de se reporter à cette revue. Les camarades qui la liront verront exactement ce qu'il en est.
Je conclus quand même, sur la politique économique, en disant que j'ai un peu trop l'impression que nos camarades du C.E.R.E.S. nous proposent à l'heure actuelle - comme ils proposaient, en 1975-1976, au-delà des quinze thèses sur l'autogestion, une seizième thèse qu'ils ont réussi à faire passer - une quatrième dévaluation, parce que le gouvernement n'en a fait que trois. Je ne pense pas que ce soit cela, l'autre politique !
J'aurais d'autres choses à dire, mais j'abrège...

Dans la salle - Tant mieux !

Dans la salle - Non, non, continue !

Jean-Marcel Bichat - Sur la politique étrangère, je voudrais dire simplement que le Parti Socialiste ne vit pas de manière isolée, que le Parti Communiste est un partenaire important dont les positions sont connues. Moi, je crois que la phrase de Paul Laurent, disant, au milieu 1981, que l'accord était un accord d'un autre type, qu'il ne créait pas les illusions du Programme commun mais qu'il laissait ouvertes toutes les possibilités d'avancer, je crois que cela doit rester présent à notre esprit et je crains qu'en lançant un certain nombre d'attaques de gauche, qui ne vous permettront pas de vous situer plus à gauche que le Parti Communiste, parce que celui-ci ne le permettra pas, vous ne le poussiez au « crime », c'est-à-dire à la distanciation, et je ne dis pas à une rupture, mais enfin à des problèmes dont on ne sait pas ce qu'ils pourraient donner. (Applaudissements)
Sur le Parti - et j'en terminerai -, je vois dans des motions qu'il ne faut pas que le Parti soit « le ministère de la grogne », le « seizième ministre du gouvernement Mauroy », « le ministère de la béatitude » etc. Je crois, chers camarades, qu'il faut également que la réciproque soit vraie et, sans donner de leçon à personne mais simplement parce qu'il faut rappeler des faits, je pense que, par exemple, les problèmes de désignation des candidats du Parti ne doivent pas être traités par les autorités gouvernementales comme s'il s'agissait de problèmes de reconquête du marché intérieur ; mais je ne précise pas, pour ne pas être polémiste et parce que, finalement, l'allusion est assez claire et que ce n'est pas la peine d'avoir fait Polytechnique pour comprendre.
Chers camarades, le vrai problème, ce n'est pas seulement le problème d'une synthèse ; de toute façon, vous le savez bien, la synthèse s'impose à nous dans le contexte politique. Nous ne pouvons pas dire facilement au pays, au lendemain du Congrès, que nous nous entendons pour gouverner la France, mais que nous nous divisons pour séparer le Parti ! Mais la vraie synthèse, c'est dans la vie de tous les jours, dans les sections, dans les fédérations qu'elle aura lieu, sinon le débat de ce Comité directeur, le débat du Congrès, aurait un coté très artificiel qui ne serait pas sérieux pour l'activité de notre Parti. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Jean Poperen.

Poperen

Chers camarades, nous souhaitons tous avoir un bon Congrès, nous en avons besoin, et, pour cela, il nous faut un bon débat. Nous pouvons l'avoir. Le Premier Secrétaire a rappelé ce matin que, tenant nos délais, nous en avions la possibilité matérielle.
Evidemment, la journée d'aujourd'hui, la nuit, et peut-être la journée de demain, sont un épisode qui va compter dans la mise en route réelle - parce que je crois que jusqu'ici, cela a été un peu freiné, il n'a pas vraiment commencé - de ce débat.

Nous pouvons le mener sans être pris à la gorge par l'événement.
Je ne reviens pas sur l'analyse qu'a faite ce matin le Premier Secrétaire, qui montre que, sans nourrir d'illusions, d'optimisme qui serait tout à fait déplacé, nous avons « un peu plus d'air », disons, qu'il y a quelques mois. Nous pouvons donc d'autant plus mener le débat en ayant le souci - pour employer un grand mot, mais enfin c'est le mot, je crois - de la perspective, c'est-à-dire non pas seulement du moment de la rentrée, de l'automne 1983 - même si, bien entendu, nous commençons par là - mais des deux années dont il a été dit et redit depuis ce matin, et c'est l'évidence, qu'elles vont peser très lourd, qu'elles vont compter beaucoup, puisque c'est le moment où, en bonne logique - et il y a quelques chances que cela aille du côté de cette logique -, nous allons capitaliser, nous allons commencer à engranger les résultats de notre effort.
Il nous faut donc voir l'ensemble de cette perspective, et pas seulement l'économie, car il a surtout été question de cela depuis ce matin ; je le comprends, je ne considère pas que ce soit accessoire, c'est pour le moment central, mais enfin il n'y a, pas que cela.
De cela, je dirai seulement, par rapport notamment aux propos de Natiez, dont je dois dire qu'évidemment beaucoup de points rejoignaient mes préoccupations et, je crois, les préoccupations de ceux qui signent la motion n°1, que d'abord je ne pense pas que, quand le Premier Secrétaire, ce matin - et je pense que quand tu t'es exprimé, il n'était pas revenu dans la salle -, a mis en cause la formule de compromis entre, je crois, syndicats et industrie, ce soit par rapport au compromis qu'il se posait des questions, mais c'est par rapport à la définition précise - enfin, il le dira lui-même - de ce que vous mettez derrière le mot industrie, dont tu t'accorderas qu'il est très vaste, et, étant très vaste, peut-être un peu vague.
Donc, là, nous avons besoin de précisions, c'est tout, mais cela fait partie du débat. Mais c'est de cela qu'il est question et je ne voudrais pas que tu laisses entendre que nous sommes revenus sur ce qui est notre perspective ; d'ailleurs, comment en aurions-nous une autre, dans les données qui sont celles de ce gouvernement, que celle de vivre au travers d'une série de compromis - parce que cela doit évoluer - entre les forces que nous représentons et les forces que nous avons en face de nous ? C'est un simple constat de la situation et, d'ailleurs, quand on dit cela, on ne fait pas une création idéologique, on constate la réalité dans laquelle nous vivons.
D'autre part, il y a la fameuse parenthèse.
Ecoutez ! On ne va pas passer le Congrès à apporter la réponse sur la durée de la parenthèse, ne serait-ce que parce qu'ici… personne n'en sait rien ! Cela, c'est clair !
Mais, ce qui est sûr - moi, il me semblait qu'on pouvait être tous d'accord là-dessus, même avec les considérants que les uns ou les autres ont apportés -, c'est qu'il faut gagner l'étape actuelle pour gagner la suite. Cela me paraît l'évidence.
Moi, vous savez, j'ai déjà eu l'occasion de laisser entendre que, n'étant pas spécialement, au sens strict du terme, un économiste, regardant peut-être les choses, par là même, avec un peu plus de décontraction que les spécialistes, je suis très, très modeste sur la plus grande vérité en ce domaine ! Excusez-moi, mais, avec ce que j'ai

vu depuis, disons, seulement un quart de siècle, j'ai vu tant de gens assurés au départ, et qui l'étaient moins non seulement à l'arrivée, mais au milieu de course, je suis modeste !
Mais je dis deux choses, en septembre 1983 :
- La première, c'est que nous avons fait un choix, et qu'à moins qu'il apparaisse qu'il est détestable, bien entendu - s'il l'était, je pense qu'ici nous ne sommes pas suicidaires -, la pire des choses c'est, ayant fait un choix, d'hésiter par rapport à ce choix. A ce compte-là, on ne gagnera jamais ! (Applaudissements)
- Et la deuxième, c'est que tout de même - et là encore, sans du tout nourrir d'illusions, faire de triomphalisme… on est loin du compte -, en ce mois de septembre 1983, il y a quelques signes que ce choix n'est pas si mauvais qu'on a pu le dire, qu'il y a quelques résultats. Nous savons tous, tous les risques, nous savons tous qu'il faut être attentifs à ce qui va se passer dans les prochaines semaines, nous savons tous les secteurs fragiles du front, et notamment l'emploi, bien entendu - là-dessus, personne ici n'a rien à apprendre à personne, et notamment aux camarades qui sont, je dirai, très ancrés sur le terrain ! On est payé, si j'ose dire, pour le savoir - mais, tout cela étant dit, comme on l'a indiqué à plusieurs reprises déjà, nous marquons des points, c'est incontestable.
Cela ne se traduit pas encore du tout politiquement, mais de cela, je pense que personne n'est surpris ; il faudra du temps, cela ne se répercute pas le lendemain, vous le pensez bien. Mais nous marquons des points.
Alors, il faut gagner cela, mais il faut le gagner en respectant les exigences politiques au sens le plus global de ce terme, et la principale exigence politique, c'est celle que tel ou tel d'entre nous a eu l'occasion de rappeler il y a quelques mois - mais là encore, on ne faisait pas preuve d'une grande créativité, c'est l'évidence même - c'est de garder le contact, le soutien des principales forces qui nous ont amenés au pouvoir, grâce auxquelles nous gagnerons, sans lesquelles nous perdrons. Cela, c'est clair.
Il faut tenir les deux bouts de la chaîne : les contraintes économiques du moment, pour aborder l'étape suivante. Pour aucun d'entre nous ici - et je n'en ferai le procès à personne -, la politique actuelle n'est une politique fondamentale ; elle est une nécessité du moment pour accéder à un palier d'où nous pourrons faire repartir cette économie et aller - car j'en suis partisan, bien entendu, et je crois que les signataires du texte 1 en sont également - vers une nouvelle phase de croissance. Mais, pour y parvenir, il faut gagner cette bataille dure et, notamment, faire reculer - ce que nous sommes en train de faire - l'inflation, notamment rétablir - ce que, semble-t-il, nous commençons à faire - nos équilibres extérieurs. Il faut faire cela en même temps que nous devons faire en sorte que les couches sociales qui nous sont les plus fidèlement liées n'aient pas le sentiment qu'on leur fait supporter prioritairement l'effort.
Voilà les deux contraintes et ce n'est pas commode. La voie est très étroite, on l'a dit, c'est sur la lame du couteau, et ce sera comme cela encore pendant tout un bout de temps, d'où la nécessité pour nous d'y voir clair, d'où la nécessité pour nous que le Parti, dans cette affaire, joue bien son rôle,
C'est sûr qu'on a un peu tâtonné, tous - je ne crois pas que ce soit très étonnant… en

tout cas, c'est comme cela -, pendant cette période, mais il me semble que, pendant la toute récente période, nous commençons à voir ce rôle, et le Congrès doit contribuer à des décisions qui seront des décisions d'action. On aura réfléchi, discuté - on a jusqu'à la fin octobre - mais après, il va falloir agir, il va falloir être sur le terrain, comme nous avons su l'être quand il s'est agi de conquérir le pouvoir, et comme nous avons moins su l'être depuis que nous sommes au pouvoir, ce bien entendu dans un certain contexte international.

Moi, je veux y venir un petit peu, en revenant à l'appel qu'a lancé, à Lourmarin - appel que nous avons tous bien entendu et compris -, le Premier Secrétaire : un certain réalisme.

La réalité, là, sans dramatiser, c'est que nous assistons, même s'il y a d'autres signes que Lionel Jospin rappelait ce matin, nous assistons ces dernières semaines plutôt à une dégradation de la situation internationale. Il nous faut, je le répète, appliquer notre analyse à cette évolution avec réalisme, c'est-à-dire en nous défaisant peut-être d'un certain nombre d'idées sur lesquelles nous avons vécu, en réagissant contre un certain nombre d'idées toutes faites.

Notre logique dans cette affaire, celle du Président de la République, c'est que nous menons à la fois un combat pour la paix, dans le contexte de cet affrontement Est/Ouest qui continue - cela, c'est une donnée sur laquelle on continue à vivre... cela fait un bout de temps, cela risque de durer encore - et puis dans ce qu'on appelle d'un mot assez vague, mais qui dit maintenant bien ce qu'il veut dire, les rapports Nord/Sud, et qu'il y a l'enchevêtrement des deux.

Mais là, au moment où nous sommes, pour les mois qui viennent et probablement au-delà, donc pour toute une partie de la période que nous allons vivre d'ici le Congrès suivant, l'une des grandes affaires, c'est le rétablissement de l'équilibre en Europe entre les deux blocs qui sont face-à-face, et cela, si nous ne le comprenons pas, alors d'autres le comprennent, et notamment fondent leur politique actuelle, toute leur démarche actuelle - je dis bien, toute leur démarche actuelle - là-dessus : les dirigeants soviétiques !

Alors, il faut aborder cette réalité en face, que voulez-vous que je vous dise ! Il faut constater que, pendant l'été, il y a eu de nouveaux signes du glissement allemand - je le regrette, mais c'est ainsi -, notamment du côté de nos camarades du Parti Social-démocrate ; je comprends que, pour eux, ce ne soit pas commode - ils sont, si j'ose dire, sur le terrain en première ligne - mais enfin, les faits sont ce qu'ils sont. Il est clair qu'il y a une tentation de ce côté-là - et elle risque de grandir dans les semaines qui viennent - d'une demande de délai, et de faire pression du coté occidental pour une demande de délai. Sachons que l'octroi d'un délai par rapport au rétablissement de l'équilibre des forces entre les deux parties de l'Europe serait ressenti par les Soviétiques et par l'opinion en général comme un succès politique et psychologique considérable qui, à partir de là, accélérerait les risques de dérive.

Je ne dis pas que cela va se produire - et nous devons faire en sorte que non - mais nous devons tout de même prendre acte qu'il y a un peu plus de risques de cela qu'il y a quelques mois.

D'autre part, nous devons constater, mes chers camarades, que dans cette affaire, et notamment en raison des attitudes, des déclarations très nettes du Président de la République et de son comportement, de sa conduite des affaires - que, je pense, nous approuvons tous unanimement -, la France est en première ligne, et il est difficile d'imaginer qu'il n'y ait aucun rapport - ce n'est pas comme ça la « main de Moscou », ce n'est pas si simple - entre un certain nombre, disons, de tensions, qui nous sont imposées, que ce soit en Afrique, que ce soit au bord de la Syrie, ou même telle ou telle série d'attentats, et puis ce grand enjeu que nous vivons et qui aura son dénouement, je le pense, à la fin de l'année.
Alors, évidemment, cela pèse lourd. Nous avions déjà la crise, et on ne l'a pas cherchée, mais elle est là, il faut la traiter, la crise internationale. Nous avons maintenant une certaine détérioration dont il ne faut pas exagérer l'importance, mais incontestable, de la situation internationale.
Alors, je le disais tout à l'heure, cela suppose que nous surmontions un certain nombre d'idées sur lesquelles nous avons vécu. J'en vois deux, par exemple, mais il y en a bien d'autres, ce n'est qu'un début de réflexion pour mener la lutte d'idées, et pour la mener contre nos adversaires, contre la droite, contre les forces de droite, sur le plan international. Il faut aussi la mener à l'intérieur de la gauche, c'est-à-dire y voir clair.
Bon ! Qu'est-ce que l’anti-soviétisme primaire ? Je pose la question. Est-il toujours dans notre tête, dès lors que nous prenons quelque écart avec la position fondamentale de l'union soviétique, que notre appartenance à la gauche se trouve d'une certaine façon mise en cause ?
Nous vivons là sous un certain terrorisme idéologique, et je crois qu'il faut être bien clairs à cet égard, car notre comportement à l'intérieur - et je vais y revenir tout à l'heure, notamment par rapport au courant communiste - est une chose, notre analyse de ce qu'est le dernier incident n'est que l'illustration, et je dirais en l'occurrence, peu importe le détail et peu importe comment cela s'est fait, car les deux hypothèses sont très inquiétantes. Qu'il s'agisse d'une directive de la direction suprême politique soviétique, tout le monde comprend que c'est inquiétant, mais si c'est quelque chose qui leur a échappé et qui est venu des militaires, cela ne l'est pas moins, c'est dans ce sens que je le dis, par rapport aux 300 victimes. Dans les deux cas, la signification est d'une extrême variété, mais il faut voir la signification de l’ensemble.
Mais il y a un autre terrain, et je suis bien certain que j'aurai moins d'approbations, mais il faut aussi aborder cet aspect des choses. Je dis un peu brutalement : nous sommes internationalistes, nous ne sommes pas tiers-mondistes. Nous ne sommes pas tiers-mondistes, et il faut enfin procéder à une analyse, là aussi, la plus rigoureuse possible, des mouvements de tous ces pays qu'on appelle « le tiers-monde » - c'est commode d'ailleurs. Ce n'est pas simplement parce que ce « tiers-monde » est très divers. Ils ont été progressistes, et le sont encore, dans la mesure où ils mènent une lutte pour leur indépendance nationale, et ce n'est pas à remettre en cause, c'est-à-dire où ils luttent contre le colonialisme, le semi-colonialistes, les séquelles du colonialisme ; cela, c'est clair et fondamental, bien entendu. Mais, l'étant sur ce

terrain capital, progressistes, il ne le sont pas pour autant sur tous les plans.
Moi, je suis lassé de cette idéalisation de tout ce qui serait par nature les mouvements du tiers-monde. (Applaudissements.) Ils peuvent être progressistes sur ce terrain, et sur d'autres ne pas l'être. La réalité est, comme souvent, complexe et contradictoire, et nous devons procéder autant qu'il est possible à une analyse aussi rationnelle que possible - ce n'est pas commode - et non pas à des jugements de caractère qu'il faut bien appeler - là, ce n'est pas dans le bon sens du mot - tout de même « idéalistes », et qui ne tiennent pas compte des réalités qui sont les unes en face des autres.
Je crois qu'il faudrait peut-être essayer - c'est aussi un sujet combien difficile ! - d'appliquer cette méthode, si nous le pouvons, à ce fameux problème de l'immigration, et notamment tenir compte de ce qu'est la réalité sociale, et en particulier tenir compte des notions de rythme, de progressivité. On n'a pas traité ce problème partout de la même façon, et le moment n'est pas venu de procéder à une analyse d'événements qui sont encore en cours et de grandes conséquences. Mais enfin, on n'a pas eu partout le même comportement.
Aucun de nous, j'imagine - en tous cas à ma connaissance -, aucun socialiste ne met en doute la nécessité pour nous de créer peu à peu les conditions d'une cohabitation avec ces populations immigrées, d'ailleurs très diverses et qui n'ont pas toutes elles-mêmes le même comportement parce qu'elles n'ont pas les mêmes caractéristiques ethniques, religieuses, le même passé, la même vocation, etc…, ni d'ailleurs la même situation sociale, toujours. Mais dans tous les cas, mes chers camarades, cela ne peut pas se faire en un jour, et vous ne pouvez pas dire, surtout dans un contexte de crise, à nos propres partisans, à la gauche française, aux travailleurs français : « C'est comme cela, il n'y a pas de problème, il faut qu'ils votent, ceci et cela… » Si on fait comme çà, au lieu de faciliter le jeu, on compromet tout.
Il y a une nécessité de progressivité. Moi, je sais comment j'ai fait dans mon coin, mais d'autres aussi. Nous avons des rapports avec les associations d'immigrés, les amicales, mais nous leur avons dit - là il faut avoir ce courage politique - : « Il y a des choses qui aujourd'hui ne sont pas possible, car si vous demandez tout, c'est ce gouvernement, dont vous savez bien qu'il est pour vous, qui a créé déjà des conditions meilleures, qui sera mis en cause parce que nous serons en rupture avec les forces sur lesquelle nous nous appuyons. » Et on s'est tourné vers les autres : « Que voulez-vous ? Qu'on les jette à la mer ? »
Donc il faut que nous créions les conditions de la notion de progressivité. Et comprendre qu'il y a toujours un retard de la conscience des gens sur la réalité, sur la réalité économique et politique, c’est une des grandes données. Je m'étonne d'ailleurs toujours que ceux qui traitent du marxisme de haut et en traitant les autres de « marxistes », ignorent qu'il y a quelque chose d'essentiel dans le marxisme : c'est qu'ils traitent toujours le marxisme comme si c'était l'économie alors que cela n'a rien à voir, c'est le rapport dialectique justement entre ce que le marxisme appelle « les infrastructures essentiellement économiques » et tout le reste, et la part qu'il accorde au domaine de la politique, à la conscience des gens, c'est un facteur capital, l'un réagit sur l'autre.

Si nous ne prenons pas cela en compte, nous allons vers des ruptures. Cela s'est passé dans un certain nombre de cas.
Je crois que les mesures prises par le gouvernement et qui ne peuvent avoir d'effets sur le moment que nous vivons, à quelques dizaines de milliers de kilomètres d'ici, correspondent à ce qui est possible et nécessaire au stade actuel. On ira plus loin après. Mais pour aller plus loin, il faut que le gros des forces nous accompagne et que nous ne soyons pas en rupture, que nous soyons en avance.
Tout cela m'amène à dire, mais je ne veux pas trop m'étendre parce que ce Congrès n'est que l'occasion de reprendre - car cela avait déjà été amorcé et puis on l'a laissé - un grand débat sur notre propre culture. Je crois que, contrairement à ce qu'on a dit parfois, Max Gallo ne l'a pas mal introduit, simplement il l'introduit de façon un peu étroite en parlant des intellectuels, et cela va au-delà d'eux. Je crois qu'il nous faut un certain retour à une rationalité, et il a très bien dit qu'il y avait aujourd'hui une grande désorientation - eh bien ! oui - après, d'une part, l'inversion stalinienne qui avait dérouté des millions de gens en Occident, qui s'étaient orientée dans la voie que représentait le marxisme, et puis d'autre part, il faut le dire aussi - mais cela va sûrement faire un peu plus grincer ici - tant pis ! -, le cul-de-sac soixante-huitard. Après ces deux séries de mésaventures, il faut reconstruire.
Moi je pense, et c'est là que nous avons un débat, qu'on avancera en mettant, dans les conditions du moment, un peu plus de rationalité, pas en revenant en arrière, avant l'effort qui a été fait par nos devanciers dans la gauche, pour parvenir à une conscience aussi proche d'une analyse scientifique que possible. Ce sont les réalités sociales et humaines.
Oui, c'est un peu, d'une certaine façon, le débat des deux cultures. Et c'est pourquoi je vais en venir à la fin de mon propos. Je pense qu'au-delà des considérations économiques, qui ont toutes leur importance et sur lesquelles je persiste à penser qu'il y a une partie de débat un peu casuistique - non pas qu'il n'y ait pas des désaccords, mais un peu casuistique -, qu'on devrait réduire la réalité du débat d'ici demain.
Au-delà de çà, il y a toute une série de questions qui sont entre nous. J'ai entendu, et je m'en excuse auprès de lui, auprès de Richard, j'ai entendu seulement sa conclusion - parce que j'avais une obligation à l'extérieur -où il a un peu assumé d'une certaine façon la réalité dans l'affaire de la deuxième gauche - « deuxième », d'ailleurs, n'ayant rien de méchant par rapport à la première. Il n'y a pas de Première gauche, il y a la gauche, je dirai, profonde. Mais il est vrai d'ailleurs que ce n'est pas nous qui l'avons inventée, il y a un livre qui dit cela, qui est paru il y a quelque temps, qui est passionnant et qui m'a paru tout à fait juste, dont je partage l'analyse, sinon tous les points de vue.
La deuxième gauche, eh bien oui, pourquoi nier ce qui est, on s'en aperçoit tous les jours, pas seulement sur le terrain économique, mais justement sur des questions que je viens d'évoquer à l'instant. Donc il y a là deux choses, et si je dis « deuxième gauche », c'est bien parce que je considère qu'elle est dans la gauche, c'est clair.
Mais je suis de ceux qui pensent qu'il ne serait pas bon qu'elle soit toute la gauche, ni même, soyons très clairs, prépondérante dans la gauche.

Voilà le débat, il faut débattre de cela, mais tous ensemble, dans la salle.
Là je dis : Richard a à peu près dit les choses comme je peux les ressentir. Je n'ai pas le droit ici de demander à tel ou tel pourquoi tout d'un coup il se sent en froid avec cette deuxième gauche. Quand même, vous m'accorderez que cela nous pose un certain nombre de questions. Mais, après tout, si nos idées progressent tellement, nous ne pouvons que nous en réjouir.
Simplement, ayant un peu de pratique, nous sommes un peu exigeants, et pas seulement pas rapport aux textes qui sont là, mais on lit d'autres choses, on écoute d'autres choses, il en a été citées tout à l'heure excellemment, je ne veux pas y revenir, mais on pourrait en citer d'autres encore, où je voyais cette semaine quelqu'un, qui n'est quand même pas sans rapport aucun avec le Parti Socialiste, en tous cas le courant socialiste, qualifier notre projet d'obsolète, où l'on voit aussi remise en cause pour la Nème fois - mais vraiment, c'est périodique, saisonnier - la stratégie d'union de la gauche.
Alors, je répète, naturellement... Vous me direz : « Mais le texte ?... » Bon, très bien ! Mais enfin, nous discutons en fonction des données politiques sur lesquelles nous vivons, pas seulement des papiers qui circulent ici, sinon je dirais franchement, et sans vouloir être blessant, les cartes serait un peu biseautées Donc il faut parler de tout cela.
La stratégie, c'est capital, et notamment le caractère fondamental, vrai, d'union de la gauche.
Le rôle de l'Etat ? Je ne sais s'il y a beaucoup de membres du gouvernement dans la salle. Dans plusieurs cas, j'ai eu le sentiment qu'une certaine analyse présidait à telle ou telle décision, qui sous-estimait ce fait que nous avons maintenant le contrôle de l'appareil central de l'Etat, et que ce n'est peut-être pas à ce moment-là qu'il faut pousser des décisions qui en affaiblissent la capacité d'intervention.
Ce qui est vrai, c'est que nous ne réussirons pas si en même temps l'appareil central de l'Etat ne joue pas tout son rôle. Quand même, ne soyons pas naïfs au point de l'affaiblir au moment où, pour la première fois, nous en avons le contrôle. C’est qu'en même temps, il y a l'intervention, comme on dit, d'en bas, des forces populaires. Mais il y a la dialectique entre les deux. Les forces populaires peuvent dire que l'appareil d'Etat ne pèse pas de tout son poids dans le sens qu'elles ont voulu. Il y a rapport entre les deux.
Quand on dit : « Il faut déconcentrer », très bien ! Mais servons-nous des instruments que nous avons aujourd'hui, et faisons progresser à notre rythme une déconcentration qui risque d'être parfois pour nous dépossession.
Là, il faut surtout être très clairs. Voilà des éléments de débat. Cela veut dire qu'il y a à discuter. Je suis d'accord pour qu'il y ait la plus large discussion possible, je suis tout à fait hostile - je pense qu'on me croit - à quoi que ce soit qui imposerait à qui que ce soit le silence. Et je ne le dis pas seulement pour moi, c'est vrai de temps à autre pour moi, mais je le dis pour les autres, je préfère quelques débordements – naturellement, il faut rester dans certaines normes - de la parole à des silences qui recouvrent je ne sais trop qui, qui sont d’ailleurs parfois la bonne conscience de ceux

qui n'ont pas grand chose à dire. Il faut dire ce qu'on a à dire, et en tous cas, si c'est le Congrès, c'est le moment, mais il faut le dire.
Si on ne le dit pas, aussi on le dit à moitié, au tiers, au dixième, les militants sont frustrés de leur capacité à intervenir dans la discussion et puis, il faut le dire, sur la conception du parti et par référence à ce que nous avons vécu, et comme je parle depuis longtemps, je vais seulement évoquer quelques points, mais en disant que peut-être dans la suite de nos travaux, pas seulement en assemblée plénière, mais en Commission des résolutions, s'il m'arrive d'y participer, nous reviendrons dessus.
Ce que nous avons vécu, mes chers camarades, il y a six mois tout juste, au moment des municipales, étant placé où je suis avec les responsabilités que vous m'avez confiées, je l'ai vécu d'assez près. Bon, j'ai quelque mémoire moi, je n'ai pas oublié. Ce n'est pas possible qu'on fasse le congrès sur les problèmes du Parti comme si, à l'époque, il ne s'était rien passé, parce que si on fait comme s'il ne s'était rien passé, cela veut dire qu'on est prêt à recommencer.. Excusez-moi, je suis simple, mais c'est comme ça ! (Applaudissements)
Alors, il faut s'expliquer là-dessus, et comme cela a des incidences sur la vie d'un certain nombre de fédérations, je crois que ce n'est pas la peine de se perdre dans des débats théoriques, la conclusion de notre réflexion commune se traduira au niveau de l'organisation d'un certain nombre de fédérations qui ont été le théâtre de ces épreuves douloureuses, sinon, qu'est-ce qu'on fait ici ?
Mais je crois que cela se passera en effet comme cela et que cela nous donnera la possibilité de créer, de construire plus fortement ce dont nous avons besoin, j'y reviendrai sans doute dans le cours de nos débats là ou là-bas, un vrai parti d'action. Merci.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Gérard Delfau, ensuite à Pierre Joxe.

Gérard Delfau

Chers camarades, recherche de la synthèse et nécessité du débat, tel est le dilemme dans lequel nous sommes, et d'ailleurs, de cette contradiction naît certainement la richesse du Congrès.
Je voudrais donc apporter à mon tour quelques réflexions sur cette synthèse que chacun dit nécessaire, et ensuite réaffirmer ce qui paraît peut-être un peu oublié : la nécessité, à l'occasion de ce Congrès, de renforcer l'identité et le rôle du Parti.
La synthèse, d'abord : j'ai constaté avec intérêt qu'une majorité de nos camarades du courant C, une majorité m'a t-il semblé à partir du moins de ces éléments du Bureau exécutif, souhaitait parvenir dès aujourd'hui à un accord avec le texte présenté par Lionel Jospin. Je l'ai constaté avec intérêt, parce que je crois que cela va dans le sens de l'aspiration des socialistes au rassemblement et au soutien sans faille du Parti. Encore faudra t-il parler, mes camarades, encore faudra t-il, lors de la Commission des résolutions, reprendre les uns après les autres les thèmes qui ont été ici et là

évoqués. Pour ne prendre qu'un exemple, quand j'entends Michel de la Fournière opposer à la notion de reconquête du marché intérieur celle de reconquête des parts de marché, je ne peux pas ne pas lui dire qu'avec un peu de glissement et si nous ne nous expliquons pas ensemble, on pourrait retrouver derrière cette formulation la politique des créneaux chère à un ancien Premier Ministre d'un ancien septennat.
Il faudra donc s'expliquer, de même qu'il faudra s'expliquer sur le fonctionnement du Parti, sur la conception du Parti et non pas seulement à partir des textes, mais comme le disait, et je l'avais noté moi aussi, Jean Poperen, à partir du vécu de ces deux dernières années.
Je me réjouis par ailleurs qu'un texte commun ait été élaboré avec les amis de Pierre Mauroy, qui se trouve être par ailleurs Premier Ministre. Je m'en suis réjouis d'abord parce que je n'ai pas interprété ce que j'ai lu dans la presse, l'appréciation que le Congrès de Metz aurait été une erreur collective, comme beaucoup de mes camarades ; j'ai tout simplement compris que les camarades de ce courant reconnaissaient de façon sympathique qu'ils avaient fait collectivement une erreur en 1979 et qu'ils entendaient maintenant la réparer.
Je me suis réjouis de cette élaboration commune, surtout parce que je crois que si le Congrès de Metz à posé les bases du 10 mai, il ne faudrait pas oublier le Congrès fondateur que fut le Congrès d'Epinay, et je pense profondément que tous ceux qui se rassemblèrent alors autour de François Mitterrand ont vocation sans exclusive aucune, mais ont vocation à se rassembler, et c'est pour cette raison que j'ai écouté, je dois dire, avec une certaine tristesse, la présentation volontairement simpliste - on voyait d'ailleurs, on devinait sans peine la raison - des thèses de nos camarades du C.E.R.E.S. présentées par Didier Motchane, comme si accuser les clivages, accuser ce qui nous sépare, était l'objectif essentiel de cette intervention.
Je le regrette et je le dis franchement, parce que je crois qu'aujourd'hui, au prix d'une discussion sans concession entre nous, il y avait, et il y a peut-être encore, possibilité d'une synthèse entre chacune de nos sensibilités.
Synthèse donc, mais pas à n'importe quelle condition. Je voudrais seulement en aborder deux. Je n'ai pas la fraîcheur d'esprit de Jean Le Garrec, je l'avoue, quand il nous a annoncé ce matin que l'accord sur les textes s'était fait sans appréciation aucune de ce que cela pouvait recouper comme rapport de forces.
Pour moi, l'accord sur les textes, c'est-à-dire sur la ligne politique, c'est l'essentiel, encore faut-il être sûr que cet accord de ce Comité directeur aura sa traduction fidèle dans les fédérations, et pour être précis dans la composition des différentes instances.
Pourquoi ?
D'abord, parce que nul ne veut faire de marché de dupes, mais ensuite pour une raison plus fondamentale, c'est que le choix des camarades chargés d'appliquer la motion de Congrès ne peut être dissocié de l'orientation politique. Tout ce que nous avons vécu depuis Epinay nous a montré l'importance de cette démarche indissoluble.
Ma deuxième préoccupation, c'est d'éviter que le soutien au gouvernement que je crois indispensable, que je crois sans faille, ne conduise certains à sous-estimer le rôle propre du Parti.

Faut-il rappeler cette évidence ? Le Parti existait avant le 10 mai et le septennat ne borne pas son horizon. Le Congrès de Bourg doit être celui d'une relance de l'action militante et de son adaptation aux données nouvelles de la situation.
La reconquête de l'opinion publique à laquelle le Premier Secrétaire nous convie, c'est d'abord la remobilisation de notre base militante qui hésite parce qu'elle est perméable au climat de cette rentrée, d'où l'idée que je soumets à ce Comité directeur que la motion 1 comporte un certain nombre de propositions concrètes d'action pour le Parti à débattre à l'occasion du prochain Congrès. Il n'y en aurait pas 41, il n'y en aurait pas 240, il y aurait simplement quelques propositions dont chaque militant du Parti pourrait se saisir et qui en soi pourrait faire progresser la mobilisation de tous.
Je voudrais simplement, sans dresser de catalogue, donner deux ou trois orientations : d'abord, il me semble que des deux années qui viennent de se passer, nous devons préserver un acquis, celui de l'idée d'ouverture que nous avons mise collectivement en oeuvre, à l'occasion des rencontre des acteurs du changement : savoir sortir de nos propres débats à certains moments, savoir aller parler à l'opinion publique, s'adresser aux cadres du pays, bref savoir être ouverts sur un monde qui change, savoir donc ne pas être frileux, savoir apprécier la réalité en parlant avec ceux qui ne sont pas tout à fait ou forcément de notre Parti.
Renforcer, d'autre part, c'est la deuxième idée bien banale, mais bien nécessaire, l'implantation du Parti dans le monde du travail et de la jeunesse et adapter ce renforcement aux nouvelles réalités jusque, et y compris, à nos nouvelles responsabilités gouvernementales, je n'ose pas dire aux nouveaux moyens que nous avons parce que nous sommes aussi par ailleurs au gouvernement.
Et je voudrais enfin que le Parti se saisisse d'une réalité qui est là, sous ses yeux et dont il ne parle guère : dans un article de « L'Unité », cette semaine, je remarque que Raymond Barre et François Léotard, tous deux, affirment la déroute intellectuelle de la gauche, tous deux prétendent à l'hégémonie culturelle de la droite, et je demande au Comité directeur, et je demande aux militants qui s'engagent dans ce Congrès de relever le défi. Si nous ne répondons pas en profondeur à l'offensive qui, depuis une dizaine d'années, mine jour après jour les thèmes qui sous-tendent l'idéal de la gauche, alors nous aurons ensuite beaucoup de mal à ne pas être emportés quand viendront les grandes échéances.
Voilà quelques idées que je voulais lancer. Synthèse donc, il la faut, elle est souhaitable, elle est possible dès ce Comité directeur, mais elle ne peut se faire à n'importe quel prix. Dépasser le moment, c'est indispensable, mais, troisième idée toute simple, une gauche, deux gauches, trois gauches, quatre gauches, très bien, mais attention, camarades, par ailleurs, alerte à la droite ! (Applaudissements)

Le Président - Pierre Joxe, ensuite Christiane Mora.

Pierre Joxe

Chers camarades, puisque nous sommes dans un Comité directeur qui a une fonction

précise importante et limitée, je m'en tiendrai à l'objet strict du Comité directeur, c'est-à-dire les conditions dans lesquelles le Comité directeur peut proposer aux militants du Parti, soit un ou plusieurs textes de synthèse, soit au contraire de voter dans leur section sur les textes qui ont été présentés devant ce Comité directeur, c'est le seul objet de ce Comité.
Trois textes ont été déposés, et seulement trois, il peut en sortir un, deux ou trois, j'imagine mal qu'il puisse en sortir davantage et les sections du Parti peuvent être amenées à se déterminer, soit sur un de ces trois textes, soit sur un ou plusieurs textes qui synthétiseraient une partie des propositions, des orientations proposées par les uns ou par les autres.
Le problème qui se pose donc est : entre les textes qui nous sont proposés, qu'y a-t-il d'inconciliable ou qu'y a t-il de conciliable ?
Je commencerai par observer que le débat qui a commencé ce matin me donne l'impression que certains veulent en découdre, et que d'autres voudraient recoudre. Moi, je suis parmi les seconds plutôt pour des raisons de convictions politiques personnelles et pour des raisons de politique nationale. Je pense en effet que nous avons tout à gagner à rassembler sur un ensemble d'idées claires le Parti Socialiste dès aujourd'hui, surtout si tout le monde a l'air de penser que ce sera possible à la fin du mois prochain.
Mais face à ces trois textes, dont un est lui-même une synthèse plus large, ces discussions sont un phénomène général dans tous les courants.
Sur les discussions qui ont eu lieu dans le courant A, pour l'élaboration de la contribution, grâce à l'imparfaite étanchéité de nos discussions, vous avez pu en suivre des comptes-rendus plus ou moins exacts dans les journaux. Ils n'étaient pas entièrement inexacts.
Sur les discussions entre courants A et B, qui ont été assez faciles, parce qu'effectivement, en ce qui concerne les textes, il n'y avait pas de caractère inconciliable entre les textes, et que je partage l'analyse de Delfau selon laquelle reconnaître pour certains de nos camarades que leur attitude à Metz avait été une grossière erreur collective est un signe de lucidité un peu tardif, mais très explicite. La discussion n'a pas été très difficile, elle a eu lieu hier en quelques heures.
Dans le courant E, nous savons tous que les discussions ont été - nous pouvons supposer qu'elles existent encore - vives. Une déclaration a même été faite par certains responsables du courant E et cela me paraît tout à fait normal. Comme Président du groupe parlementaire depuis deux ans, j'ai pu constater à quel point des débats politiques très importants pouvaient diviser des Socialistes parfois en passant à l'intérieur des clivages de courants.
Quant au courant C, chacun sait que soit il s'est divisé, soit il s'est subdivisé. C'est une chose que nous éclaircirons peut-être un jour, mais là-dessus Poperen et Delfau se sont exprimés assez clairement. Ce que je constate, c'est que le courant C, après s'être subdivisé, une partie est peut-être devenue une rivière souterraine, un courant souterrain, cela existe, mais une autre partie, incarnée par Richard avec d'autres amis qui ont déposé un texte, a exprimé ce matin de façon très limpide un certain nombre

de propositions avec lesquelles on peut ne pas être d'accord. Pour ma part, j'ai été d'accord avec cette analyse, qui a le mérite d'être expliquée, formulée avec une grande clarté, je dirai même avec une grande honnêteté, de proposer un certain nombre d'orientations qui ne sont pas d'ailleurs nouvelles dans la tradition de la gauche française. On sait à qui on a affaire, à quoi on a affaire, et la seule chose que je n'ai pas bien comprise, c'est si Richard, qui parlait au nom d'un groupe de camarades, souhaitait un rapprochement dès aujourd'hui ou non. J'ai l'impression que ce n'était pas son souci principal. C'est sans doute à la Commission des résolutions que cela pourra s'approfondir.

Je consacrerai plutôt mes réflexions à la possibilité de synthèse avec le courant E, avec le C.E.R.E.S., comme on dit, non pas pour écarter les propositions de Richard. Richard, je le connais comme parlementaire, et uniquement comme parlementaire, depuis des années, et j'ai pu constater dans la vie politique que nous menons, surtout depuis deux ans à l'Assemblée, qu'il était capable de défendre des idées et d'arriver à trouver des terrains de conciliation, mais son propos de ce matin et le fait que ce texte n'ait pas été distribué - il n'a pas été diffusé, s'il existe ? Je parle du texte de Richard - ne me permet pas d'avoir des idées arrêtées aussi claires qu'en ce qui concerne le texte du courant E.

Avant de vous dire pourquoi je pense, après une lecture attentive du texte des camarades du C.E.R.E.S., que je ne vois pas beaucoup d'obstacles à une synthèse dès aujourd'hui, et que j'y vois beaucoup d'avantages, je voudrais vous faire quelques observations préliminaires concernant ce thème de l'autre politique.

« Le Monde » d'aujourd'hui, toujours bien informé, nous apprend que les débats du Comité directeur touchent à la politique économique, et dans un encadré minutieusement élaboré, il explique l'autre politique proposée par le C.E.R.E.S.

Ce thème de l'autre politique, réfléchissons-y cinq minutes.

Mendès France, que tout le monde aujourd'hui, en tout cas à gauche, admire, avait titré un de ses ouvrages : « Gouverner, c'est choisir ». Si gouverner, c'est choisir, cela veut forcément dire choisir entre plusieurs politiques, à tout moment, pour tout gouvernement, dans toute circonstance. Plusieurs politiques sont possibles. Même lorsqu'une politique a été choisie, plusieurs moyens sont possibles pour cette politique. C'est une telle évidence que je regrette de le dire, mais je pense qu'il vaut mieux éviter le terrorisme qui consiste à considérer comme de faux frères, des traîtres en puissance ou même des irresponsables, ceux qui évoquent, même indirectement, l'idée qu'il peut y avoir une autre politique, ou l'idée qu'on peut poursuivre la même politique avec des infléchissements, ou l'idée qu'on peut poursuivre la même politique éventuellement infléchie avec d'autres moyens.

Nous, nous soutenons depuis deux ans un gouvernement, le même gouvernement à quelques modifications près. Il a infléchi sa politique dans certains domaines importants, et nous l'avons soutenu. Il a infléchi sa politique dans l'attitude qui a consisté un moment à distribuer le pouvoir d'achat dans des conditions justifiées, ensuite à mener une politique de lutte contre l'inflation qui s'est appelée rigueur, qui était un infléchissement important, et nous l'avons soutenu.

Il a changé de moyens à plusieurs reprises et nous l'avons aidé. Il y a eu un moment où la politique de contrôle des prix n'était pas seulement refusée par le gouvernement, elle était récusée à l'avance et ceux qui la préconisaient étaient montrés du doigt. Et puis, la politique de contrôle des prix a été mise en place - à mon avis, avec retard, mais elle a été mise en place – et a eu les résultats que nous en avions espérés.
La politique d'importation a été mise en place pendant un moment. Ceux qui en parlaient étaient montrés du doigt, on les traitait de protectionnistes, de nationalistes.
Pourquoi est-ce que nous n'en parlons plus ? C'est parce qu'elle est mise en place, c'est une bonne chose, elle obtient de bons résultats.
Le gouvernement a changé les moyens de sa politique. Il a eu raison. A un moment, nous avons pratiqué les embauches massives dans le fonction publique, et nous avons changé. A un moment, nous avons mené une politique à l'égard de l'immigration avec les lois Autin, et nous sommes en train de changer. Qu'on ne dise pas que la politique, la seule possible, est celle qui ne changera jamais, qui ne sera jamais infléchie, qui ne changera jamais de moyens. Gouverner, c'est choisir à tout moment ce qui semble à la fois possible et souhaitable pour atteindre les objectifs politiques à moyen terme que l'on s'est fixés, en utilisant des moyens parfois contradictoires. C'est cela, gouverner. Ce n'est pas de dire : « C'est cela, nous sommes sur des positions, nous n'en changerons jamais. »
Alors, de grâce, que l'on ne retombe plus dans ce terrorisme consistant à dire : ce qui est fait, c'est la seule chose à faire. Je puis vous dire que, depuis deux ans, si nous faisions le catalogue des domaines dans lesquels nous avons été amenés à infléchir nos moyens d'action politique, il serait long et enrichissant à analyser.
Par conséquent, il est normal que la discussion ait lieu à tout moment dans le Parti sur la politique que nous menons, mais il ne serait pas normal, quelqu'un le disait tout à l'heure avant moi, que cette discussion sur la politique, sur ses moyens, etc, devienne... comment dire ? Une mise en cause du gouvernement qui, lui, en vérité, et le plus souvent lui seul, a le choix des instruments de politique économique, surtout quand ce sont des instruments de politique économique de longue durée. C'est un équilibre difficile à trouver, cela a souvent été évoqué. Comment ne pas être un Parti « godillot », et pas un parti de rebelles ? Comment est-ce que les élus doivent soutenir ? C'est tout en nuances, tout cela, et plusieurs épisodes, depuis ces deux dernières années, nous ont montré que ces nuances étaient parfois difficiles à maintenir.
Mais le Congrès ne doit pas être, ne peut pas être un moment particulier dans la discussion, ni des moyens de la politique, ni même des infléchissements à court terme de la politique suivie. Ce serait tout à fait miraculeux si le calendrier des congrès correspondait avec le calendrier des grands choix politiques économiques. Les grands choix politiques économiques ont été provoqués par des changements dans l'opinion publique par des événements de politique intérieure, par des élections, par des phénomènes de politique économique internationale, par des effets de spéculation monétaire. Si l'on voulait que le Parti intervienne directement dans la définition et dans la conduite de la politique économique du pays, il faudrait que le Parti s'organise pour faire à chaud, chaque fois que cela lui parait nécessaire, des congrès ou des

conventions extraordinaires ou que le Comité directeur décide de se saisir tous les mois ou occasionnellement à chaque crise des grands choix de la politique. Si nous ne l'avons pas fait à chaud, si nous ne l'avons pas fait au lendemain des élections municipales, si nous ne l'avons pas fait au lendemain des grandes difficultés monétaires, par quel hasard est-ce que la date prévue longtemps à l'avance d'un congrès serait celle où nous pourrions tout à coup choisir des instruments de politique économique qui ne peuvent être que conjoncturels et dont certains d'entre eux, pour être efficaces, doivent être utilisés après avoir été préparés dans le secret, doivent être utilisés en saisissant l'effet de surprise, doivent être utilisés en ayant été préparés par des négociations dont les unes ont tout intérêt à être inconnues, et les autres, au contraire, à être mises sur la place publique, dont certaines négociations doivent être rapides et brûlantes, d'autres, au contraire, peuvent s'étaler sur des mois pour prendre à témoin l'opinion.

C'est la raison pour laquelle je pense que les camarades du C.E.R.E.S. commettent une erreur en proposant un texte de congrès qui, dans une grande mesure, prévoit un certain nombre d'instruments de politique économique sur lesquels on peut être d'accord, et souvent je suis d'accord avec leurs propositions, ou en désaccord avec certaines d'entre elles, mais qui, en réalité, n'ont pas leur place dans un texte de congrès et que si l'on prenait l'orientation politique du texte du C.E.R.E.S. et que l'on en supprimait un certain nombre d'éléments qui sont, d'une part, les appréciations sur la politique menée jusqu'à présent, d'autre part, des propositions à mon avis exagérément précises et exagérément opérationnelles, sur la conduite de la politique économique, il serait vraiment difficile de trouver pourquoi un accord ne pourrait pas intervenir dès aujourd'hui. Sur les quarante-et-unes propositions qui figurent en annexe, mais quelle annexe, à la motion du C.E.R.E.S., les trois premières me paraissent relever particulièrement de la critique que je faisais pour commencer, indépendamment du fait qu'on peut être d'accord ou en désaccord, je suis d'accord avec la première, plutôt d'accord avec la seconde, et tout à fait d'accord avec la troisième, à condition qu'on n'en parle pas dans un texte de congrès. Sur les centaines de milliards que représente le commerce extérieur de la France, nous avons à gagner quelques dizaines de milliards. Ce n'est pas être protectionniste que de dire à tout prix, d'autres ne s'en privent pas, nous devons maintenir, diminuer résorber, supprimer et même inverser le solde de notre commerce extérieur, inverser c'est-à-dire lui donner un signe positif.

Sur 7 ou 800 milliards, ces quelques milliards, nous devons les obtenir à tout prix, et celui qui les obtiendra, ce ne sera pas un protectionniste, ce sera un grand serviteur de la France.

Mais définir dans une motion de congrès des instruments aussi précis qui relèvent d'actions presque administratives, c'est inadapté.

En revanche, les propositions 4 à 6, sur la politique industrielle, 8 à 12 sur le financement, 13 à 15, 16 à 20 sur l'inflation, 21 à 26 sur les prélèvements fiscaux et sociaux, sous réserve de quelques inflexions de discussions que nous avons eues entre nous dans le courant A, qui me fera croire qu'elles ne peuvent pas se résoudre dans

une discussion qui aurait lieu ici ou dans une commission plus restreinte ?
Sur les lois Auroux, sur l'éducation nationale, les propositions suivantes, sur la communication et la culture, sur la politique étrangère, sur tout le reste, moi, je ne vois pas où sont les points de clivage.
En revanche, il est vrai qu'il y a des propositions d'ordre administratif pures. C'est la proposition n° 7, qui n'a rien à avoir avec une motion de congrès. Si on peut la juger bonne ou d'autres mauvaise, on peut juger qu'elle n'est pas à sa place dans une motion de congrès.
« Le Monde », qui décrit l'autre politique qui sortirait de cette motion, extrait certaines dispositions qui figurent dans les propositions 4 à 6 sur la politique industrielle, 8 à 12 sur les problèmes de financement de l'industrie, et 21 à 26 sur les prélèvements fiscaux et sociaux, mais ce sont des discussions que nous avons tout le temps entre nous et qui sont au gouvernement tout le temps et que nous avons eues ces derniers temps. Elles ne justifient pas un grand clivage, un de ces grands clivages qui se manifestent dans un congrès où il y a une majorité et une minorité qui se manifestent. Dans la direction d'un parti, il y a ceux qui vont dans une direction et ceux qui vont dans l'autre ; elles manifestent, ces discussions, des nuances normales entre les Socialistes qui, pour aller dans une direction qui n'est contestée par personne, doivent avoir des différences d'appréciation sur certains moyens, à certains moments.
Voilà pourquoi, et je m'en tiendrai là, je considère que la discussion de ce matin, et surtout les exposés de Motchane et de Richard, à mes yeux, laissent penser que les positions développées par Richard que, pour ma part, je respecte par l'honnête de leurs exposés et par la qualité de ce que nous avons entendu, ces exposés de ce matin correspondent à de vraies différences qui n'ont rien de dramatique. L'expérience du travail en commun avec Richard me permet de le dire. C'est une vérité, d'une part et, d'autre part, les fausses divergences qui existent sur beaucoup de points avec le C.E.R.E.S. peuvent être résolues dès aujourd'hui. Quant aux vraies divergences, d'autres en parleront peut être mieux que moi, Matouk l'a fait, je crois que Christian Goux veut le faire, sur les moyens monétaires.
S'il n'y a pas d'accord sur les moyens de la politique monétaire que présente le C.E.R.E.S., que le Comité directeur en discute dès aujourd'hui.
Est-ce que l'accord sur tant de points justifie la rupture pour un désaccord sur si peu de points ? Je pense que non, d'autant moins que pour ma part, dans ceux des éléments que je n'approuve pas, je ne trouve rien qui soit véritablement un élément pour un texte de Congrès. Ce sont des objets de débat, croyez-moi, que nous aurons entre nous, courants ou pas courants, que nous aurons dans nos propres têtes au cours des mois et des années qui viennent. Ils méritent qu'on en discute, pas seulement aujourd'hui et demain, pas seulement au Congrès, mais tout le temps. Ils ne méritent pas que là-dessus un clivage politique s'établisse alors que depuis des années et des années, le but du Congrès, depuis que cela existe des Comités directeurs de synthèse, c'est de chercher des points de rassemblement et non pas des points de clivage.
(Applaudissements)

Le Président - Christiane Mora, ensuite Georges Sarre.

Christiane Mora

Mes chers camarades, je pense qu'il y aura vraisemblablement un débat dans le Parti, je veux dire dans les sections, parce qu'ici, au Comité directeur, nous débattons beaucoup, mais notre problème avant le Congrès, c'est de savoir si nos militants pourront discuter d'orientations. Ce n'est pas sûr, puisque la Commission des résolutions ne s'est pas réunie. Je dis que c'est vraisemblable, et cela me paraît souhaitable.

Je voudrais en deux mots, même si c'est un peu caricatural, faire justice d'une idée que j'ai vu reparaître dans des propos de camarades, soit dans la presse, soit aujourd'hui, et qui me parait vraiment curieuse. J'ai entendu et lu à plusieurs reprises qu'il est meilleur pour notre parti, parce que nous sommes au pouvoir, qu'il n'y ait pas trop de débats. Je crois même l'avoir entendu, à mon grand étonnement, je le dis, dans la bouche de Pierre Joxe il y a quelques instants.

Alors écoutez, là-dessus, je crois que depuis des années, tout ce que nous avons fait dans la période 1971-1981 montre que si l'opinion rigole un peu parfois des débats entre les Socialistes, dans les faits, les adhésions à notre Parti, nos conquêtes électorales et nos succès ainsi que les enquêtes que nous avons faites dans le passé montrent qu'incontestablement, cette démocratie de notre Parti plait à l'opinion.

Il n'y a pas de raison pour que cela ait changé, il n'y a surtout pas de raison pour que nous le changions.

Alors il faudrait peut-être faire un petit peu justice de cela, à la fois dans l'intérêt de notre Parti et aussi par rapport à l'image du Parti dans l'opinion.

De plus, si un certain oecuménisme surgissait tout à coup de nos rangs, alors que, mes chers camarades, depuis le printemps, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on n'a pas offert une image tellement oecuménique à l'opinion, des gens qui sont loin d'être des imbéciles se demanderaient subitement ce qui s'est passé. Et vous savez, avoir l'air comme cela de resserrer les rangs subitement en cachant des divergences qui ne nous empêchent pas de vivre ensemble, à mon avis cela fera se poser beaucoup plus de questions que l'inverse.

On parlait ce matin, du contexte du Congrès. J'ai noté cela dans deux interventions. Il ne faut quand même pas se faire trop d'illusions, le contexte aujourd'hui, 10 septembre, peut apparaître à beaucoup comme un peu meilleur, mais peut-être parce que je vis dans une circonscription rurale, moi je serais beaucoup moins optimiste que vous tous et je me garderais bien de dire que le contexte fin octobre, quand se tiendra le Congrès, sera le même que celui que vous semblez apprécier aujourd'hui.

Il y a donc des avantages à la clarté.

Un point m'a étonnée. J'ai entendu dans toutes les interventions de ce matin, y compris celles de de la Fournière, de Richard, etc…, parler du soutien au gouvernement comme d'un point qui peut faciliter la synthèse. C'est ce que j'ai noté à

plusieurs reprises. Alors je vais peut-être paraître un peu « gauchiste », une fois n'est pas coutume, mais moi, vraiment, cela me parait extrêmement étonnant. Est-ce que par hasard le fait que nous soutenions le gouvernement doit servir de critère pour nous inciter à faire ou non aujourd'hui la synthèse au Comité directeur ? La clarté par rapport à la politique du gouvernement, c'est nécessaire, mais ce n'est quand même pas le seul critère pour la conduite du Parti pendant deux ans.
Il me semble que la clarté par rapport à nous-mêmes, c'est plus important, ne serait-ce que parce que nos problèmes ne seront pas forcément toujours les mêmes que ceux du gouvernement pendant les deux ans à venir. Si les bons résultats que la politique gouvernementale enregistre continuent, nous recommencerons à avoir nos propres problèmes de Parti pendant que le gouvernement en aura moins, et cela, il ne faut pas se le dissimuler.
Alors, au moment où le Président de la République nous incite à réapprendre l'histoire, du moins comme il faut, il ne faudrait quand même pas faire ici comme si nous n'avions pas de mémoire. Ce Parti Socialiste n'est peut-être pas très vieux, mais il a quand même bientôt douze ans. Il y a eu un certain nombre de congrès et de débats, et si je suis bien d'accord avec ceux qui ont dit qu'il ne faut pas camoufler les vrais problèmes, il ne faudrait surtout pas que tout ce que nous avons fait, dit, et excusez-moi, voté depuis une dizaine d'années soit passé par pertes et profits.
Le Comité directeur ne peut pas être la vierge perpétuelle qui oublie qu'elle a eu quelques aventures dans les années ou les mois précédents. C'est le festival littéraire de ce matin qui a un petit peu déteint sur moi...
En écoutant les camarades porte-parole de l'ancien courant E, du C.E.R.E.S., si on veut, je me disais que tout de même on ne peut pas à la fois avoir l'attitude qu'ils ont eue pendant ces deux ans à la direction du Parti, une attitude de perpétuelle hésitation entre des propos d'une violence critique très grande, et ils en avaient le droit comme n'importe qui dans le Parti Socialiste, et en même temps à d'autres moments garder un silence approbateur. Or, je retrouve cela dans la période actuelle.
Je n'ai pas lu toute la revue « Enjeux », parce que j'avoue humblement que je n'ai pas de goût pour ce genre de lecture, pas parce que c'est « Enjeux », mais parce que ce genre de revue, c'est trop lourd, je n'ai pas envie de lire cela jusqu'au bout. J'avoue ma carence intellectuelle. Mais j'en ai lu les principaux extraits, j'ai quand même écouté le camarade Chevènement à la Convention que nous avons eue au mois de mai, j'écoute toutes les semaines, pour mon plus grand plaisir, je le dis sans ironie, notre camarade Motchane à la direction du Parti, parfois Sarre, plus rarement que d'autres, et je dois dire qu'on ne peut pas tenir publiquement surtout le genre de propos qui ont été compris par l'opinion publique en effet comme une attitude qui consiste à ne pas croire à la politique du gouvernement, on ne peut pas faire cela et puis en même temps laisser croire ou ne pas contester quand d'autres laissent croire que, mon Dieu, il n'y a pas de différence. Je n'en dirai pas plus. Mais c'est vrai aussi pour la politique internationale.
Ce n'est pas si vieux, j'étais en vacances du 1er au 15 août, pendant le Tchad ; j'ai quand même entendu parler Jean-Pierre Chevènement, je crois - qu'il m'excuse si ce

n'est pas lui - et aussi d'autres leaders d'autres partis politiques, et il y a eu une controverse sur ce point, mais cela voulait bien dire que la politique dans laquelle le gouvernement s'engageait au Tchad, ce n'était pas cela. Ceci pour retourner vers des guerres néo-colonialistes ou je ne sais quoi.
J'allais dire, de l'autre côté, qu'il me pardonne, quand j'entends Alain Richard et Michel de la Fournière, devenus ce que moi je ne croirai jamais parce que je les connais depuis beaucoup trop longtemps, ce qui ne nous rajeunit pas, non pas des frères ennemis mais des frères en froid à l'intérieur de la grande famille, écoutez, franchement, j'ai presque envie de demander si on nous prend pour des amnésiques ou pour des joyeux rigolos ! J'espère que c'est ni l'un ni l'autre, mais j'en prends pour preuve les discours respectifs de ces camarades ce matin, puisque tout était ce matin. J'ai pris soigneusement des notes.
C'est vrai que Michel de la Fournière était beaucoup moins disert sur le fond que ne l'a été notre ami Alain Richard. Je ne porterai pas de jugement moral sur la comparaison entre ces deux interventions, mais je serais presque tentée de le faire parce que dans le Parti, il vaut mieux avoir le courage de dire complètement et de façon précise ce qu'on pense, au lieu ensuite de guider son action au sein d'une majorité sur ce qu'on pense vraiment, et comme cela s'est passé il y a quelques mois au moment des élections municipales - et moi je l'ai en travers du gosier -, de laisser en définitive d'autres membres de la majorité du Parti, c'est-à-dire honnêtement toujours les mêmes, ceux de l'ancien courant A, régler les problèmes des autres dans les régions où ces problèmes n'ont pas été créés par le courant A !
Alors je prendrai plutôt le discours d'Alain Richard, mais je montrerai sur deux points que finalement c'est le même que celui de de la Fournière, et qu'il ne faut pas nous raconter des histoires sur la vieille tactique qui consiste à ne pas mettre ses oeufs dans le même panier, parce que celle là, on la connaît depuis longtemps.
Les huit points d'Alain Richard sont de deux catégories, et moi je souhaite pouvoir lui dire ce que je pense, à ce camarade qui a eu le courage de dire vraiment et de la façon la plus nette ce qu'il pense lui-même.
L'analyse de la crise, l'analyse du qualitatif et du quantitatif, l'analyse de la croissance... Mes chers camarades, combien y en a-t-il ici qui n'étaient pas membres du Parti au moment du Congrès de Pau en 1975 ? Cela ne doit pas faire lourd, et ce n'est pas une question d'âge, mais vous êtes à peu près tous membres du Comité directeur depuis le Congrès de Valence, vous avez été choisis par vos courants respectifs, cela veut dire que vous avez déjà un peu de bouteille dans le Parti ; donc le congrès de Pau, vous l'avez vécu. C'est ce Congrès-là, avant celui de Metz, ce sont les deux seuls qui, à mon avis, ont bien marqué ce que le Parti Socialiste sur tous ces points-là pensait, entendait dire, ce à quoi il entendait adapter son action. Nous avons, à ce Congrès de Pau, tranché, cela a été repris dans la discussion après 1978 dans le Projet socialiste. Le vieux débat permanent de la nouvelle gauche ou de la deuxième gauche existe toujours, l'une ou l'autre, cela m'est égal ; j'ai vu cela sous tellement de formes dans les vingt-cinq dernières années que le vocabulaire, cela m'est égal. Mais sur la crise, sur le qualitatif et le quantitatif, sur la croissance, il n'y a pas longtemps

que nous avons sérieusement débattu de tout cela, et en effet le courant C et peut-être quelques autres, je ne dis pas, et la majorité du Parti ont tranché, mais il y a eu majorité.
Alors à mon avis, sur ce genre de problème il faut que les choses soient tout à fait claires. On ne va pas refaire la politique du Parti à chaque Congrès, à chaque Comité directeur.
Les autres problèmes évoqués, il faut reconnaître qu'ils n'ont pas fait l'objet de la part du Parti de choix aussi clairs. Je veux dire tout ce qui touche à ce que tu as appelé, Alain, le partage du travail. Je dirai que la formule est peut-être moins courageuse que le reste, parce que quand on dit partage du travail, il faut dire en même temps partage du revenu. Tu as un peu glissé là-dessus, mais il faut le dire clairement.
Sur la lutte contre le corporatisme et sur le pouvoir d'achat, c'est vrai, et moi je le regrette, que le Parti dans sa majorité n'a pas pris de décision. Je souhaite que ce soit le cas, sinon, dans la Commission des résolutions, du moins dans une instance réunie assez rapidement après le Congrès, parce que sans cela nous allons être drôlement em... par rapport à un certain nombre de choix que le gouvernement va devoir faire !
Sur le pouvoir d'achat, Michel de la Fournière disait d'ailleurs pratiquement dans les mêmes termes qu'Alain Richard, mais en caricaturant la position supposée adverse, quelque chose comme cela : ce n'est pas avec une pincée de pouvoir d'achat qu'on gagne les élections. Bien sûr que non, mais à partir du moment où les masses populaires qui nous ont portés au pouvoir voient leur pouvoir d'achat menacé, mon cher camarade, on les perd, les élections. C'est cela qu'on est peut-être en train de vivre maintenant.
Je répondrai un peu dans le même état d'esprit que Poperen tout à l'heure, mais en termes moins savants, que si nous allons plus vite que ce que pensent et ce que ressentent les gens en face d'un certain nombre de réalités, nous nous casserons la g...
Pour les gens, c'est vrai, la gauche, c'était un peu celle qui dispense de l'argent, qui donne satisfaction à tout le monde. C'est vrai que nous avons cessé de dire cela depuis belle lurette, mais je suis convaincu que beaucoup de gens ont voté pour Mitterrand en 1981 sans rien écouter de ce que nous avons dit. J'admets tout cela. Ils ont voté sur une certaine idée qu'ils avaient de la gauche, et je crois que c'est Pierre Mauroy qui disait à la télévision l'autre jour : maintenant les gens commencent à se rendre compte, et il faut donc leur rappeler que cela fait longtemps que nous avons dit ce que nous faisions, et ne pas avoir mauvaise conscience.
Mais tout de même, et cela rejoint le problème du corporatisme et donc des syndicats, si la gauche en France se conduit en fonction de ce qui est peut-être l'idéal de certains d'entre vous, mais qui n'est pas la réalité des gens qui votent pour nous, nous pourrons toujours rester un parti, mais nous ne serons plus un parti au pouvoir. Voilà ce qui va nous arriver !
Voilà ce qui va nous arriver. Donc il faut prendre conscience que lorsqu'on parle de lutter contre le corporatisme, moi je veux bien qu'on lutte contre ce corporatisme, quand je l'entends de façon exacerbée et dans les termes de ce qui était, par exemple, le Groupe X crise dans les années 1934 et 1936 avant la guerre, dans la bouche de

Gattaz et de gens comme cela, mais qu'on dise la même chose à François Guillaume, et cela n'a pas été dit, quand il a les mêmes propos, à peu de chose près, ainsi que d'autres leaders syndicaux, que Dorgères et d'autres, comme cela dans ces mêmes années... L'expression d'un corporatisme comme cela, oui, on vit dedans, mais si le corporatisme cela veut dire aussi « biller » contre les syndicats comme certains ont voulu nous demander de le faire dans l'affaire du prix de l'électricité à E.D.F., pour les problèmes de la rentrée scolaire, même s'il est vrai que les enseignants ne bougent pas facilement, je dis non. Pourquoi ? Parce que les syndicats sont l'expression de notre base, la même que les gens qui sont ici. J'espère que la plupart sont syndiqués, du moins c'est leur devoir.
Alors si le Parti Socialiste lutte contre le corporatisme en luttant aussi contre l'expression de certaines revendications syndicales, il se coupera complètement de ce qu'est la réalité syndicale. J'avais cru qu'on avait fait la preuve, justement, il y a deux ans, qu'une certaine victoire n'avait pas été acquise essentiellement en se fondant, je dis bien essentiellement, sur ce fameux mouvement associatif, mais qu'elle avait été aussi acquise grâce à l'appui inconditionnel, même s'il est critique parfois, des Organisations syndicales, et qui continue à un point qui, souvent, nous gêne nous-mêmes.
Alors je crois qu'il vaudrait mieux, dans ce domaine, ne pas scier la branche sur laquelle nous sommes assis.
Voilà, inutile de vous dire que mon sentiment va dans le sens qu'il vaudrait mieux, encore une fois, alors que cela ne présente aucun inconvénient, débattre clairement de ces problèmes entre nous avant le Congrès. Cela n'empêchera nullement en effet que le Parti se retrouve uni au moment du Congrès. Nous en avons fait la preuve à maintes reprises. Mais cela nous permettra au moins d'avoir débattu un petit peu entre cette mi-septembre et le 28 octobre, de question s qui vont faire l’objet forcément de débats au niveau du gouvernement.
Si nous n'avons pas ce débat, mon cher Pierre, maintenant, nous aurons les mêmes problèmes que tu as si souvent dénoncés entre le groupe socialiste et le gouvernement dans la préparation, justement, des réformes que nous devons voter. (Applaudissements)

Le Président - Chers camarades, j'avais espéré que la Commission des résolutions puisse se réunir vers 18 h. Il est six heures moins dix et il reste encore neuf orateurs inscrits, dont des moindres, comme je viens de l'entendre dans la salle.
Je lance un appel, sans trop d'illusions, à chacun de ces neuf orateurs pour savoir si l'un d'entre eux serait disposé à renoncer à la parole.
Germon ? Bravo.
(Applaudissements)
Il en reste 8. Personne d'autre ne suit Germon dans cette voie ?
Alors je lance un deuxième appel en demandant aux 8 camarades qui sont encore inscrits d'être le plus concis possible, parce qu'il faudrait quand même, c'est tout de même l'essentiel de nos travaux maintenant, que la Commission des résolutions

puisse se réunir à une heure raisonnable et travailler, avoir tout le temps nécessaire pour travailler.
Je donne la parole à Georges Sarre et je le convie, comme les autres, à être le plus concis possible. Merci.

Georges Sarre

Merci de me donner la parole.
Je répondrai autant que faire se peut à l'invitation du Président.
Quelques mots donc sur la situation politique pour dire qu'au plan international, elle pourrait se résumer d'un mot : tension. Et je crois, entre nous, qu'il s'agisse du Tchad, du Liban, ou de tout autre événement d'importance, qu'on a bien réagi et agi, comme le disait fort justement Jean-Pierre Chevènement en plein mois d'août : « Il ne faut pas se laisser entraîner, glisser, là où certains pourraient vouloir nous conduire ».
Au plan intérieur, je crois que, sans faire preuve de pessimisme, mais au contraire d'un vrai réalisme à la veille du Congrès, nous entrons peu à peu dans la récession.
Il y a eu des indices. Ce sont ceux de juillet. Ils sont conformes à nos prévisions. Ils sont ressentis comme bons, mais ce sont ceux de juillet et je crois qu'il serait périlleux - sur ce point, comme sur d'autres d'ailleurs, je serai d'accord avec Christiane Mora - d'imaginer pour autant que nous sommes sauvés des eaux. En particulier, c'est une question qui est au centre de notre Congrès, donc du débat : comment surmonter cette contradiction essentielle : diminuer la consommation, donc le marché intérieur, et en même temps faire repartir, remuscler notre appareil productif ?
Je crois là, chers camarades, qu'il est en effet souhaitable de débattre entre nous parce qu'il y a là quelque chose qui nous conduit vers des résultats qui pourraient être inquiétants.
Sur nos débats, il y aurait beaucoup à dire. Je voudrais toutefois préciser à l’adresse de Lionel Jospin que l'affaire de Dreux n'est pas un abcès de fixation locale mais un coup de semonce qui doit inviter la gauche à se livrer à un réel examen de conscience. Le phénomène de Dreux qui se vérifiera et se vérifierait si l'on votait aujourd'hui en France dans d'autres endroits, c'est qu'une partie importante de notre électorat populaire, le plus pauvre, le plus modeste, vote pour l'extrême droite.
Ce ne sont pas les immigrés qui sont en cause. Chers camarades, les immigrés, clandestins ou non, étaient présents en mai et juin 1981. Alors, on peut penser qu'aucun Français, aucun électeur de gauche ne savait ce que nous proposions, ce que nous voulions, mais ils étaient là. Donc il faut quand même un farouche désespoir pour que certains électeurs aient préféré - vous imaginez ce geste incroyable - voter pour ce qu'il y a de pire, tout au moins au premier tour, enfin disons au toisième tour, à Dreux, que pour notre liste.
Cela nous interpelle et, par parenthèses, je souhaiterais que la Haute Autorité puisse intervenir avec vigueur et détermination car j’ai appris fortuitement que le citoyen Le Pen est l'invité du Club de la presse. Qu'un poste comme Europe n° 1 fasse de Le Pen un homme politique comme les autres conduit l'extrême droite vers une sorte de

banalisation par rapport à l'opinion publique et je crois que c'est dangereux. C'est négatif et donc inacceptable pour la gauche.
La solution que nous devons ensemble préconiser c'est, à travers les mesures qui sont prises, tout simplement une relance de la machine économique, une reprise, un assainissement de notre économie au plan politique, je dirais, une volonté, une capacité d'intégrer ces travailleurs étrangers de façon à ce que la France retrouve sa vocation historique, celle qui a permis au cours des siècles d'intégrer toutes celles et tous ceux qui forment à l'heure actuelle le peuple de France.
En ce qui concerne le Congrès, il y a différentes façons de l'aborder.
Je voudrais dire à Jean-Marcel Bichat qu'il s'est trompé à la fois de lieu - il n'était pas au café-concert - et de discours parce que, mes chers camarades, nous préparons un Congrès alors que la gauche est au pouvoir, que notre gouvernement dirige les affaires de la France. Et se livrer à ce petit jeu, je dirais à la limite ridicule, cela n'a pas de sens. Le débat ne doit ni déraper ni déborder, cher Pierre Joxe, c'est vrai, nous éviterons la rupture parce qu'enfin, il n'y a pas rupture.
Je voudrais quand même dire à Jean-Marcel Bichat que si nous n'avions pas tenu bon au Congrès de Pau et au Congrès de Nantes, c'est-à-dire l'époque où, par déduction, vous nous aimiez moins, il n'y aurait pas eu de Congrès de Metz.
En ce qui concerne notre camarade Matouk, il vient de montrer, ainsi que Pierre Joxe d'ailleurs, que le débat est absolument nécessaire. Matouk a fait une proposition. Il a critiqué certains aspects de nos propositions. Lui aussi a fait quelques contradictions. Il a dit : « Je suis comme vous pour une politique de baisse des taux d'intérêt ». Oui, mais à ce moment-là il induit du même coup une politique plus sélective. Quant à sa proposition, moi, je l'ai trouvée pour le moins étonnante. Il l'a qualifiée d'audacieuse... Débattons-en.
C'est pourquoi je voudrais vous poser cette question : une synthèse de nos textes dès à présent est-elle souhaitable, est-elle possible ?
Je voudrais d'abord répondre au premier terme de la question. Est-il souhaitable que dans ce Comité directeur ne sorte qu'un seul texte, qu'une seule motion ? Est-il bon pour le Parti que dès à présent un texte unanime soit soumis à la ratification des votes ?
Chers camarades, si la rédaction d'un tel texte est possible, et elle l'est peut-être en effet, cela supposerait de part et d'autre un échange approfondi, une confrontation des idées, bref un travail fructueux sans doute, enrichissant.
C'est cela, à nos yeux, la portée du débat.
Vous connaissez peut-être cette maxime : « Il ne s'agit pas de convaincre son interlocuteur qu'il est dans l'erreur mais de s'unir avec lui dans une vérité supérieure. » Cet objectif doit être le nôtre.

Dans la salle - …

Georges Sarre - Eh bien non, c'est Hegel.
Ce vrai débat, s'il était limité au Comité directeur, ne profiterait pas au Parti, du

moins c'est ce que nous pensons, dans son ensemble, car pour qu'il y ait discussion et avancer, il faut encore que les termes du débat soient connus et compris avant pour pouvoir les dépasser. Il faut que le plus grand nombre de militants accomplissent par eux-mêmes ce trajet.
Notre Parti est ainsi fait qu'il ne peut trouver son unité que dans le débat.
L'unanimité, nous ne prétendons pas en partir comme d'un postulat, mais nous ayons l'ambition d'y parvenir. C'est une discipline intellectuelle salutaire, nous ne pouvons pas en faire l'économie.
Et très sincèrement, qui pourrait croire ici que notre Parti ait souffert de cela, ait souffert du débat interne ?
La vérité, vous le savez bien, c’est que les socialistes français, dans leur histoire, n'ont jamais été plus forts que quand ils étaient ouverts au débat interne, et inversement, le refus du débat est annonciateur de déclin. La formule de Rosa Luxembourg est toujours vraie : « Sans lutte entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions. Elle devient une vie apparente où une élite est convoquée pour voter à l'unanimité les résolutions qu'on lui présente. »
Chers camarades, le débat est constitutif de notre identité, à condition qu'il s'inscrive dans les règles, à condition qu'il soit conduit avec responsabilité et avec un sens aigu de la réalité présente.
Tout le monde l'a dit, tout le monde le dira sans doute, mais il n'est pas inutile de le rappeler puisqu'on paraît parfois l'oublier maintenant, l'unanimisme de Valence n'a pas été une bonne chose pour le Parti, même si nous étions tous d'accord pour aller au Congrès, d'entrée, ensemble.
Il serait néfaste de reprendre ce chemin, et pour deux raisons.
La première est d'ordre politique, la seconde vise l'avenir de notre Parti.
C'est, en effet, une nécessité politique que de débattre des propositions des uns et des autres, des conséquences que nous tirons de nos analyses respectives. Cette discussion, elle existe déjà dans l'opinion, elle existe aussi chez les militants. Ils s'interrogent : où va-t-on ? La voie choisie est-elle la bonne ? N'est-il pas temps de se ressaisir ?
Eh bien, si ces questions ne se trouvent pas dans les motions, à quoi servent les motions ? Si elles ne sont pas posées aux Congrès, à quoi servent les Congrès ?
Parmi les travailleurs, et plus largement parmi tous ceux qui nous soutiennent, le problème est le même : les perspectives de la politique menée aujourd'hui posent question. Chacun est à la fois avocat et procureur. Il s'agit moins de juger et de trancher que de tirer la sonnette, d'avertir et de proposer pour nous rassembler.
Si ce débat n'est pas abordé franchement et loyalement au sein du Parti, que penseront tous ceux-là ? Quelle image aurait le Parti auprès de ceux-là mêmes qu'on appelle à nous rejoindre ?
Un Parti qui apparaîtrait comme étouffé par l'autocensure n'a rien, franchement, de bien attirant ! Un Parti de figurants n'aurait rien de mobilisateur.
Le Parti tout entier gagnera à voir la clarté s'établir à propos de plusieurs conceptions différentes, de plusieurs appréciations différentes qui ont été portées ces temps

derniers et qui touchent, à nos yeux, à l'essentiel.
Voter une motion qui se fonde légitimement sur l'œuvre engagée depuis Epinay, qui refuse de s'accommoder de la crise, qui réaffirme le rôle du Parti en tant que tel, c'est bien, et nous sommes d'accord. Mais il y a des problèmes et quand nous savons que, parmi les signataires moraux, pour reprendre l'expression de Didier Motchane, il y a des camarades qui tiennent le Congrès de Metz comme une parenthèse ou, mieux, comme une erreur collective, il est légitime de s'interroger !
Voter un texte qui souligne la nécessité d'une politique des importations en même temps qu'un Ministre des Finances qui s'y refuse, avouez que cela peut poser question !
Vouloir la progression de l'imposition, vouloir élargir l'assiette de l'impôt sur la fortune, c'est juste, mais quand ceux qui dénonçaient hier l'égalitarisme, qui ne voulaient pas décourager les capitaines de notre industrie, qui voulaient respecter ceux qui travaillent parce qu'ils veulent gagner de l'argent, annonçant même à ce sujet, et je cite, « qu'il faut respecter une société telle qu'elle est », quand ceux-là approuvent cette motion, il y a encore matière à interrogation !
Vouloir donner un rôle-moteur au service public, constater que ce rôle n'est pas joué aujourd'hui, mais en appeler à l'autonomie de gestion transformée en mythe, cela nous paraît incompatible !
Vouloir le soutien - et c'est légitime pour des socialistes - des travailleurs, celui des syndicats, et affirmer, comme Jacques Delors, qu'en matière d'emploi, il faut une gestion plus souple, que l'environnement législatif apparaît trop contraignant, c'est peut-être contradictoire au moment où le C.N.P.F. se bat pour le droit de licencier !
Chers camarades, je crois que le gouvernement a moins besoin d'un Parti anesthésié et « suiviste » que d'un Parti actif pour éclairer le chemin et mobiliser la gauche.
Le Congrès de Valence n'a guère été utile au Parti. Il ne l'a pas été non plus au gouvernement. L'unanimisme ne règle rien. C'est au contraire le débat surmonté qui permet d'avancer.
Dans la période actuelle, le gouvernement a besoin de soutien actif, conscient, pesant bien les enjeux, donc d'un Parti lucide. Trop souvent, le gouvernement affronte ses adversaires sur le terrain choisi par eux. Le premier devoir du Parti, c'est donc celui d'intervenir pour choisir notre terrain, et aussi pour sortir de cet affrontement entre le gouvernement et la droite.
Le rôle du Parti, c'est aussi de mener le débat politique sur la place publique contre nos adversaires, de déblayer le terrain pour permettre au gouvernement d'avancer.
Ce rôle-là, les militants et les responsables du Parti, à tous les niveaux, ne seront - et c'est important -en mesure de le remplir que s'ils ont mis au clair toutes les questions qu'ils se posent légitimement, et ce rôle-là, le Parti ne le jouera efficacement que s'il a fourni des réponses à ses interrogations, c'est-à-dire s'il affirme à Bourg-en-Bresse une volonté pour les deux ans à venir, un ensemble d'analyses et de propositions qui s'inscriront dans notre perspective socialiste, un projet qui se traduira non par des vœux pieux et des incantations, mais par des propositions concrètes d'application immédiate, des propositions articulées et cohérentes - et la qualité maîtresse de notre

motion, c'est sa grande cohérence - qui donnent à l'intervention du Parti le souffle et la force nécessaires pour mobiliser autour de nous tous ceux qui veulent se battre.
En s'adressant ainsi au Parti, c'est à tout le pays que nous nous adressons pour souder les énergies autour d'un projet pour la France, pour ce que François Mitterrand appelait « le redressement national ».
Chers camarades, il y a un lien organique essentiel entre la réalité et la qualité du débat interne nécessaire à notre Parti, et la crédibilité de notre appel à l'effort des Français pour le redressement.
Que cet appel ne soit pas l'incantation, mais le fruit d'une réflexion sans censure, que cet appel ne relève pas de la méthode Coué, cher Bichat, mais de l'intime conviction, voilà ce qui donnera de la force et de la consistance.
J'ai évoqué les raisons politiques qui justifieraient et justifieront le dépôt de plusieurs motions et la discussion interne. Mais il en est d'autres qui tiennent à la vie et à l'avenir de notre Parti, et qui ne sont pas moins importantes.
J'ai eu la curiosité de me reporter aux travaux préparatoires du Congrès de Grenoble, en 1973. (Murmures.) Oui, oui… Ce qui s'y était passé ne manquait pas d'intérêt, car le fonctionnement démocratique a joué à plein.
Cinq motions, puis une synthèse. Que disions-nous alors ? Notre texte de 1973 n'a pas pris une ride ! (Murmures.) Constatez-le !

Pronteau - Il n'était pas vivant, alors !

Georges Sarre - « L'unité du Parti, écrivions-nous, ne résulte pas de compromis statiques entre courants figés sur leurs anciennes positions ; c'est le produit d'une dynamique interne… », et notre Président, Claude Estier, dans « L'Unité » du 22 juin 1973, soulignait que l'unanimisme était la pire des maladies qui pourrait atteindre le parti !
Vous le voyez, chers camarades, les socialistes que nous sommes n'ont pas attendu Valence pour mesurer ce danger.
Eh bien, après quatre ans de mise en sommeil, il est bien temps de faire revivre les institutions démocratiques de notre Parti et, notamment, celles qui permettront d'arrêter sa ligne politique. Il y a des règles qui s'usent quand on ne s'en sert pas !
La première, c'est la proportionnelle au sein du Parti. C'est un acquis important du Congrès d'Epinay contre le centralisme, contre les cooptations. La proportionnelle est une garantie de démocratie. Cela fait quatre ans que la proportionnelle n'a pas vraiment été mise en oeuvre et ce principe, s'il était mis hors d'usage pendant six ans, pourrait bien se perdre ou tomber en désuétude. Cela serait grave pour le Parti, cela serait particulièrement grave dans la période où nous vivons, c'est-à-dire au moment où la gauche est au pouvoir.
C'est un premier élément qui mérite réflexion.
En second lieu, nous ne pouvons pas courir le risque, dans cette période, de laisser la vie interne du Parti s'atrophier. Lorsque Edouard Depreux s'écriait - et Jean-Pierre Chevènement le rappelait dimanche - que le Parti ne devait pas être fermé pour cause

de gouvernement, il avait raison, bien sûr, et il ne faut pas oublier ce qu'il en a coûté à la S.F.I.O. de ne pas écouter cette mise en garde.
Si le gouvernement, aux prises avec les difficultés de l'immédiat, luttant pied à pied pour avancer, n'avait à ses cotés qu'un Parti un peu endormi, le risque serait grand de voir les socialistes s'enliser dans le court terme. Nous avons connu cela et nous sommes bien résolus, tous, ici, à ne jamais retourner à ces errements. Encore faut-il s'en donner les moyens sans craindre un débat constructif et loyal entre nous, parce que le refuser aujourd'hui au nom des risques qu'il pourrait comporter serait s'exposer à un risque bien plus grand dans les mois et les années qui viennent : celui d'une déliquescence du débat, de son éloignement des réalités, ou celui d'un accord passé hâtivement mais conduisant demain à un éclatement et à de nouveaux clivages.
Au contraire, notre prochain Congrès peut être un moment unique de rassemblement autour du ressaisissement, de la volonté d'être nous-mêmes.
Il est possible que la fidélité à nous-mêmes et la volonté l'emportent. Mes chers camarades, le Parti jouera son rôle et le gouvernement trouvera un appui ferme. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Très brièvement, pour une petite mise au point de façon à ce qu'il n'y ait pas d'ambiguïté sur des problèmes qui ne sont pas forcément importants.
Jean-Pierre Chevènement, ce matin, est intervenu pour demander que ses propos ne soient pas déformés. Sur le point qui le préoccupait, il n'avait pas été cité exactement. Cela fait deux fois, dans la bouche de Natiez d'abord, de Sarre ensuite, qu'on me fait dire que j'ai considéré l'affaire de Dreux comme un abcès local et seulement comme un abcès local. Comme ce n'est pas ce que j'ai dit, je voudrais le préciser pour que ce ne soit pas redit à nouveau.
Je vous lis mon texte : « Je crois qu'il ne faut pas faire comme s'il y avait une menace fasciste en France. Il y a un abcès local, c'est déjà trop. Il y a là un signe inquiétant car les mêmes éléments étant rassemblés ailleurs, les mêmes méthodes pouvant être utilisées, ceci peut se renouveler dans un certain nombre d'autres villes. Il y a alliance politique contre nature de la part de gens qui se réclament de la démocratie et de la République, mais il n'y a pas de menace fasciste en France, Chers camarades, ou alors, interrogez vos parents ou relisez votre Histoire ».
Alors, je voudrais que ce soit clair, qu'on n'ait pas à y revenir.

Georges Sarre - Dont acte !

Le Président - Avant de donner la parole à l'orateur, Jean-Pierre ?

Chevènement

Moi je ne veux pas faire non plus de mise au point sur un certain nombre de choses qui m'ont été prêtées, je comprends le souci de Lionel Jospin, rien n'est plus irritant que d'être cité à tort avec des textes tronqués ou contrefaits, mais tout à l'heure Jean-Marcel Bichat a cru utile de me reprocher de ne pas avoir volé dans les plumes de Jacques Delors lorsqu'il a demandé une pause dans l'annonce des réformes. Je veux simplement préciser que j'ai déclaré, alors que j'étais, comme cela arrive souvent, interrogé par une radio, rue de Grenelle, ou rue de Varenne, à cette époque-là, j'ai déclaré naturellement : « Je suis d'accord avec Jacques Delors, il ne faut annoncer que des réformes que l'on a bien préparées, convenablement mûries, mais ce n'est pas une raison pour ne pas les réaliser rapidement »

Voilà le texte de ce que j'ai dit. Il a été repris d'une certaine manière, je n'admets pas que Jean-Marcel Bichat puisse parler de barres parallèles et ironiser facilement comme il l'a fait sur ce sujet, comme sur d'autres d'ailleurs. Je pense qu'il y a un ton général de notre débat qui ne peut plus être celui-là.

Pour ma part je m'abstiendrai. Quand nous étions dans l'opposition, nous pouvions le faire, et puis, après tout, nous avions l'excuse de l'apprentissage, mais nous n'avons plus aujourd'hui, dans la situation où nous sommes, le droit de nous adresser de la sorte les uns aux autres. Et il me semble que si ce genre d'errements devait se développer, naturellement cela créerait un ton fâcheux et préjudiciable pour la suite des débats, tout le monde le comprend, personne ne le souhaite, et moi le premier.

(Applaudissements)

Le Président - Avant de donner la parole à l'orateur suivant qui est Jean-Pierre Worms, je voudrais vous donner la composition de la Commission des résolutions telle qu'elle résulte des noms qui ont été communiqués par les différentes sensibilités :

- Lionel Jospin, Bachy, Delfau, Estier, Goux, Huntzinger, Laignel, Mora, Mermaz, Pezet, Poperen, Quilles, Séligmann. Suppléants : Baudin et Teisseire.
- Allouche, Fajardie, Rozier, Martine Buron, Robert Pontillon. Suppléant : Denise Cacheux.
- De la Fournière, Chappuis, Branat, Jean-Pierre Cot, Le Pensec. Suppléant : Fouks.
- Alain Richard, Marie-Noël Lienemann. Suppléant : Worms.
- Pontoux, Sarre, Charzat, Motchane, Natier. Suppléants : Cofineau, Bataille.

La Commission des résolutions se réunira donc aussitôt que le débat sera terminé, en face, à l'Assemblée nationale, salle Colbert. Et je renouvelle mon appel aux sept orateurs qui restent inscrits pour qu'ils s'expriment de la façon la plus concise possible.

Mora - Avec la permission de Jean-Pierre, les camarades qui n'assistent pas à la Commission des résolutions m'ont demandé, pour nombre d'entre eux, si on pouvait leur donner un rendez-vous. Faut-il qu'ils restent ?

Le Président - Demain matin, oui... Mais je l'aurais dit à la fin de la séance.
La parole est à Jean-Pierre Worms.

Jean-Pierre Worms

Je vais essayer d'être bref, mais je voudrais aussi m'expliquer sur les raisons d'une démarche qui nous a conduits à la fois à aller rédiger une contribution et à envisager, si besoin en était, de déposer une motion d'orientation à la discussion et au vote des militants.
Nous savons tous que le gouvernement, le Parti, la gauche toute entière, traversent incontestablement une période excessivement difficile, alors que nous avons une responsabilité historique tout à fait exceptionnelle. Jamais, dans l'histoire de notre pays, un Parti Socialiste n'a eu les responsabilités ni les possibilités de mettre en oeuvre les orientations qui sont sa raison d'être. Jamais sans doute ce genre de situation ne se reproduira dans des conditions institutionnelles aussi favorables qu'aujourd'hui. Jamais sans doute aussi nous n'avons été confrontés à une mutation mondiale aussi profonde et aussi durable que celle que nous traversons aujourd'hui.
Je crois donc qu'il est indispensable que le débat entre nous soit sérieux, approfondi, serein, sans esprit polémique, sans esprit de dérision, n'est-ce pas Jean-Marcel Bichat ?
Je crois que, devant des interrogations aussi lourdes, il est tout à fait normal que chacun s'exprime avec un grand effort de sincérité, en sachant qu'il exprime ses convictions les plus profondes ; il en est de même, je l'espère, de tous les camarades du Parti.
Donc, un débat serein et un débat dans le respect mutuel, c'est essentiel pour nous aujourd'hui. Et cela d'autant plus que, nous le savons tous, vu les responsabilités que nous occupons au gouvernement, jamais les débats du Parti n'auront été examinés avec autant d'attention par l'opinion et par les médias, jamais la qualité de ces débats n'aura autant de conséquences sur la réussite ou la moindre réussite de la politique gouvernementale.
Nous sommes, nous le savons tous, et il n'y a pas, je crois, fondamentalement de divergence entre nous, face à une crise qui va durer et qui va durer longtemps. Dès lors, effectivement, se pose un problème fondamental : quelle stratégie pour un Parti Socialiste, un parti de gouvernement, quelle stratégie adopter face à cette crise profonde et durable ?
Il y a dans le domaine économique, mais pas seulement dans le domaine économique, deux stratégies qui sont proposées au Parti, et d'une certaine façon, que les militants également proposent au pays et au mouvement social. Ces deux stratégies ont leur cohérence, ont leur système de valeurs implicite. C'est entre ces deux stratégies qu'il va falloir choisir de façon absolument claire et rigoureuse au Congrès de Bourg-en-Bresse.
Nos camarades du C.E.R.E.S. en ont présenté une, c'est celle d'une relance supérieure à celle de nos principaux partenaires économiques : 3 ou 4% de mieux, obtenus grâce

à un certain nombre de mesures qui créeraient artificiellement un environnement financier et commercial pour nos entreprise, exceptionnellement favorable.
Je vous rappelle : dévaluation au-dessous de la valeur d'échange du franc, sortie du S.M.E., protection provisoire aux frontières... C'est un système qui a sa cohérence. Je le crois très profondément dangereux, inefficace et dangereux, car le problème de fond, c'est celui de la compétitivité de nos entreprises sur le marché, sur les marchés mondiaux. La concurrence internationale existe, il faudra bien un jour ou l'autre l'affronter, et les entreprises qui se seraient développées grâce à des protections artificielles, à un contexte exceptionnel et artificiellement favorable, se trouveraient encore plus vulnérables le jour de cet affrontement inévitable.
En face, il y a la politique choisie par le gouvernement. Je ne vais pas la répertorier, j'espère que les membres du Comité directeur la connaissent et en connaissent les explications.
En quelques mots, il s'agit simplement - mais ce n'est pas simple - de rétablir l'équilibre extérieur et financier interne, fondamentalement pour avoir une économie saine, capable d'affronter sans protection artificielle la concurrence extérieure et de reconquérir des parts de marchés internationaux que nos industries ont perdues.
Deux politiques, donc, cohérentes, ayant un système de pensée derrière, qui est également cohérent.
Pourquoi alors, puisque c'est ainsi, semble-t- il, que l'on s'oriente, à l'issue de ce Comité directeur - nous verrons ce qui se passera à la Commission des résolutions - pourquoi alors éventuellement trois motions s'il n'y a que deux politiques ?
Et c'est là effectivement un problème sérieux. Nous sommes fondamentalement d'accord avec les orientations économiques du gouvernement, et cependant, nous divergeons sur un certain nombre de points avec la motion présentée par Lionel Jospin, le projet de motion présenté par lui, qui se déclare lui aussi d'accord avec le gouvernement, bien entendu.
Alors, je voudrais, sans reprendre la liste des huit points présentés par Alain Richard, essayer de globaliser un petit peu le problème qui se pose à nous.
Le premier problème, ce n'est pas le soutien ou le non-soutien au gouvernement, c'est la nature de ce soutien. Nous souhaiterions que la motion signée, entre autres, du Premier Secrétaire du Parti, nous offre des garanties par rapport à ce qui est, malgré tout, un comportement passé d'un certain nombre de ces signataires, qui était tel qu'il apparaissait clairement que la Direction du Parti Socialiste ne soutenait pas avec volonté, en y croyant fermement, avec conviction, la politique du gouvernement en matière d'assainissement économique, mais la soutenait avec réticence et quasiment en s'excusant auprès de l'opinion.
Nous croyons qu'une politique qui s'excuse est une politique qui risque de perdre une grande partie de sa crédibilité, et du même coup, une politique qui risque de perdre une grande partie de ses chances de réussite.
Mais, d'une façon beaucoup plus importante encore, si l'on n'assume pas les exigences d'une politique économique et financière rigoureuse, étant donné que nous savons que la crise que nous traversons et que les difficultés que nous connaissons

vont durer, cela signifie que nous estimons que nous ne pouvons pas mettre en oeuvre notre projet de transformations sociales tant que cette politique de rigueur est en place.
Cela signifie en clair, on a parlé dans le passé de pose ou de parenthèse, qu'aujourd'hui on parle d'une action qui se déroulerait par phases, avec une phase de progrès qui serait derrière nous, et on parle d'une phase dite de consolidation, mais qui très clairement est donc par définition une phase de non-progrès, une phase d'arrêt des avancées nouvelles que le gouvernement et le parti avec lui pourraient faire en matière de transformations sociales.
C'est là où il y a entre nous, je crois, le principal désaccord. Nous ne voulons pas du tout faire une apologie de la rigueur, c'est un mauvais, méchant procès d'intention ; nous disons simplement que la rigueur dans la gestion des finances publiques étant une donnée inévitable, il est essentiel de se poser le problème : comment, dans ce cadre, pouvons nous mettre en oeuvre nos engagements de changement social ? Le Parti Socialiste serait-il donc un parti qui se bornerait à changer la société dans la mesure où il y aurait une plus-value de la croissance à redistribuer ? Dès lors que cette plus-value de croissance n'existe pas, le Parti Socialiste n'aurait-il plus aucun projet de transformation de la société ?
Je crois que non, je crois que nous voulons tous continuer à changer la société, mais dès lors c'est là le débat qui doit à tout prix occuper nos militants et être tranché au Congrès, comment ? Par quel moyen peut-on continuer non pas à faire une pose, mais à poursuivre les grandes réformes structurelles qui modifient fondamentalement las rapports sociaux dans ce pays ?
C'est vrai, c'est beaucoup plus difficile de le faire que lorsqu'il y a surplus à redistribuer, mais je ne reprendrai pas l'exemple donné par Alain Richard ce matin à propos du partage du travail et du partage des revenus du travail, certes, qui peut être engagé même en période de non-croissance, mais je voudrais prendre quelques autres exemples.
En matière éducative, nous avons, avec le rapport de Bertrand Schwartz en matière de réinsertion sociale et professionnelle des jeunes, avec le rapport Legrand en matière de réforme des collèges, les axes d'une transformation tout à fait fondamentale, à la fois de la formation des jeunes et de leur insertion dans la société.
Ne croyez-vous pas qu'il est possible, même en période de non-croissance, de mobiliser tout le parti très activement pour faire des avancées significatives importantes dans ces deux domaines au lieu de se contenter de laisser en quelque sorte les milieux sociaux concernés s'en débrouiller ?
Nous savons bien que les efforts pour se mettre en place devront vaincre un certain nombre d'obstacles et de résistances, oui, de résistances et bureaucratiques et corporatistes. Est-ce que vous ne croyez pas qu'il est important de mobiliser le parti sur un enjeu de cette dimension ?
Je voudrais prendre un autre exemple : le problème des immigrés. C'est vrai, nous sommes très profondément interpellés par ce problème par la montée du racisme, par le score que fait l'extrême droite en profitant des inquiétudes que provoque la

présence importante d'une population immigrée dans notre pays en période de chômage, mais le problème de fond, pour nous, nous socialistes, le problème à long terme, dans la société française, se limite-t-il à expliquer comment nous pouvons arrêter le flux d'entrée de nouveaux immigrés et à expliquer comment il convient et pourquoi il convient de ne pas rejeter en dehors de nos frontières les immigrés qui ont contribué à notre développement ?

Ne croyez-vous pas que nous sommes en fait devant un problème beaucoup plus important que le Parti se doit de traiter et par rapport auquel il se doit d'apporter une réponse ? C'est celui d'une société multiraciale qui est déjà la réalité de la société française d'aujourd'hui, et ne croyez-vous pas, par rapport à cela, que la proposition, que l'engagement que nous avons pris devant le pays, celui de donner le droit de vote aux immigrés dans les élections locales après une certaine durée de présence sur notre sol, que cette proposition mérite en tout cas d'être posée et assumée avec courage à nouveau devant l'opinion par le Parti ?

C'est un engagement, et un engagement du Président de la République.

Je prendrai encore un exemple : le problème de la protection sociale. Nous savons tous qu'on ne peut pas continuer à avoir un montant de prélèvements obligatoires qui augmente chaque année, et pas seulement depuis deux ou trois ans, mais depuis plus de dix ans, à une vitesse constante plus rapidement que la production de richesses nationales. Nous savons tous que nous sommes là confrontés à un problème gigantesque qui est un problème de civilisation, celui d'une société qui bientôt risque de ne plus accepter de payer le prix de sa protection sociale, avec les immenses contradictions de cette question, où les gens ne veulent pas abandonner les avantages acquis en matière de protection sociale, mais où ils ne veulent plus en payer le prix.

Nous savons tous que M. Reagan, Mme Thatcher, le gouvernement du Danemark, gagnent les élections sur ce problème ! Ne croyez-vous pas que ce problème aussi doit être abordé de front aujourd'hui, malgré la politique de rigueur économique, et qu'il faut dès maintenant engager un débat et proposer des solutions, qu'il ne suffit pas à cet égard simplement de « bricoler », car nous sommes acculés à le faire au niveau des recettes de la sécurité sociale, des recettes de l'UNEDIC, des recettes des caisses de retraite, mais le problème fondamental est celui de la structure des dépenses et des mécanismes de protection sociale dans ce pays. Il y a peut être là aussi un certain nombre de situations acquises et de systèmes antérieurs à remettre en cause, sans remettre en question l'essentiel, sinon, hélas ! d'autres le feront en remettant en cause l'essentiel !

Enfin, ce problème de la réforme fiscale avec lequel nous rusons depuis deux ans et demi, qui est un des problèmes les plus difficiles à résoudre, sur lequel l'opinion nous attend le plus fermement, et par rapport auquel il faudra bien effectivement trancher, engager une politique qui devra être programmée dans le temps, car ce n'est pas du jour au lendemain qu'on fait une réforme fiscale, il y a toute une série de précautions à prendre, de simulations, d'expérimentations à blanc à faire, mais la réforme fiscale de ce pays doit être engagée.

Ne croyez-vous pas que cette réforme doit être engagée sans attendre la reprise d'une

croissance, hélas ! fort hypothétique d'ici la fin de la législature ?
J'ai posé quelques problèmes, je voudrais simplement ajouter que, par rapport à cela, que ce qui fait peut-être débat entre nous aujourd'hui, mais je n'en suis pas sûr, je voudrais en avoir confirmation ou information, c'est que nous pensons que pour aborder des projets de transformation sociale dans des conditions aussi difficiles, mais des projets aussi exigeants et qui doivent être abordés par le Parti Socialiste et par le gouvernement, faute de manquer à nos responsabilités historiques considérables, il faut peut-être un rapport plus dynamique avec ce que l'on appelle, excusez-moi, je ne veux pas engager un langage linguistique, la société civile ou le mouvement social, c'est-à-dire qu'on ne peut réussir ce genre de transformation en profondeur, qui se heurteront à toutes sortes de résistances et de conservatismes, y compris chez nos amis, qu'en ayant un dialogue beaucoup plus dynamique, plus confiant, beaucoup plus ouvert avec le mouvement de la société, en dehors des seuls partis politiques et du seul appareil de l'Etat.
Si le changement social se limite à l'action conjointe des institutions, du système politique, le gouvernement, le Parlement d'une part, et, d'autre part, des partis politiques formant l'union de la gauche, aucune des orientations que j'ai citées, aucune des transformations dont a parlé Alain Richard ce matin, et avec lesquelles je crois que nous sommes tous d'accord, ne pourra réellement être mise en oeuvre. Cela implique peut-être une pratique plus ouverte, une forme de courage politique ; il faut du courage politique pour justifier la pause, il en faut aussi pour refuser la pause et pour continuer à aller de l'avant en période de difficulté financières.
Je souhaite que notre parti sache faire preuve de ce courage et je l'en crois parfaitement capable. C'est l'objet du débat que nous voulons engager devant les militants et avec les militants, car nous aurons besoin de tous les militants du parti pour réussir.
Alors, ce fameux débat, ce fameux problème de la synthèse, le débat, le compromis, l'unité, oui, nous croyons qu'il faut qu'il y ait débat, et je me félicite que ce débat ait été bien engagé au cours du Comité directeur. Sur ces bases-là, il faudra bien qu'il y ait un compromis, mais un compromis qui soit sérieux, c'est-à-dire qu'on ait entendu les arguments des uns et des autres, et qui soit le résultat d'un raisonnement tenant compte des arguments des uns et des autres.
Sur la base de ce compromis, je préfère appeler les choses par leur nom, c'est un compromis plutôt qu'une synthèse, qu'il nous faut trouver, c'est un de ces mots habiles que l'on a l'habitude d'utiliser, la synthèse, en fait, il s'agit d'un compromis passé entre des gens qui ont des positions, qui ont des conceptions différentes, qui demeurent différentes, mais par rapport auquel ils estiment nécessaire de se mettre d'accord sur un certain nombre d'actions communes à mener ensemble et qui constituent les engagements du parti pendant deux ans.
C'est cela une synthèse, un compromis est un compromis, cela n'a rien de désagréable à discuter, puis sur la base de ce compromis il faut, oui, l'unité du Parti, la cohérence, la cohésion et il faut un parti qui s'engage d'une seule voix face à l'opinion, une voix qui aura fait ses choix.

Nous avons un moment privilégié dans la vie du parti, la préparation du Congrès, nous souhaitons vivement que tout le parti soit rassemblé au congrès de Bourg ; les conditions de ce rassemblement, je les ai dites : ou bien, nous arriverons à le faire dès ce Comité directeur, ou bien, si nous avons le sentiment que la continuation de ce débat devant les militants est nécessaire pour enrichir et consolider le compromis final, nous prendrons très sereinement la responsabilité d'engager le débat sur les idées dont a parlé Alain Richard ce matin et sur celles que j'ai complétées cet après-midi ; nous engagerons ce débat devant les militants et tous ensemble à Bourg.
En bref, nous saurons faire repartir le Parti d'un seul pas, d'une seule voix, pour reconquérir la présence politique, sa capacité d'animer le mouvement de toute la société française, qui fasse l'honneur et la dignité de notre engagement commun.

Le Président. - Pierre Bérégovoy voudrait faire une mise au point.

Pierre Bérégovoy

Je voudrais seulement dire un mot, sans entrer naturellement dans le débat - je n'en ai pas la qualité et je ne tiens pas à engager le gouvernement à ce point de la discussion -, pour indiquer que, ce matin, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt sur la protection sociale ce qu'a dit Alain Richard, et après tout, il posait un problème que je connais bien et qui se pose devant l'opinion publique, mais l'expression que vient d'utiliser notre camarade Jean-Pierre Worms, répétant d'ailleurs ce que j'avais lu un jour sous la plume de Jean-Pierre Cot, ne me paraît pas juste.
Nous ne faisons pas du bricolage, et il ne faut pas laisser penser à l'opinion que le gouvernement fait du bricolage en matière de protection sociale. Que la tâche soit complexe, cela va de soi. Que les classes sociales qui nous soutiennent n'acceptent pas facilement telle ou telle augmentation des cotisations ou telle ou telle réduction des prestations sociales, je le reconnais aussi. Mais c'est passer sous silence le fait que, pas seulement moi, mais aussi bien Nicole Questiaux, et dans un autre domaine, Jack Ralite, nous sommes attaqués au cœur des choses depuis 1981. En matière de santé, de soins à domicile, le budget global des hôpitaux, la réforme hospitalière qui va être soumise au Parlement prochainement, sont des démarches qui essaient d'apporter une réponse nouvelle au laxisme de nos prédécesseurs en cette matière. Le Livre blanc que nous avons publié, le débat venu devant le Parlement, auquel je regrette d'ailleurs que certains parlementaires qui, aujourd'hui, ont des conseils à nous donner, n'aient pas participé avec l'imagination qui était dans leur esprit, tout cela témoigne de la volonté du gouvernement et, par voie de conséquence, du Parti, de se saisir d'un dossier difficile.
Il est facile de dire ; il faut désétatiser, il faut mutualiser... J'ai même entendu, ailleurs qu'ici, dire : « On va se mettre en recherche. » Nous, nous sommes en recherche permanente, mais nous ne séparons pas la recherche de l'action. C'est sans doute ce qui nous différencie des discours trop faciles. (Applaudissements)

Le Président - Christian Goux. Ensuite Marcel Debarge. Encore une fois, je vous demande d'être concis, camarades.

Christian Goux

Je vais m'efforcer d'être bref, mais l'intervention de Pierre Bérégovoy me fournit une transition. Effectivement, dès qu'on parle, par exemple, du conflit du Tchad, on dit : les choses sont complexes, les articles se multiplient, les explications fusent et les décisions prises sont difficiles. S'il s'agit du Liban, n'en parlons pas.

Dès qu'il s'agit d'économie, alors, là, il faudrait que tout soit simple. Il faudrait que les choses puissent se raconter en deux temps, trois mouvements, et tous les débats sont caricaturés. Il faut que nous prenions conscience qu'il serait très mauvais d'entrer dans cette problématique.

Alors, parce que les choses sont très compliquées et qu'elles sont au cœur de notre pratique, de notre politique, est-ce que nous devons nous taire ? Comme nous nous taisons d'ailleurs devant les grands événements de politique internationale puisque, dans le fond, nous laissons ces affaires à des spécialistes. Non. Je ne le crois pas, parce que, dans cette grande difficulté, il faut que nous marquions quelques points de repère, et c'est là-dessus que je voudrais faire mon intervention.

Le premier point de repère, c'est qu'il n'y aura pas et qu'il n'y a pas de répit. Quand j'entends les mots « politique de rigueur », je suis profondément indigné. Depuis le 11 mai 1981, nous sommes confrontés à des difficultés importantes, colossales, qui vont durer. Il n'y aura pas d'embellie. Il ne peut pas y avoir d'embellie dans le combat frontal que nous livrons aujourd'hui contre des forces sociales qui nous sont profondément hostiles.

Chers camarades, il faut prendre conscience de cette dimension. Dans six mois, cela n'ira pas mieux. Cela n'ira pas plus mal non plus si nous le voulons.

Le deuxième point, c'est que la politique que nous sommes amenés à critiquer ne peut pas surgir, même à l'occasion d'un congrès, d'un grand brainstorming, d'une grande confrontation. Elle s'inscrit dans notre histoire collective, et voilà dix ans que nous avons, pas à pas, construit quelque chose qui s'appelait le Projet socialiste, dont on ne parle plus, parce qu'il serait devenu obsolète pour cause de gouvernement. Chers camarades, je crois que c'est une grande bêtise de raisonner ainsi. Certes, il est besoin d'actualiser les choses et ce n'est pas moi qui contredirais cela ; la façon dont je vois le problème depuis deux ans, au poste où je suis, est un peu différente de celle dont je les voyais avant mai sur les problèmes fondamentaux. Je n'ai pas beaucoup varié depuis vingt-cinq ans et cela va m'amener au troisième point que je voudrais développer, parce qu'il est important et qu'il touche une divergence fondamentale avec nos camarades du C.E.R.E.S., ou du moins je voudrais qu'on s'en explique, c'est ce qui concerne la monnaie.

Je vais parler de la monnaie, mais ce n'est pas un problème économique essentiellement, c'est d'abord un problème idéologique. La monnaie, c'est l'arme de la richesse. C'est quelque chose qu'on ne peut pas manipuler dans l'opinion publique

comme n'importe quel agrégat de la comptabilité nationale sur lequel on peut se livrer à des manœuvres comme sur n'importe quel instrument. La monnaie, c'est quelque chose qui a un retentissement très profond dans le cœur de chacun et il serait illusoire de dire ou de croire, comme je l'entends quelquefois dans les sections : les gens ne comprennent rien aux dévaluations.

Ils comprennent tout ! Ils savent très bien que quand une monnaie est dévaluée, elle s'affaiblit. C'est une chose simple qu'ils voient et qu'ils vivent, d'autant plus que maintenant les frontières sont ouvertes et qu'ils voyagent beaucoup.

Au niveau idéologique, attention ! Au niveau politique, je n'insisterai pas, il n'y a pas d'indépendance nationale sans monnaie forte. Tout le reste, c'est du cinéma.

On voit les problèmes d'Israël. On en a parlé d'ailleurs ce matin en disant que ce n'est pas parce que l'inflation atteint 150% que les problèmes qui se posent à Begin ont donné la solution que vous savez, mais je crois que cela n'a pas été rien.

Et puis, chers camarades, quand la monnaie est faible, cela veut dire qu'il y en a une autre qui est forte. Personne n'a réfléchi à cet aspect très simple, c'est que si le dollar passe de quatre à huit francs, les entreprises françaises que les Américains peuvent acheter leur coûtent deux fois moins cher. A ce moment là, il suffit, me dira-t-on, d'instaurer le contrôle des changes. Plaisanterie que tout cela. D'abord, il y a une bourgeoisie qui est alliée avec les Américains, qui fera l'opération sans qu'il soit besoin de passer par les frontières. Je veux dire par là que ce phénomène très simple qui consiste à dire que l'affaiblissement de la monnaie a des retentissements sur le pouvoir économique, donc politique, est une réalité qu'on ne peut sous-estimer.

Enfin, dernier argument qu'évoquait Matouk, je ne le répéterai pas, l'histoire des trente dernières années montre que les dévaluations n'ont jamais résolu les problèmes de commerce internationaux.

On nous dira : le Japon. Le Japon a pendant une toute petite partie de son histoire manipulé sa monnaie dans des conditions très spéciales. Il y avait d'abord un consensus des forces sociales, ce qui n'existe pas chez nous. Ensuite, cette dévaluation compétitive a été pratiquée pendant très peu de temps. Enfin, les Japonais l'ont réalisée avec une lutte contre l'inflation extraordinairement féroce.

Ce que je crois, c'est qu'il faut que nous ayons une monnaie forte et surtout que le problème de la monnaie ne se posera pas si nous prenons les bonnes décisions de politique économique. Je suis très à l'aise pour vous dire que la politique du gouvernement, celle de juin 1982, j'aurais souhaité qu'elle continue. La décision prise, qui avait choqué plus d'un, consistait à bloquer les prix et les revenus. Chers camarades, heureusement que nous avions fait cela, car sinon le taux d'inflation aujourd'hui serait à 12 au lieu d'être à 8.

Je voulais simplement dire que les problèmes monétaires sont des problèmes très graves, très sérieux ; j'allais dire qu'il faut y penser toujours ou n'en parler jamais, ou dire que, pour nous, c'est une affaire très importante et que, sur ce point, nous ne céderons point. Vous le savez, les forces qui nous sont hostiles connaissent, savent tout ce qui est dit aujourd'hui, elles connaissent toutes nos discussions. S'il n'y a pas au niveau de la politique en matière de monnaie une profonde unité à l'intérieur du

Parti, alors, nous serons affaiblis, alors, nous dévaluerons une quatrième fois, alors, nous serons dans des difficultés considérables, car croyez-moi, ce qui s'est passé de janvier à avril 1983, il est encore trop tôt pour le dire, mais une grande partie est une manipulation par les milieux internationaux. Je m'interroge encore sur la lecture du bilan du premier trimestre et du second. C'est pour cela que, sur le résultat atteint, *moderato cantabile*, nous aurons des indices qui ne seront pas très bons, il va pleuvoir continuellement, mais cela n'ira pas plus mal. Donc, pas de catastrophisme, mais aussi n'espérons pas des miracles qui ne viendraient pas.
J'en terminerai par là, cher Estier, en m'excusant d'avoir été un peu long. En lisant les textes, je souhaite aujourd'hui qu'on s'entende. Pourquoi ? Moi aussi, je veux le débat, moi aussi, j'ai parlé, je ne suis pas de ceux qui se taisent quand j'ai quelque chose à dire, je le dis, mais je mesure à quel point il va être difficile de manager à l'extérieur le débat du mois à venir. Il ne faut pas que ce débat ait plus d'inconvénients que d'avantages. Que chacun pèse bien à la Commission des résolutions les inconvénients et les avantages du débat du mois qui va venir.
(Applaudissements)

Le Président - Merci. Marcel Debarge. Ensuite, Barrau.

Marcel Debarge

Je voudrais rapidement, mais en général, mes interventions sont courtes, partir d'un certain nombre de points qui ont été traités devant ce Comité directeur, points qui peuvent apparaître comme ponctuels, mais qui ont presque, ici ou là, une réalité permanente.
Dreux. J'ai eu l'occasion ces derniers jours de m'occuper avec Jean Poperen et Jean-Claude Bachy, sur le plan des entreprises, de ce qui s'est passé à Dreux. J'en arrive à un certain nombre de conclusions. Je ne les exprimerai pas pleinement aujourd'hui, compte tenu que le résultat de Dreux n'est pas encore connu, il va se jouer demain ; une bataille politique, si elle n'est jamais gagnée, n'est jamais perdue, sans excès d’optimisme pour autant.
Le problème de Dreux prend ses racines dans les conséquences de la politique du passé, mais c'est difficile à démontrer sur place, je veux parler du nombre des immigrés. C'est un problème qui prend aussi ses racines dans l'alliance entre la droite et l'extrême droite, dans ce qui veut apparaître comme l'exploitation de l'apport de l'extrême droite à la droite, mais en définitive, l’histoire nous apprend qu'à un moment donné, pour des raisons pratiquement naturelles, c'est dans l'action l'extrême droite qui l'emporte. Là, il y a danger, un danger dont il faut avoir conscience. Je partage l'opinion de Lionel Jospin quand il dit que le danger n'est pas à cette dimension dans tout le pays, que nous n'avons surtout pas à nous faire le haut-parleur par une certaine attitude de ce danger fasciste, mais ce danger existe, il fait partie de la bataille que la droite nous mène, bataille sur le terrain, bataille idéologique. Il faudra faire, le moment venu, la semaine prochaine, le recensement de toutes les

interventions de ces hommes de droite. Il y aura des conséquences à en tirer, une bataille politique à mener à partir de celle-ci.
Il y a aussi à Dreux, je dois le dire en deux phrases, la nécessité pour le Parti de bien prendre conscience que, quelque soit l'enjeu électoral, celui-ci ne se situe pas seulement localement, que c'est une bataille politique qui doit concerner tout le Parti, et qu'on ne peut pas mener une bataille politique dans telle ou telle ville seulement en ignorant l'investissement, le contexte, et quelquefois le Parti lui-même. (Applaudissements)
Il faudra revoir tout cela. On a eu dans le passé, en d'autres circonstances, la préparation et le déroulement des élections municipales dont j'ai partagé en grande partie les joies avec Jean Poperen, un certain nombre de faits qui, s'ils ne sont pas semblables, sont quand même tellement voisins que cela pose le problème de l'animation et du fonctionnement du Parti. Je crois que, dans ce domaine-là, il n'y a pas à faire de caporalisme, mais il n'y a pas non plus à faire de laxisme ou à faire preuve de faiblesse. Autrement dit, quels que soient les hommes et les lieux, une décision du Parti, une fois qu'elle est prise, s'applique. Je ne connais pas d'autre règle de conduite. C'est peut-être ma formation syndicale qui veut cela, mais jusqu'à présent, je m'en suis toujours bien porté. Je crois que, pour le fonctionnement d'un parti comme le nôtre, on se portera toujours très bien si on applique ce genre de chose.
On a parlé des émigrés tout à l'heure. Je vais peut-être choquer un peu. Je suis tout à fait d'accord pour qu'à un moment donné nous puissions parvenir non pas à leur intégration, le mot est impropre, à leur insertion dans la société française. Cela passe par un certain nombre de démarches politiques, cela passe, le moment venu vraisemblablement, et c'est dans nos textes, d'ailleurs - j'ai dit qu'on doit appliquer la discipline du Parti, eh bien ces textes existent - par le droit de vote des émigrés.
Mais de grâce, amenons-le par les mesures nécessaires, ou amenons cette insertion par les mesures nécessaires, qui ne sont pas seulement des mesures théoriques, mais qui sont également des mesures pratiques.
Nous y arriverons quand nous mènerons - elle se développe déjà un peu mais d'une manière insuffisante - une autre politique ou une meilleure politique en ce qui concerne les faits de la vie quotidienne comme la scolarité, comme le logement, comme l'urbanisme. Tant que nous aurons des ghettos, il y aura ce genre de problèmes que nous ne solutionnerons pas par des vœux pieux, mais dans la réalité des actes et des faits. C'est cela d'abord, le problème des émigrés.
J'ajoute aussi, et je suis dans un département où je pense connaître à peu près le problème, qu'il faudra que les émigrés en France se sentent libres, en tant qu'émigrés, de leur choix, et que nous ne soyons pas conduits - j'exagère peut-être, mais c'est une image caricaturale -, si toutefois nous devions avoir des élections municipales avec la participation des émigrés, à traiter pas tellement du problème des émigrés, mais avec telle ou telle association ou organisation d'émigrés. Ces problèmes-là, ils se posent aussi, croyez-le bien, tout au moins je les ressens comme tels, et je pense à des organisations dont nous discutions tout à l'heure avec Poperen, y compris avec

certaines ambassades.
Problème du Congrès, problème de la synthèse, débat nécessaire. Je ne suis pas contre le débat. Je ferai mienne la formulation de Christian tout à l'heure, il faut en mesurer les inconvénients et les avantages. Débat, oui, mais débat maîtrisé.
Nous savons très bien, les uns et les autres, qu'à partir du moment où il y a des textes différents, il peut y avoir quand même une certaine compétition, pour la recherche du maximum de voix pour les sections. Ma section n'échappe pas à cela, je me défends assez bien, d'ailleurs ! Mais je sais très bien que certaines réunions vont être importantes, qu'il va y avoir beaucoup de monde, qu'il va y avoir ceci et cela... Je passe sur un certain nombre de détails.
Maîtrisons cela très bien, compte tenu du fait que ce débat du Congrès a lieu non seulement devant les militants et adhérents du Parti, mais devant l'opinion publique, et il y a quand même un petit changement dans ce domaine, dans la mesure où nous sommes le parti qui assume les responsabilités essentielles du pouvoir. N'escamotons pas le débat, pour que le Congrès soit positif à l'égard des adhérents, à l'égard des militants, à l'égard du Parti, à l'égard de la solidarité, du soutien au gouvernement, et au chef de l'Etat, et aussi à l'égard de l'opinion publique. Nous n'échapperons pas à ce genre de chose, et je crois que nous devons en avoir en permanence conscience.
Débat un peu inégal, je le dis. Peut-être que le débat n'est pas complet, il manque d'autres textes, mais enfin ceci étant, les choses avancent dans ce domaine, il faut traiter avec des réalités. Débat inégal : on peut reconnaître qu'il y a plus de possibilités de synthèse avec les uns qu'avec les autres. Cela ne veut pas dire que les autres soient condamnables pour autant, mais tout simplement chacun réagit en fonction de son affinité, de son engagement, de ses positions personnelles.
Il faut considérer, par rapport à certaines motions, que les camarades du C.E.R.E.S. finissent leur motion un petit peu en programme de gouvernement qui existe déjà, qu'à partir de ce moment-là, on n'est pas obligé d'en remettre un, et que ce n'est peut-être pas tellement le rôle du Congrès du Parti.
Débat également avec des camarades sur des propositions et des séparations qui peuvent exister par rapport soit de l'exposé de Jean-Pierre Worms, soit de celui d'Alain Richard ce matin.
Je crois qu'effectivement, nous sommes dans une période de crise. Je ne suis pas un économiste, et il y a des moments où je me demande si cela existe vraiment. Je n'en suis pas un en ce qui me concerne. Il y a tellement d'économistes, et est-ce que l'économie est une science ? Cela nous entraînerait dans un débat assez long. Mais je crois que nous avons une crise. Nous devons, Alain Richard l'a dit, en tenir compte. Mais néanmoins, malgré cela, nous devons pratiquer la justice sociale, nous devons progresser dans ce domaine, non seulement sur le plan des réformes structurelles, mais en ce qui concerne la vie quotidienne. Vous savez, l'opinion publique tient certainement aux réformes structurelles, mais c'est essentiellement sur les conditions de vie, les conditions de travail, de l'emploi, de l'urbanisme, de la scolarité, c'est sur tous ces faits concrets que nous serons jugés.
L'opinion publique, à mon avis, est prête à la solidarité, à condition que cette

solidarité soit effective et la plus proche possible d'une solidarité nationale en quelque sorte idéale, même quelquefois en tant que symbole.
Ceci étant, je reviens un peu en arrière et je veux insister sur la nécessaire exploitation des choses que nous faisons bien, l'exploitation vis à vis de l'extérieur. Ce n'est peut-être pas la même chose dans les autres départements, mais en Seine-Saint-Denis nous avons eu des difficultés en matière de rentrée scolaire dans les lycées d'enseignement professionnel, mais pour le reste, cela s'est plutôt bien passé. Je trouve anormal que nous n'ayons pas mis cela suffisamment en avant pour exploiter le bon côté des choses. Nous ne savons pas suffisamment nous mettre en valeur, me semble-t-il. J'ai peut-être une réaction qui ne vous semble pas valable, mais c'est comme cela que je le ressens.
Le marché intérieur, le marché extérieur, Alain Richard a évoqué ces deux points ce matin. Effectivement ces deux objectifs sont valables, mais je crois que le marché intérieur peut se reconquérir à court terme, tandis que le marché extérieur est une conquête qui se situe au moins à moyen terme, et, je pense, davantage à long terme.
Progrès social ? On en a parlé, et il faut savoir également, indépendamment de la justice sociale qui en fait partie, ce qu'on entend exactement par progrès social.
On parle beaucoup de partage du travail. D'accord, on peut en parler, seulement ce partage du travail est-il assorti du maintien ou de la progression du pouvoir d'achat, notamment des plus défavorisés ? C'est une question qu'il convient de se poser, sans oublier, même si cela fait un peu électoraliste mais parce que cela correspond à une réalité, ce qui arrive à l'ouvrier qualifié qui se trouve un petit peu tassé du point de vue du salaire, et cet ouvrier qualifié, l'ouvrier moyen, le fonctionnaire moyen, c'est tout naturellement l'électorat où la gauche puise un nombre important de ses voix.
Je crois aussi que, quand on veut parler de partage du travail, quand on veut parler du progrès social, on doit examiner la question de l'utilisation des machines, des investissements, et de toute une série de choses qui, dans ce domaine, nous amèneront certainement au débat que nous souhaitons pour le Congrès.
Ce sont ces quelques lignes de force que je voulais évoquer, étant entendu que nous n'arriverons véritablement à faire passer notre politique qu'après des débats nécessaires, puisqu'ils apparaissent comme tels, des débats que nous devons maîtriser. Et à partir des débats et des décisions qui auront été prises, la solidarité et le soutien au gouvernement. Nous sommes, Parti Socialiste et gouvernement, dans le même bateau, nous serons jugés ensemble et non pas d'une manière séparée, quelles que soient les vues de certains. C'est comme cela que l'opinion publique perçoit les choses, tout reposant sur un Parti Socialiste qui, dans son fonctionnement, dans ses structures, dans ses méthodes de vie, soit capable de mobiliser ses adhérents, ce qui à mon avis est l'élément nécessaire pour une mobilisation populaire. (Applaudissements)

Le Président - Je donne la parole à Barrau, ensuite à Soubré.

M. Barrau

Mes chers camarades, nous voulons, à l'occasion de ce Congrès, mobiliser nos adhérents, Marcel vient de le dire à l'instant. Nous voulons aussi, d'autres camarades l'ont dit ce matin, faire en sorte que ce Congrès permette de marquer un point de plus dans la reconquête de l'opinion publique, et que nous savons que ce Congrès sera, parce que nous sommes le grand parti démocratique dans ce pays, un événement politique de première importance.

Par ailleurs, nous avons déjà eu, grâce aux contributions, grâce à ce Comité directeur, une discussion sur un certain nombre de questions de fond, et je pense que nos camarades qui participeront tout à l'heure à la Commission des résolutions devront tenir compte largement de ce débat devant le Comité directeur.

Nous sommes arrivés ce matin à une situation nouvelle. En effet, avec le consensus des représentants de ces courants dans les fédérations, deux anciens courants du Parti, courants importants, ont décidé de présenter devant ce Comité directeur un texte commun. Ce n'est pas là un point négligeable, c'est un point qui est lui-même le résultat d'une histoire assez longue.

Pierre Joxe a évoqué tout à l'heure le travail qui avait été le nôtre au sein du courant A pour proposer une contribution, et je crois que le fait que nous ayons travaillé à cette contribution, qu'elle ait pu être enrichie par un certain nombre d'apports venant de nos camarades du courant B, est un acte politique à prendre en compte.

Maintenant, il y a sur la table deux autres textes. Je n'ai pas entendu dans la présentation d'Alain Richard ce matin, ni dans ce qu'a dit Jean-Pierre Worms cet après-midi, le souhait ni de faire de ce Congrès une sorte de grand débat qui risquerait de mettre en cause la stabilité du gouvernement, ni de mettre en cause le fonctionnement démocratique du Congrès, mais au contraire le souhait d'y apporter des idées.

Je dois dire que si je ne partage pas un grand nombre de ces idées, je pense qu'il est très important, et j'y reviendrai tout à l'heure, que ces idées soient exprimées devant les militants et débattues dans les sections.

De la même façon, et je pense que la réponse de Georges Sarre à la question de Pierre Joxe était très nette, nos camarades du C.E.R.E.S. ont déposé un texte devant ce Comité directeur. Georges l'a dit très clairement, il souhaite que ce texte soit débattu dans les sections du Parti, pas simplement pour l'application de la proportionnelle, qui est d'ailleurs une raison non négligeable à prendre en compte, mais parce qu'il pense que dans ce texte, il y a des considérations qui ne correspondent pas à la ligne politique centrale du texte signé par Lionel Jospin.

Je pense donc que nous sommes dans une situation relativement claire. Un texte largement majoritaire déposé après discussion approfondie, et puis deux autres textes, dans le respect des règles du Parti, et je n'ai pas entendu dans les paroles des camarades qui ont défendu le texte tout à l'heure une volonté de grossir ou de rendre dangereux le débat dans le Parti. Je leur donne acte de cela.

Je pense par conséquent que nous pouvons avoir un débat démocratique important pour les militants, important pour l'opinion, mais important pour les militants qui

veulent s'exprimer dans les sections sur ces différentes questions, à partir de cette situation.
Je poserai une question, et je voudrais qu'elle soit considérée comme n'étant pas du tout une question polémique ; il y a une chose que je ne comprends pas, et peut-être que notre camarade Robert Chapuis, qui est encore inscrit dans le débat, pourra me répondre sur ce point : quels sont les points que nos camarades du courant C qui n'ont pas soutenu la proposition d'Alain Richard mettent en cause dans ces propositions ? J'ai bien compris les divergences tactiques, elles sont d'ailleurs respectables sous certains aspects, mais en ce qui concerne les points de fond, qu'est-ce que vous critiquez dans ce texte qui représente cette famille de pensée ? Je pense que pour le débat devant les militants, vous devez aussi le dire, et non pas simplement dire qu'en gros, avec telle ou telle amélioration qui, je dois le dire, Michel, m'ont semblé quand même ce matin beaucoup moins nettes que telle ou telle autre déclaration très liminaire, on pourrait avoir un véritable débat.
Donc pour moi, la situation est très claire : trois textes, qui répondent actuellement aux trois familles de pensée qui existent dans ce Parti, qui cohabitent ensemble et qui correspondent à des traditions du monde socialiste en France, trois textes qui peuvent très bien être compatibles dans un texte de synthèse au moment du Congrès. Mais pourquoi ce texte ne reçoit-il pas l'appui de l'ensemble de ceux qui pensent cela ? Je vous remercie. (Applaudissements)

Le Président - La parole est maintenant à Soubré. Soyez aussi bref que l'a été Barrau.

M. Soubré

Je serai très bref. Je voudrais simplement dire deux choses concernant les interventions concrètes qui ont été faites, celles qui ont été appuyées par des textes ou celles qui se sont exprimées clairement.
Tout d'abord en ce qui concerne l'intervention de Didier Motchane, ce n'est pas tant l'intervention par elle-même qui me laisse un peu sur ma faim, que le texte qu'il nous a fourni, et notamment les quarante-et-unes propositions, parce que lorsque je regarde les quarante-et-unes propositions qui sont en annexe du texte de Didier Motchane, enfin, de nos camarades de C.E.R.E.S., je m'aperçois qu'il y a vraiment de tout dans ces propositions et je me demande pourquoi il y a de tout.
C'est ainsi qu'il y a des propositions avec lesquelles je suis entièrement d'accord, comme le soulignait tout à l'heure Pierre Joxe. Par exemple, je peux être d'accord avec la proposition 4. En ce qui concerne la proposition 6, « Soutien et développement des P.M.I. », je suis d'accord aussi parce que nous l'avons écrit et parce que cela figure déjà dans de nombreux textes du Parti. Il y a des propositions sur l'Education Nationale avec lesquelles nous pouvons être d'accord, qui sont les 27, 28, 29, 30. Il y a donc un tas de propositions avec lesquelles on peut être d'accord. Mais, de temps en temps, se glissent des remarques et des propositions que je qualifierais d'un peu insidieuses parce qu'elles ne sont pas très claires.

Je voudrais prendre la proposition n° 3, « Utilisation temporaire des contingents et mesures sélectives par produit pour donner à certains de nos producteurs nationaux le temps de se moderniser dans les secteurs définis par la politique industrielle. » Nous voulions tous effectivement faire que notre industrie se modernise, que notre marché ne soit pas ouvert à l'encan, mais il n'empêche que lorsqu'on dit cela de cette façon, et qu'en plus on donne un chiffre - réduction d'environ 15 milliards des imports par an, ce qui n'est pas prouvé -, on met le doigt, par une formule un peu insidieuse, dans une espèce de protectionnisme qui n'est pas démontré, parce que si l'on veut dire que pour éviter la concurrence étrangère il faut donner des normes et des normes de qualité, il faut protéger notre industrie par une normalisation des normes, il faut le dire autrement, tandis que là, c'est rentrer dans le protectionnisme purement et simplement. De plus, on ne sait pas comment on en sortira parce qu'il est dit : « Ces mesures seront levées au fur et à mesure du rétablissement. » Il y a une certaine ambiguïté dans ces propositions.

Il y a un tas de propositions sur lesquelles on est d'accord, mais il y en a d'autres qui sont pleines d'ambiguïté.

Il y a aussi la proposition 25 qui touche au domaine de la santé. Il y a une formule, « Responsabilité de l'offre de soins aux hôpitaux, industrie pharmaceutique, médecin, pharmacien ». Responsabiliser l'offre de soins, il faut que soit précisé ce que cela veut dire en clair. De plus, quelles mesures concrètes y aura-t-il ?

La proposition 41 est habile, elle s'adresse à nos camarades et à la jeunesse qui est très préoccupée par le service à six mois.

Je crois quand même que dans la conjoncture actuelle, même si la formule est quand même modulée, dire que le service sera finalement ramené à six mois... Nous connaissons le but où l'on veut aller mais nous connaissons aussi les difficultés qu'il y a à dire des choses de ce genre dans la conjoncture actuelle.

C'est le gros reproche que je fais aux camarades du C.E.R.E.S., à savoir d'avoir fait ce mélange et de quantifier.

Didier Motchane disait : « Le Parti va en avant par rapport au gouvernement » ; encore faut-il qu'il aille dans le même sens et qu'il n'y ait pas des gens qui aillent d'un côté et d'autres de l'autre, parce que là il ne s'agit plus d'aller de l'avant mais de faire reculer.

Je crois donc que si nos camarades du C.E.R.E.S. sont d'accord sur la définition que nous donnons, nous, dans la conclusion de la motion n° 1, où nous disons que le Parti est garant de garder le cap en dépit des inflexions gouvernementales etc… qui sont nécessaires, s'ils sont d'accord sur cette formule, alors qu'on le dise en commun et là nous pourrons nous entendre.

Voilà ce que je voulais dire sur l'intervention de Didier Motchane et surtout sur le texte qui nous a été remis.

Vous comprenez que si je parle d'ambiguïté, c'est parce que je ne suis pas tellement éloigné d'eux, beaucoup moins que de ce qu'a dit notre camarade Richard, répété par Worms sur deux problèmes.

C'est le vieux débat du quantitatif et du qualitatif, chers camarades. Par exemple,

notre camarade Richard a cité des mesures qui changent la société mais qui ne coûtent rien. Il a cité la décentralisation. Chers camarades, la décentralisation coûte, et a coûté aux élus locaux. En tant qu'élu local et maire, je ne vois pas comment notre ami Richard ne sera pas intéressé par les transferts financiers qui devront s'accompagner des transferts de charges. Alors, la décentralisation, cela coûte aussi.
Pour prendre le monde associatif auquel Worms et Richard se référaient, mes chers camarades, je dirais que le monde associatif, bien qu'il parle de qualitatif, parle aussi de quantitatif. N'avez-vous pas par exemple entendu les associations de parents d'élèves dire que si on voulait changer la composition sociale des parents qui suivent les manifestations dans les différents établissements scolaires, il faudrait avoir un statut de l'élu social, et notamment il faudrait que les gens qui sont des travailleurs puissent quitter leur entreprise, mais ceci avec quoi, sinon avec une indemnisation ? Donc, bien évidemment, là aussi le quantitatif compte.
Alors dire qu'il y a comme cela un qualitatif indépendamment de tout quantitatif est vraiment, à mon avis, se tromper, et je ne vois pas comment on pourra faire la synthèse.
Un autre exemple qui a été pris par Richard et par Worms, l'exemple de l'éducation nationale. Jean-Pierre Worms a dit tout à l'heure : « Il y a d'excellentes avancées, il y a par exemple, pour changer les collèges, le rapport Legrand. » Mes chers camarades, l'obstacle qui fait que les propositions du rapport Legrand ne pourront être mises en route partout et tout de suite est un constat quantitatif, car si nous devions avoir le tutorat préconisé par le rapport Legrand auquel tu te référais, cela ferait exactement 40.000 postes d'enseignants supplémentaires, donc cela prouve qu'il y a là un obstacle quantitatif.
C'est donc une méconnaissance précisément de ce qui peut faire exactement le départ entre le qualitatif et le quantitatif.
Je t'ai écouté attentivement et je crois que c'est un exemple typique.
De même, et j'en terminerai là sur l'exemple du quantitatif, comment parler de l'éducation en disant, comme l'a dit Richard ce matin : « Il ne s'agit que de donner en quelque sorte beaucoup d'initiative et d'autonomie à des équipes » ? Mes chers camarades, où en est l'enseignement technique avec le manque d'enseignants de technologie, d'informatique, de bureautique, d'électronique ? Comment voyez-vous cette rénovation, cette modernisation de l'éducation nationale, si vous n'avez pas la formation initiale, la formation continue ? C'est un domaine précisément où on ne peut pas ruser avec le quantitatif, même s'il n'y a pas que le quantitatif qui compte, et ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit.
Voilà donc quelque chose qui me semble très important dans les divergences que l'on peut avoir, parce qu'elles sont symptômatiques et dans des domaines-clés en ce qui concerne le texte de notre camarade Richard.
Sur les autres, vous permettrez que je n'en dise pas grand chose.
En ce qui concerne le discours de de La Fournière, j'ai compris qu'il était d'accord mais que s'il n'y avait pas accord en Commission des résolutions, il y aurait un texte. Il a simplement dit à Alain Richard que tout était rompu entre eux.

Il y a eu beaucoup de citations aujourd'hui. Cela me fait penser un peu à « Tout est rompu, mon gendre », mais c'est une citation moins noble que celles qui ont été citées de Hegel à Molière, etc. Ceci pour dire que sans se lancer dans le café-concert qui a été reproché, on pourrait de temps en temps sourire, c'est permis, à ce Comité directeur. (Applaudissements)

Le Président - Jean-Pierre Worms, tu voulais dire quelque chose ? Je ne t'y incite pas...

Jean-Pierre Worms

Je te remercie. Je voudrais dire à Luc qu'il a des affirmations qui ne sont pas très sérieuses. Il faudrait mettre en balance le coût de l'échec scolaire quand on parle du coût des réformes proposées par Laurent Schwartz ou par Legrand, parce qu'en l'occurrence, on s'apercevrait que le coût financier pour la collectivité et l'Etat est infiniment supérieur à ce que coûterait un effort financier un peu plus sérieux en faveur aussi bien de l'ensemble de la réinsertion sociale et professionnelle que de la mise en oeuvre du rapport Legrand.

Le Président - Merci. Salpetrier. Ensuite, dernier orateur : Charzat.

M. Salpetrier

Chers camarades, les propos que je vais vous tenir vont jurer avec les sujets qui ont été traités jusque là, mais je voudrais suivre le conseil donné par notre ami Poperen qui dit qu'il faut tout dire à la veille d'un Congrès parce que cela peut être utile à tous.
En conséquence, vous comprendrez que je ne puisse attendre la mise au point du texte de synthèse sans signaler une absence qui ne sera pas sans conséquence au moment où l'un des objectifs essentiels de ce Congrès est de rassembler tous les Socialistes, et à ce propos j'en déduis, sous quelque latitude qu'ils soient.
Mon intention n'est pas de mettre en cause le projet de motion d'orientation présenté par le Premier Secrétaire et d'autres, mais elle vise à faire réparer une omission qui, si elle devait persister, soulèverait des amertumes qu'il est inutile de provoquer à la veille de ce Congrès aussi important.
L'omission concerne bien évidemment les départements d'Outre-Mer, auxquels aucun mot n'a été consacré dans la motion qui sera soumise à l'approbation des fédérations, y compris des fédérations d'Outre-Mer.
Je ne voudrais pas traduire cette absence par une volonté d'intégration totale car elle serait contraire au principe même de notre Parti, principe âprement défendu par notre ancien Premier Secrétaire devenu depuis Président de la République et qui affirme le droit à la différence..
Toute la motivation de la lutte dans les départements d'Outre-Mer réside précisément dans la reconnaissance de leur spécificité. Ce n'est donc pas par hasard que deux fédérations sur trois ont présenté des contributions.

Le Parti Socialiste ne peut laisser les départements d'Outre-Mer en dehors du débat qui l'anime en ce moment.
En ces temps difficiles, aucun problème, aucune région ne peut rester sans considération. Le militant que je suis, parmi les nombreux problèmes qui nous touchent, en relèvent deux qui, dans le cadre de notre Congrès, s'avèrent fondamentaux : celui de l'évolution du Parti Socialiste dans ces régions et celui du devenir institutionnel des départements d'Outre-Mer.
Sur le premier point, vous ne devez pas oublier la situation paradoxale dans laquelle se trouvent les fédérations socialistes d'Outre-Mer. Elles sont coincées entre une droite musclée et un autre Parti de gauche plus fort, plus antérieur. A la Guadeloupe et à la Réunion, il s'agit du Parti Communiste, à la Martinique du P.P.M., le parti de Césaire.
Lors des dernières élections régionales du 20 février, tactiquement le Premier Ministre a choisi, lors de sa visite dans chacun de ces départements, d'appuyer prioritairement ces Partis.
Cela ne peut se faire, évidemment, qu'au détriment des fédérations, et cela n'échappe pas à la vigilance de l'opinion déjà très sensibilisée par ce que l'on appelait déjà la course au titre d'interlocuteur local privilégié du gouvernement.
Cette situation n'a fait que renforcer nos difficultés.
Or, il est indispensable que les fédérations d'Outre-Mer se renforcent si le Parti Socialiste, au niveau national, veut compter sur un potentiel électoral sûr. On ne sait jamais, et l'histoire politique a déjà donné deux exemples, lors des législatives en 1967 et aux élections présidentielles de 1974.
Parmi les solutions envisageables, et aussi paradoxal que cela vous semble, la Direction nationale du Parti doit être plus présente de manière structurelle, mais aussi dans ses déclarations publiques.
En second lieu et sur le plan politique, nous nous sommes battus pour instaurer l'Assemblée unique ; le Conseil constitutionnel nous en a frustrés. Dans la pratique, et je suis bien placé pour vous le dire, la coexistence de deux Assemblées pour gérer les mêmes affaires sur un même territoire ne fait que renforcer le regret de n'avoir pu atteindre au but.
Il conviendrait donc que la prochaine loi sur les compétences nouvelles des régions d'Outre-Mer viennent pallier l'absence de structure unique en réduisant au droit commun les prérogatives actuelles des départements et collectivités d'Outre-Mer.
Or, je crains que le projet actuellement en préparation soit, sur ce plan, très insuffisant et, en tout cas, très en retrait de ce que nous pouvions espérer.
Le Parti, à ma connaissance, n'est pas associé à cette préparation et n'a pas davantage eu à faire part de ses observations au Secrétariat d'Etat aux départements d'Outre-Mer.
Vous comprendrez donc, chers camarades, que les militants socialistes de l'Outre-Mer, sachant qu'un Congrès détermine la politique qui sera suivie dans les deux ans à venir, seront attentifs aux propositions que vous serez amenés à leur faire.
S'ils étaient confrontés au silence de la motion nationale quant à leur spécificité, la

déception n'en serait que plus grande.
Alors, faisons donc l'économie d'une amertume générale en incluant dans le texte un paragraphe qui soit consacré aux problèmes de l'Outre-Mer. (Applaudissements)

Le Président - Charzat, dernier orateur.

M. Charzat

Mes chers camarades, nous voici donc parvenus au terme de ce débat. Je voudrais, très brièvement, donner mon sentiment à ce sujet.
Je voudrais tout d'abord exprimer mon accord avec deux propositions qui ont été faites par Lionel Jospin :
- l'une date de quelques mois, Lionel Jospin avait rappelé qu'il était hostile à ce qu'il appelait un « Valence bis » ;
- l'autre proposition date de quelques semaines, lorsque Lionel Jospin avait déclaré que le courant dont il se sentait le plus proche était le C.E.R.E.S.

Eh bien, aujourd'hui, je constate que, s'il n'y aura sans doute pas de « Valence bis », c'est parce que le courant dont il se sent le plus proche va créer les conditions de ce débat !
Je crois que ce débat est, non seulement, en effet, naturel, conforme à notre génie propre, mais qu'il est également nécessaire car je ne pense pas que l'opinion comprendrait que les discussions tout à fait légitimes qui existent chez les socialistes ne soient pas prises en compte et débattues dans le Parti Socialiste.
Chacun sait qu'au niveau du gouvernement, au niveau de la direction du Parti, des discussions, des interrogations continuent à se faire jour.
Alors, quelle discussion, et quelle discussion, pour quelle conclusion ? Voilà les deux points que je voudrais brièvement développer.
Je crois qu'il s'agit tout d'abord de créer les conditions d'une discussion ouverte, Personne ici n'a le monopole de la vérité, il n'y a pas de direction héréditaire, il n'y a pas une noblesse de naissance, il n'y a pas un sang bleu de courant. Il y a, je pense, une volonté collective de définir les conditions d'un accord politique, et - c'est fondamental pour certains d'entre nous - si nous voulons aboutir à une clarification réelle, il faut faire descendre le débat du ciel sur la terre, il faut donc rendre la parole aux militants, ce qui nous permettra, je pense, à travers cette clarification, de créer les conditions de ce rassemblement, de cette affirmation collective, comme nous avions su le faire dans la clarté, par exemple, au Congrès d'Epinay ou au Congrès de Metz.
Il faut une discussion ouverte, il faut également une discussion réelle, qui porte sur les vrais problèmes, c'est-à-dire une discussion franche, sérieuse, précise et je dirais très clairement que, si nous voulons avoir une discussion précise, il faut savoir qui parle pour qui.
Lorsque nous irons discuter avec nos camarades de la motion 1, à qui parlerons-nous ? Entendrons-nous le discours et la logique qui la sous-tend de Bichat, de Christiane Mora, de Pierre Joxe, de Jean Le Garrec ou de Lionel Jospin ? Car j'ai entendu, pour

le moins, des dissonances dans la présentation de l'attitude de nos camarades !
Donc, un discours précis, sérieux, non biaisé, qui nous permette d'affirmer, au terme de cette discussion, une cohérence.
Il s'agit, en effet, de nous attacher aux problèmes réels, en les prenant à temps et, pour moi, prendre les problèmes à temps, c'est, par exemple, permettre à notre gouvernement, et globalement, aux Socialistes, de dépasser un certain nombre de contradictions qui existent aujourd'hui.
Je vais prendre deux exemples.
Je crois qu'il y a une contradiction, que nous gérons et que nous vivons, entre la croissance faible, voire la croissance nulle, que nous allons connaître en 1983, et notre objectif fondamental de redressement économique par le ressaisissement industriel. Bien sûr, le débat ne porte pas, entre nous, sur les objectifs intermédiaires - nous sommes tous d'accord pour considérer que l'assainissement de l'économie, la réduction de l'écart d'inflation, la réduction rapide et brutale du déficit de la balance des paiements, sont des objectifs absolument incontournables - ; en revanche nous pouvons débattre, car le problème se pose, des meilleurs moyens à utiliser pour rendre compatibles l'effort nécessaire d'assainissement et la poursuite de l'objectif fondamental de sursaut économique.
Il y a, à l'évidence, certaines contradictions entre l'utilisation classique de la politique monétaire, disons le rationnement monétaire tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, et le financement sain et suffisant de l'industrie. Il y a, à l'évidence, une certaine contradiction entre une défense quelque peu statique de la parité du franc par rapport au mark et la volonté de rééquilibrer notre balance commerciale qui, comme vous le savez, est très largement déséquilibrée en raison du déficit que nous enregistrons avec l'Allemagne fédérale. Il y a, plus généralement, une contradiction entre la volonté de peser sur la consommation pour réduire un tant soit peu les importations, et notre volonté de remuscler l'appareil de production.
C'est la raison pour laquelle le débat porte sur les moyens. Il s'agit sans doute, effectivement, de mettre en oeuvre une politique des importations plus efficace, liée à une politique industrielle plus volontariste. Il ne s'agit pas de modifier, de bouleverser les règles du jeu, ou de renverser les objectifs. Il s'agit, en fait, de jouer à la marge, il s'agit de dégager en 1984 sans doute 1 ou 2% de croissance supplémentaire, il s'agit sans doute de limiter à hauteur de quinze ou vingt milliards les importations, car c'est sans doute avec cette marge supplémentaire que nous ferons la différence en 1985, et surtout en 1986, en termes de croissance et, donc, en termes de lutte contre le chômage.
Deuxième exemple de contradiction, dans certains esprits, c'est par exemple le faux débat sur le rôle respectif du Parti et du gouvernement.
Pour certains, ces deux entités devraient se confondre, sinon elles sont appelées nécessairement - ou elles seraient appelées nécessairement - à s'opposer. Mais je crois que l'un des enjeux, l'une des clarifications politiques de ce Congrès, est la nécessité de distinguer clairement les deux fonctions, à la fois de solidarité, mais également de complémentarité, qui unissent le Parti au gouvernement.

Pour nous, le Parti doit devancer le gouvernement pour éclairer la route, il doit être capable de lier le court terme, la gestion, avec le long terme, avec la perspective, avec le projet, car comment mobiliser notre Parti, comment mobiliser les militants de gauche si nous n'étions pas nous-mêmes en mesure, encore une fois, de baliser le cheminement vers une société différente ?
Donc, débat ouvert, débat portant sur les vrais problèmes, qui est par conséquent un débat éminemment et strictement politique, et je dois dire qu'à cet égard un certain débat qui sombrerait dans l'économisme serait la pire des choses.
Je vais prendre pour exemple l'intervention de Matouk, qui me semble présenter un certain nombre de dangers si nous le suivions, car les propos qu'il a tenus sont empreints, selon moi, d'une sous-estimation du facteur politique qui n'est pas, à mon avis, à la hauteur des enjeux.
Je prends l'exemple du débat sur le franc fort.
Qui, ici, n'est pas favorable à un franc fort ? Je vous rappelle que le septennat précédent avait développé - et dans une certaine mesure avait réussi - une politique du franc fort. Nous sommes, nous aussi, pour un franc fort, mais nous ne subordonnons pas cette politique du franc fort à l'ensemble de notre politique. En d'autres termes, pour nous, le franc fort résultera d'une économie forte et, donc, d'une industrie plus compétitive et plus productive, et non pas l'inverse, car à soutenir artificiellement une parité, nous nous exposons à l'évidence à affaiblir durablement, et donc très gravement, l'appareil productif.
Franc fort, c'est, je pense, un slogan qui ne recouvre pas la complexité d'une situation. C'est la raison pour laquelle nous faisons des propositions précises, réalistes, qui ne consistent pas, encore une fois, à rompre avec l'environnement international, avec notre solidarité européenne, mais qui consistent politiquement à poser la parité du franc et du mark. C'est la seule parité qui compte puisque, comme vous le savez, le franc flotte par rapport à toutes les autres monnaies, y compris le dollar, le yen, la livre, la lire italienne, et que, comme vous le savez, les deux tiers de notre déficit - 65 milliards de déficit - sont enregistrés dans le commerce franco-allemand et franco-hollandais, puisque le florin et le mark font partie de la même parité et sont, en quelque sorte, les deux monnaies qui constituent la référence par rapport à laquelle le franc se trouve aujourd'hui confronté à l'intérieur du Système monétaire européen.
Il en est de même du débat sur le protectionnisme.
De grâce, ne brandissons pas la menace de rétorsion de nos partenaires. Bien sûr que cette menace existe, mais puisque certains ont su dans le passé - et savent toujours aujourd'hui - mieux protéger leur marché interne pour partir à la conquête des marchés externes, soyons capables politiquement de leur poser le problème. Il ne s'agit pas, en effet, de faire supporter à nos seules entreprises l'effort d'assainissement et l'effort de solidarité nationale.
Mes chers camarades, je crois que si nous devons refuser l'économisme, nous devons également, dans ce débat et à travers le débat, refuser ce que j'appellerais l'illusion institutionnelle qui a pu marquer la période dite « de l'état de grâce ». Nous devons, à travers cette discussion, faire mûrir l'exigence que le mouvement social soit à

nouveau impulsé, soit à nouveau revivifié par l'action politique, par l'action d'entraînement des socialistes.
Il faut utiliser à l'évidence les réformes comme de véritables points d'appui à notre action, il faut à l'évidence continuer à élargir la pratique des travailleurs et des citoyens dans la perspective des responsabilités nouvelles que les lois leur ont attribués depuis quelque deux ans, il faut également donner plus de dynamisme, plus de sens à l'action de l'Etat, il faut enfin conduire avec vigueur la bataille des idées, cette bataille culturelle que nous avons peut-être un peu négligée depuis deux ans.
Tous ces problèmes conduisent inévitablement à poser le rôle du Parti, le rôle autonome du Parti, aux côtés du gouvernement, mais également, comme je l'ai dit tout à l'heure, en avant du gouvernement, dans la bataille politique.
Quelles décisions, auxs terme de cette discussion, et quelle conclusion, par là même, devons-nous privilégier ?
A cet égard, je dirais que les conditions mêmes du débat vont bien évidemment retentir sur la conclusion, sur la synthèse souhaitable. Nous devons - et Pierre Joxe l'a dit très clairement - refuser le terrorisme, intellectuel. Il n'y a pas ici d'arguments d'autorité ! Si nous savons maîtriser le débat, nous devons être capables de débattre sereinement. Pas de terrorisme intellectuel, pas de « bichatisme » ! Soyons des militants sérieux, capables de trouver devant l'ensemble du Parti les problèmes qui existent entre nous. Pas davantage d'angélisme, mes chers camarades, car à l'évidence, le débat vient de faire apparaître déjà trois textes, quatre attitudes différentes, et quelques arrières-pensées.
Je vais simplement me contenter de commenter très brièvement les trois textes qui sont en présence et qui vont être mis en discussion dans quelques instants devant la Commission des résolutions.
Il y a d'abord une motion, dite C ou C', à laquelle, je crois, il faut rendre hommage dans la mesure où des camarades ont la rigueur morale de présenter les positions auxquelles ils tiennent et qu'ils vont donc défendre vraisemblablement. Ce sont des positions qui, pour ma part, ne me conviennent pas, mais qui ont le mérite de la cohérence et de la continuité.
Il y a une motion, la motion un ou une, qui est une vaste motion de rassemblement, de pré-synthèse, motion quelque peu fleuve, une motion inspirée par un réalisme que vous permettrez de qualifier « sans rivage », une motion « lisse », qui n'offre pas beaucoup d'aspérités. De ce point de vue c'est une bonne chose. C'est donc un bon cadre fonctionnel pour le débat, et par là même pour la synthèse qui doit lui permettre d'être à la fois complétée et précisée.
Et puis il y aura sans doute, très certainement, la motion 2 - ou 86 - mais pour ma part je pense qu'on a suffisamment de souci d'économie pour se limiter à la motion 2. C'est une motion qui fait, vous l'avez constaté, des propositions concrètes, qui sont liées à l'affirmation d'une volonté réaliste, d'anticipation sur les difficultés que nous allons continuer à rencontrer au cours des deux prochaines années - je répète ce qui a été dit - et ces propositions ne forment ni un programme de gouvernement, ni un catalogue, c'est en quelque sorte un scénario pour la réussite en 1986, que nous vous

proposons de discuter et d'intégrer pour l'essentiel dans le texte-cadre que je viens d'évoquer.
Voilà, chers camarades, au terme de ce débat, je pense que le problème de la synthèse ne doit pas être pris à la légère ; la synthèse sera d'autant plus féconde et riche pour l'avenir, de conséquences positives que nous saurons en faire juges les militants, que la vérification politique nécessaire de notre accord sera le fait de l'ensemble du Parti. C'est donc dans cet état d'esprit que nous allons nous rendre dans quelques instants à la Commission des résolutions.

Le Président - Le débat est donc terminé. Nous allons nous réunir dans un quart d'heure en Commission des résolutions, à l'Assemblée Nationale, Salle Colbert. Et je crois qu'il est plus sage de renvoyer le débat en séance plénière à demain matin. Il n'est pas utile que les camarades qui ne sont pas membres de la Commission des résolutions passent leur soirée à attendre un hypothétique retour de la Commission. Nous avons connu cela dans le passé, c'est fort désagréable. Je crois qu'il est plus sage de renvoyer le débat à demain matin, à 9 h 30, dans cette salle.
La séance est levée.

Parti Socialiste
Comité directeur de synthèse
10 et 11 septembre 1983

Dimanche 11 septembre 1983 (matin)
La séance est ouverte sous la présidence de Claude Germon.

Le Président (Claude Germon)

Chers camarades, je déclare la séance ouverte et présente les excuses de Claude Estier, qui est à une manifestation à Crosne en mémoire à Salvador Allende.
La parole est à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

La Commission des résolutions s'est réunie hier soir et dans la nuit, elle a débattu des textes en présence, elle a examiné comme il convient la désignation des hommes et des femmes dans le Parti en fonction de leur orientation politique, mais aussi en fonction de la politique menée, car la politique menée en commun n'a de sens que si les hommes et les femmes qui veulent l'emporter s'entendent.
Je crois que le plus simple maintenant est qu'il y ait rapport de la Commission des résolutions et, pour que ce soit clair, je dirais que cette Commission des résolutions a abouti à la présentation devant le Comité directeur de trois textes différents. Nous avons demandé à ce que Jean-Paul Bachy rapporte au nom de la Commission des résolutions, et par ailleurs, deux autres camarades, Marie-Noëlle Lienemann et

Thierry Bondoux, feront rapport sur cette Commission des résolutions puisqu'il y a des textes différents.
Nous aurons à traiter de ces problèmes et à conduire sur ce point ce Comité directeur de synthèse à son terme, le Comité ayant à entendre le rapport de la Commission des résolutions et à prendre des décisions.
Deuxième élément : en raison de la dramatisation accélérée des événements au Liban, nous pensons que le Comité directeur adopte une déclaration sur le Liban. Elle a été préparée ce matin, je suis en train de regarder le projet, nous vous le soumettrons dans la discussion pour qu'il soit diffusé à la presse à l'issue du Comité directeur. Moi-même, j'aurai une interview à R.T.L. - Le Monde cet après-midi, et j'aurai l'occasion de m'expliquer, mais il est bon que le Comité directeur prenne un texte.
Troisième élément, certains camarades veulent soulever un problème de préparation du Congrès déposé par telle ou telle section. C'est quelque chose que nous avions accepté et je crois que ce point sera examiné à la fin. Je souhaiterais qu'il le soit brièvement en tenant compte du fait que le Comité directeur se terminera là-dessus.
Voilà, je crois, quel doit être notre travail de ce matin.
Je propose donc au Président d'examiner le premier point : rapport de la Commission des résolutions.

Le Président - La parole est à Jean-Paul Bachy.

Jean-Paul Bachy

Au terme des débats d'hier, nous avons donc trois positions en présence qui sont matérialisées par des textes que j'appellerais par commodité texte Jospin, texte Motchane, texte Richard.
La première partie de la discussion à la Commission des résolutions a porté sur le point de savoir quel devait être le texte qui servait de base au débat de la Commission. A cet égard, les camarades signataires du texte de Motchane estimaient qu'il n'y avait pas de préséance particulière à établir et proposaient que leur propre texte soit pris comme base de travail. La contre-argumentation s'est fondée sur, d'une part, le précédent ou l'habitude de nos Congrès passés, dans lesquels la réflexion en Commission des résolutions s'était faite sur le texte qui était signé par le Premier Secrétaire sortant, et d'autre part le fait que Lionel Jospin a affirmé dans les débats d'hier et dès l'ouverture de la Commission des résolutions qu'il présentit lui-même ce texte dans un esprit de synthèse sans a priori et ouvert à tous.
Finalement, c'est lui qui, avec le consensus de la Commission des résolutions, a donc été pris comme base de départ.
Il a été convenu qu'à partir de là une discussion s'engagerait page par page, ou partie par partie, permettant d'amender ce texte, et, à partir d'amendements, de faire avancer le débat.
Lorsque la discussion s'est engagée sur l'introduction, un certain nombre de contre-propositions se sont immédiatement manifestées, et notamment nos camarades

signataires du texte Motchane ont opposé à l'introduction du texte Jospin l'introduction de leur propre texte. A partir de là, le débat a été finalement assez rapide, et dès 21 heures nos camarades du C.E.R.E.S. déclaraient qu'ils souhaitaient que leur propre texte soit déposé devant l'ensemble du Parti et que ce texte constituait un bloc indissociable, que, dans ces conditions, ils souhaitaient qu'il soit mis aux voix des militants, estimant qu'à partir de là ils n'avaient plus à prendre part directement au vote de la Commission des résolutions.
Cette première phase de la discussion étant close, la discussion a repris sur le texte de Lionel Jospin et un certain nombre d'amendements ont été discutés page par page et partie par partie.
Nos camarades, disons pour simplifier, du courant ou de l'ex-courant C, de la Fournière, Chapuis, Jean-Pierre Cot, et quelques autres, ont, sur ce texte, proposé un certain nombre d'amendements après avoir, dès le départ d'ailleurs, et sur chacune des parties, déclaré qu'ils appréciaient le texte de Jospin, qu'ils en approuvaient l'essentiel des dispositions. Les amendements qu'ils ont déposés sont donc des amendements qui pour la grande majorité étaient des amendements de forme dont un certain nombre ont été repris, dont d'autres ont été modifiés ou rédigés, et dont certains sont importants. Je ne citerai qu'un exemple : c'est celui qui concerne la référence, dans la dernière partie du texte, à la vie du Parti Socialiste. La modification concerne le fonctionnement du Parti et la critique que l'on entend souvent développer contre le Parti Socialiste qui serait considéré comme un appareil vertical, coupé des aspirations de la société, fonctionnant en vase clos.
Les camarades souhaitaient que l'on modifie sensiblement ce passage ; cette proposition a été rejetée.
Je ne prends que cet exemple parce que je ne veux pas m'engager dans un long débat sur le contenu précis de chaque texte. Ce sont souvent des modifications de formulation, plus que de fond.
Par contre, nous avons eu un débat sur les huit points qu'Alain Richard avait développés devant le Comité directeur hier. Ces huit points avaient été concrétisés par le dépôt de huit amendements assez longs, assez précis, et dont les rédacteurs nous avaient affirmé d'emblée, d'ailleurs, qu'ils formaient eux-mêmes une certaine cohérence et qu'ils avaient une certaine logique.
La discussion sur ces huit amendements, point par point, a permis de mettre en évidence qu'il n'y avait pas d'accord. Nos camarades du C.E.R.E.S., par ailleurs, ne prenant pas part au vote, l'ensemble de la Commission des résolutions, sauf évidemment les camarades qui défendaient ces amendements, a rejeté chacun de ces huit textes.
Ensuite, dans le cours de la discussion, nous avons eu à prendre en considération aussi un certain nombre d'amendements ou de propositions plus ponctuelles. Je pense notamment à un certain nombre d'amendements qui avaient été remis par des membres du Comité directeur à Françoise Séligmann, concernant telle ou telle partie du texte. Un certain nombre d'entre eux ont été intégrés, d'autres ont été modifiés, rédigés, et deux ou trois autres ont été rejetés.

Nous avons eu également un amendement concernant le problème spécifique des Dom-Tom, que nous avons décidé d'intégrer dans le texte de Lionel Jospin.
Nous avons eu également référence, dans le débat, à un certain nombre de propositions d'action ; cela a fait référence à ce que Gérard Delfau disait hier devant le Comité directeur.
Pour des raisons de rédaction, Martine Buron devait préparer et suggérer un certain nombre de modifications de rédaction concernant la partie touchant aux luttes des femmes, afin que l'on sorte du texte des propositions concrètes.
Je dirai donc que la Commission des résolutions a pris acte de ces différents éléments, et pour l'essentiel, a modifié le texte en conséquence.
Il résultait donc, après un assez long débat, une volonté politique de déposer trois textes :

- Le texte de nos camarades du C.E.R.E.S.,
- Une motion déposée par Alain Richard et d'autres camarades du Comité directeur,
- Et le texte présenté à la synthèse par Lionel Jospin, que finalement la Commission des résolutions, dans ses anciennes composantes A, B et C, considérait comme devant être soumis aux militants.

A la suite d'une suspension de séance, il a été prévu que ce dernier texte serait signé plus largement par les seuls signataires des ex-courant A, ex-courant B, qui l'avaient signé au départ, c'est-à-dire que nous recueillerons sur ce texte les signatures de quelques membres du courant ou de l’ex-courant C du Comité directeur.
En ce qui concerne cette question des signatures, le débat a repris ce matin, après une suspension de séance, concernant la manière de maîtriser le nombre des signataires des textes. A cet égard, la Commission des résolutions a jugé raisonnable qu'on ne joue pas au jeu de l'inflation et que, notamment dans « Le Poing et la Rose » envoyé aux militants, il n'y ait pas annexée à chacune des motions une liste de plusieurs centaines, voire, pourquoi pas, de plusieurs milliers de noms de camarades, mais que des proportions raisonnables soient respectées, limitées à quelques dizaines, au grand maximum, de signataires membres du Bureau exécutif, membres du Comité directeur, avec un souci dans la présentation d'équilibre entre les différents textes, de telle sorte que l'on respecte de ce point de vue la lettre et le fond de notre esprit démocratique, que l'on ne présuppose pas a priori une plus large représentativité de tel texte par rapport à tel autre.
Par ailleurs, une question avait été débattue concernant l'intégration ou non, dans les signataires, de membres de gouvernement. Je crois que le consensus était très large dans le Comité directeur pour dire qu'il n'était pas forcément bon que les membres du gouvernement signent systématiquement des textes de motion ; mais un problème se posait qui était le suivant : à partir du moment où il ne pouvaient pas signer des textes, ils ne pouvaient pas être en même temps candidats pour le Comité directeur. Or, il n'y avait aucune raison que l'on évacue a priori du Comité directeur tel ou tel camarade sous prétexte qu'il était Ministre.
Dans ces conditions, la Commission des résolutions s'est finalement ralliée à une proposition de Lionel Jospin qui consistait donc à publier dès le numéro du « Poing et

la Rose » envoyé à l'ensemble des militants une liste limitée de signataires, et que la liste des candidatures définitives pour le Comité directeur soit établie et publiée comme le veulent nos statuts, cinq semaines avant le Congrès, ce qui permettait à ce moment-là à ceux ou celles, ministres ou pas, qui voulaient être candidats, de figurer sur les documents envoyés aux militants.
Une autre question s'est posée tout à la fin de nos travaux. Elle a été posée par Alain Richard, demandant s'il était envisageable qu'un amendement annexé à son texte figure dans « Le Poing et la Rose » envoyé aux militants, amendement qui serait lui-même signé par un certain nombre de militants dans les fédérations.
La Commission des résolutions, s'appuyant d'ailleurs sur nos textes de statuts, notamment l'article 52 des statuts, qui définit la procédure en ce domaine, a estimé que cette proposition ne pouvait pas être recevable et qu'il convenait, si un amendement devait être apporté à ce texte, qu'il soit intégré à ce texte purement et simplement et dès aujourd'hui et qu'il paraissait incongru et inacceptable d'imaginer qu'il y ait en quelque sorte un texte à deux étages qui figure dans « Le Poing et la Rose » adressé aux fédérations et aux sections.
Enfin, un débat a eu lieu sur l'opportunité ou non d'un vote par le Comité directeur d'un document ou d'un texte de résolution se félicitant de la qualité du débat et de l'esprit de responsabilité qui avait présidé au débat de ce Comité directeur, en engageant les militants du Parti à continuer à œuvrer dans ce sens au niveau des discussions des sections et des fédérations.
Après un court débat, la Commission des résolutions a estimé qu'il valait mieux que cela soit fait dans la pratique et qu'à cet égard, il n'y avait pas a priori de défiance ou de soupçon à avoir vis-à-vis de quiconque et, par conséquent, a rejeté l'idée de l'opportunité de la publication ou du vote d'un tel texte.
Donc, il n'y a pas sur ce point de proposition qui est faite au Comité directeur.
En conclusion, nous avons donc trois projets de motion. Ces trois projets de motion, je pense, correspondent à un certain nombre de sensibilités qui sont réelles, qui se sont exprimées dans les discussions d'hier, et elles permettront un débat qui sera pour les militants une occasion de s'exprimer et de dire ce qu'ils pensent.
Je crois que nous étions tous d'accord, les uns et les autres, pour considérer que la nécessité d'un débat et d'une discussion large et ouverte dans le parti était ressentie par tout le monde ; je pense aussi que dans cette Commission des résolutions s'est exprimé assez largement tous les camarades qui proposaient des textes, un souci de sérénité dans la discussion et également un souci de travailler ensemble à une synthèse aussi claire que possible dans les débats de notre Congrès.
Je crois avoir retracé aussi précisément que possible les différentes étapes de notre discussion. Je pense qu'effectivement les camarades qui doivent ensuite s'exprimer pourront apporter sur ces débats un éclairage complémentaire. Si par ailleurs, vous souhaitez telle ou telle précision sur les contenus ou le détail de nos discussions, la discussion vous permettra de répondre à votre attente.

Le Président. - Merci Jean-Paul.

Je vais donner la parole à Thierry Bondoux ; je crois que c'est lui qui va ajouter des commentaires.

Bondoux

Mes chers camarades, après l'excellent rapport de Bachy, je n'aurai que quelques compléments très brefs à vous fournir sur les raisons qui nous ont conduits à préférer que l'effort de synthèse soit recherché devant l'ensemble du Parti.
Il y en a essentiellement deux.
La première, c'est que nous voulons un vrai congrès, un vrai débat. Nous ne sommes pas les seuls, d'ailleurs ; je crois que c'est un sentiment qui a été largement exprimé au cours du débat général du Comité directeur dans la journée d'hier.
Il nous a donc paru que si un seul texte, ou un seul texte essentiel, était fourni au débat, nous échapperions difficilement au risque d'un Valence bis, ce que notre Premier Secrétaire nous avait expressément invités à chercher à éviter.
deuxième raison, il nous semble qu'une clarification est nécessaire, et les débats de la Commission des résolutions nous ont maintenus dans cette conviction.
Il nous semble que la façon dont s'est réalisé l'accord entre nos camarades des ex-courants A, B, C n'est pas tout à fait exempte d'ambiguïté. Vous pourrez en juger quand vous verrez que notamment le long passage sur la conception du Parti, la critique de la conception de l'appareil vertical reste tel quel dans le texte, et sera donc, je dirai, signé des deux mains par tous ses signataires... (Mouvements divers.)
Je crois qu'il n'y a pas d'ambiguïté, la méthode est parfaitement comprise.
Pour en venir maintenant aux textes, il nous semble qu'il n'y a pas incompatibilité majeure entre le texte présenté par les camarades des ex-courants A, B et C et celui que nous présentons au Parti, notamment sur les questions de politique internationale, mais pas que sur celles-là. Peut-être y aurait-il intérêt à ne pas utiliser des formules qui précisément ne vont pas dans ce sens – « autre politique », etc.. En fait, nous proposons les moyens de la réussite, et ces moyens sont naturellement soumis à la délibération.
Je reprendrai ce que Bachy disait à l'instant, il ne s'agit pas d'un tout indissociable, sinon à quoi bon discuter ? Nous avons précisément rédigé ce texte dans le but, dans l'esprit de mettre sur la table toutes les cartes du débat.
Je conclurai mon commentaire au rapport de Jean-Paul Bachy en disant que nous avons souhaité à un moment donné faire droit à des inquiétudes qui s'étaient exprimées de divers côtés au Comité directeur. Il avait semblé à quelques camarades qu'un débat pouvait nuire à l'image du Parti dans l'opinion si un seul texte ne sortait pas de notre Comité directeur. Donc, pour faire droit à ces inquiétudes, il nous semblait d'une certaine façon légitime, compte tenu de la pression des médias qui nous entourent, de faire acte que le Parti Socialiste pouvait donner l'exemple au pays d'une démocratie vivante qui sache allier la liberté de discussion et l'esprit de responsabilité.
Le Premier Secrétaire nous ayant dit que les choses allaient sans dire et qu'elles

iraient moins bien en les disant, nous avons donc très volontiers retiré ce texte. Il reste que, bien entendu, l'esprit de ce texte demeure le nôtre et nous souhaitons donc, je le dis pour terminer, que, dans une situation où le Parti est associé aux responsabilités d pouvoir, il sache faire la preuve dans ses débats jusque dans la plus petite section, dans tous les cantons et toutes les communes, de l'esprit de sérieux et de responsabilité qui doit être ce lui des membres d'un parti de gouvernement. Je vous remercie. (Aplaudissements)

Le Président - Merci.
Marie-Noëlle Lienemann.

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, Jean-Paul Bachy vous a retracé, je crois, très fidèlement, les travaux de notre Commission des résolutions. Je voudrais, à l'issue de celle-ci, préciser davantage le sens de notre démarche pour que notre Congrès s'engage avec le débat des militants dans la clarté.
Notre souci principal était de faire du Congrès de Bourg-en-Bresse du Parti Socialiste un bon congrès pour la réussite du changement, c'est-à-dire un congrès où chaque militant pourrait débattre dans la clarté, dans la transparence, des propositions que notre Parti doit faire aux Français pour le moyen terme. C'est cela l'objectif principal.
Le second objectif, c'est sans doute de réanimer notre Parti, de lui donner davantage de vigueur, de permettre aux militants individuellement et collectivement de devenir réellement - et plus encore - des acteurs du changement.
Or, notre Parti est fondé sur le pluralisme, et nos identités sont diverses depuis longtemps. Il serait vain de vouloir les gommer, on ne gomme pas l'Histoire et, par ailleurs, on gommerait aussi beaucoup de notre force. Notre démarche s'inscrit dans la continuité de ce qui a fait notre engagement depuis longtemps, le réalisme dans le domaine économique et une volonté d'essayer d'appréhender au plus près les réalités sociales et culturelles de notre pays, et par ailleurs la perspective de l'autogestion qui, aujourd'hui, doit se concrétiser, doit s'actualiser. C'est d'ailleurs ce qui est marqué par notre attachement à l'idée de la transformation sociale, par une intervention active et responsable des citoyens.
En troisième lieu, l'idée que nous nous faisons du Parti, articulation entre le mouvement d'en haut et le mouvement d'en bas, est théoriquement notre lot commun et nous souhaiterions avancer encore davantage dans ce sens.
Cette façon de voir nous paraissait mériter une concrétisation, une actualisation et une expression si possible claire et transparente de ce point de vue dans les débats du Congrès de Bourg-en-Bresse.
Nous avons sincèrement recherché la synthèse. Mais la synthèse ne peut avoir de sens si elle est significative de renoncement, et cela n'engage pas simplement individuellement les renoncements de tel ou tel à ses idées, cela engage collectivement les militants, car ces renoncements-là auraient pu être ceux de

nombreux de nos militants et ils auraient pu conduire à un affaiblissement de notre Parti.
Aussi avons-nous pensé qu'il était de notre responsabilité d'exprimer en termes de proposition ce qui nous paraissait déterminant dans la période. Alain Richard a eu l'occasion de vous présenter à l'entrée du Comité directeur huit axes qui nous paraissaient déterminants. Je les reprendrai brièvement. Ils ont constitué les huit amendements que nous avons déposés.
D'abord, l'analyse de la crise, et cette affaire n'est pas seconde, car à partir des différentes analyses que l'on peut faire de la crise, nous n'avons pas nécessairement la même pratique pour faire face aux réalités. En particulier, je voudrais insister sur le fait que, pour nous, la crise est très durable, que les mutations ne sont pas simplement à caractère économique, mais qu'elles engagent plus profondément l'ensemble de la société sur le terrain social et culturel.
D'autre part, nous avons certainement des divergences quant à l'analyse de la croissance. Nous pensons nécessaire d'affirmer que, dans les années à venir, en tout cas les deux années qui nous séparent du prochain Congrès, la croissance ne sera pas élevée, non pas par plaisir ou masochisme, mais parce que cette prise en compte des réalités est déterminante, d'une part, pour que chaque Français soit bien en face de ces réalités, mesure les enjeux, les difficultés de la période, et, d'autre part, pour que nous fassions des propositions qui soient cohérentes avec cette analyse.
Le second point, et c'est un peu le titre de notre motion, c'est « Du bon usage de la rigueur. » Nous ne partageons pas l'analyse sur la parenthèse. Nous ne pensons pas que le Socialisme, c'est d'abord la période de vaches grasses où on redistribue les fruits de la croissance. Nous pensons que, même en une période difficile et singulièrement dans une période de crise, qui fait pousser beaucoup de choses à la fois dans la tête des citoyens et dans les rapports quotidiens dans le monde économique, il est déterminant d'utiliser ces mutations comme des leviers de changement qui vont dans le sens du Socialisme.
Donc, pour nous, il y a une façon d'utiliser la nécessité de la rigueur, dans un sens qui soit peut-être d'une plus radicale transformation de notre société, pour peut-être retrouver davantage de souffle autour de notre thème « changer la vie ». En effet, beaucoup de la marche vers le Socialisme ne réside pas simplement dans la redistribution du pouvoir d'achat et nous avons fait des propositions concernant la redistribution des revenus, ou une réorganisation du système des revenus et du patrimoine - là je crois qu'il y avait unanimité entre nous -, mais aussi dans le domaine des rapports entre le pouvoir et le savoir, et également, je pense que c'est là un des points déterminants, sur le partage du travail, mais j'y reviendrai.
Sur le protectionnisme enfin, nous avons fait un troisième amendement, et notre condamnation était plus ferme que celle du texte de Lionel Jospin sur le protectionnisme, non seulement pour des raisons économiques qui sont explicites et que nous avons déjà maintes fois rappelées, mais aussi parce que nous pensons qu'un protectionnisme timide a une espèce de logique propre qui fait qu'il a une tendance naturelle, en tous cas dans les périodes de crise et de durcissement international, à se

développer et qu'il induit des phénomènes politiques dans la société. Ces phénomènes peuvent être - bien évidemment, il ne faut pas caricaturer - comme deux grandes dérives possibles, une dérive de type union nationale que nous avons légèrement tendance à voir poindre dans les propos de nos camarades du C.E.R.E.S., et une dérive, je dirais plus au centre, qui constituent de notre point de vue deux façons d'immobiliser la société française.
Sur le partage du travail, entre nous, il faudra mener le débat au fond.
Nous souhaitons, bien sûr, la croissance, je l'ai dit, mais la considérant faible pour les deux années à venir, elle ne permettra pas de combattre le chômage. C'est pourquoi nous pensons déterminant que le Parti s'engage de façon plus active et plus nette sur ce problème du partage du travail : partage du travail, partage des revenus, c'est-à-dire pas systématiquement compensation des salaires, et en tous cas compensation graduée en fonction des revenus des travailleurs, et d'autre part, réorganisation de la production. Mais nous n'engagerons pas le débat aujourd'hui, nous l'aurons pendant le Congrès.
Sur la protection sociale aussi, nous avons insisté surtout sur la maîtrise des dépenses, car le texte de Lionel Jospin insistait surtout sur la façon de répartir les recettes et l'augmentation des recettes, et singulièrement autour des thèmes de la réorganisation du système de santé et du système hospitalier et de la décentralisation du système de protection sociale.
Notre sixième amendement concerne l'éducation. Je serai brève pour insister seulement sur l'aspect qualitatif des changements à l'école, décloisonnement du système éducatif, décentralisation, avec trois grandes priorités : la lutte contre l'échec scolaire et surtout la mise en application, ou en tous cas la concrétisation de l'esprit du rapport Legrand pour la rénovation des collèges et du rapport Schwartz pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.
Le septième amendement nous tient très à cœur car il est au fond un des pivots de notre conception autogestionnaire. Nous pensons que le changement en France ne peut pas se faire que par l'Etat, et tout le problème qui nous parait être le problème de la période, c'est celui - nous ne sommes pas butés sur le thème « c'est la société qui fait le changement » - de l'articulation entre ce que fait l'Etat, les décisions qu'il prend, et la façon dont les citoyens, les travailleurs sont engagés dans cette oeuvre de changement et peuvent directement intervenir dans les réformes et dans le changement de la société. Ce problème nous paraît au centre de nos préoccupations actuelles, car le mouvement social, en tous cas le mouvement d'en bas, que nous appelons toujours de nos vœux, nous ne le voyons pas poindre, et nous avons une responsabilité particulière à permettre sa relance, à permettre qu'il reprenne vie sur le terrain, et si possible, et en tous cas pas contre le gouvernement, et surtout pas pour appuyer les espèces de tendances corporatistes que l'on voit poindre aujourd'hui.
Ce n'est donc pas un problème simple. Nous avons bien conscience que sur ce problème, il faut éviter tout schématisme, mais nous le pensons au centre de nos préoccupations actuelles.
Dernier point, le problème de la nature du Parti.

Nous avons fait un amendement qui visait surtout à infléchir le texte de Lionel Jospin dans le sens de renforcer le rôle du Parti en lien avec les forces populaires, et c'est cohérent avec ce que nous disons précédemment sur comment conduire le changement ? Nous pensons que, de ce point de vue, il y a beaucoup à faire pour s'ouvrir, pour essayer de trouver de nouvelles convergences avec les forces populaires, syndicales et associatives, celles qui ont fait notre renouveau, celles qui ont fait notre victoire et qui, aujourd'hui, ont bien besoin d'être réunifiées sur des objectifs communs, en tout cas autant que possible réunifiées car il y a des divergences qui seront de toute façon difficiles à surmonter.
Donc nous souhaitions que le Parti soit davantage cet outil-là, cet acteur du changement dans cet esprit-là.
Je voudrais aussi insister sur un fait, c'est que pour que le Parti modifie ses comportements, il faudrait peut-être aussi qu'il améliore ses règles de fonctionnement. Nous sommes très vigilants à tous les thèmes autour de la démocratie interne dans le Parti, et nous avions fait la proposition, ce qu'on appellera schématiquement un référendum d'initiative militante, c'est-à-dire qu'un certain nombre de militants en nombre suffisant, répartis dans des fédérations, ont saisi le Comité directeur pour des problèmes qui leur paraissent très importants et qui méritent un débat dans le Parti.
Je voudrais, sur ce problème du Parti, insister singulièrement car notre camarade Jospin, dans son exposé introductif, a dit en clair : « Ils représentent la deuxième gauche et moi, je me sens de la première gauche, celle qui est profonde ».
Alors, Lionel, je veux bien avoir le débat.

Lionel Jospin - Tu rassembles deux interventions, la mienne et celle de Jean Poperen. Je ne suis pas en désaccord avec ce qu'il a dit, mais en l'occurrence...

Marie-Noëlle Lienemann - Disons que c'est une image que les camarades du Parti veulent de nous.
Nous sommes prêts à ce débat sur les diverses sensibilités de la gauche dans les diverses histoires et les diverses traditions, mais nous n'accepterons pas qu'il soit transformé dans l'idée que dans les deux gauches il y a celle des partis politiques, celle qui a la légitimité de l'Histoire, et les autres qui seraient nées comme cela dans les années 1960 et qui, elles, seraient contre les Partis politiques. Car les divergences qu'il y a eu entre Proudhon et Marx, entre Edouard Vaillant et Jules Guesde et Jaurès, toutes ces divisions, on les a retrouvées en permanence dans le Mouvement socialiste.
Alors, faut-il peut-être aller au fond ? C'est certainement porteur de problèmes, effectivement sur le rôle de l'Etat dans la transformation et la marche du Socialisme sur un certain nombre de valeurs à promouvoir, mais en tout état de cause je crois qu'il faut se garder de ce schématisme sur : il y aurait une force de gauche traditionnelle en France et une autre qui serait un peu paria, louche, pas bien respectable.
camarades, je crois que nous avons une responsabilité toute particulière dans cette

affaire et je le dis d'autant plus que je suis une adhérente quand même assez ancienne du Parti et que je crois que cela ne nous a pas fait collectivement progresser à caricaturer nos positions sur cette affaire. J'insiste bien sur ce point car un Congrès du Parti Socialiste n'a pas vocation à diviser davantage les Socialistes mais a vocation à permettre à chacun de mesurer les inflexions et les choix stratégiques qu'il veut proposer au Parti car c'est une condition indispensable à notre avancée collective et à notre sens des responsabilités collectives devant les difficiles problèmes que nous allons avoir à résoudre aujourd'hui.
Je tenais à faire cette mise au point au moment même où nous engageons notre débat. On nous appelle les C, les C', les ex-C Rocardiens cristallisés à l'état pur... (Rires)

Une voix - C'est une bonne formule.

Marie-Noëlle Lienemann - Je voudrais vous dire que nous revendiquons...

Une Voix - C'est stendhalien.

Marie-Noëlle Lienemann.-...d'être dans la poursuite d'une démarche cohérente par rapport à ce que nous avons toujours pensé et affirmé. Nous croyons que notre démarche est une relance des idées de l'autogestion, une relance des idées que nous avons sur le Parti. Notre démarche regroupe des camarades issus de différents courants et si nous devons choisir un label, eh bien, ce label, nous l'avons collectivement déterminé, il s'appelle : « Agir à gauche pour l'initiative, la responsabilité et la solidarité. »

Une Voix - C'est long !

Marie-Noëlle Lienemann - Je voudrais vous dire que nous allons engager ce débat du Congrès avec conviction, avec le sens des responsabilités, mais surtout avec l'objectif de faire de notre Parti un outil toujours plus actif pour réussir à gauche.

Le Président - Nous avons entendu le rapport et les commentaires. Le débat a eu lieu hier toute la journée. Bien entendu, je ne peux interdire à personne d'intervenir pour ajouter un commentaire, mais il ne me semble pas que ce soit une nécessité. Je vois d'ailleurs que personne ne le revendique.
Donc nous pourrions conclure cette longue partie du Comité directeur en prenant acte que 3 textes sont déposés et soumis à la discussion des militants pour le Congrès.

Le Président - Nous allons maintenant aborder le point sur le Liban. Je crois que nous sommes prêts.
La parole est à Jacques Huntzinger.

Jacques Huntzinger

Voilà le projet, je vous le lis, il vient d'être établi.
« La situation au Liban s'est dramatiquement aggravée ces derniers jours. Le peuple libanais est de nouveau meurtri par les bombardements, les massacres, les combats entre les communautés. Des soldats et des officiers français appartenant à la Force multinationale, qui est une force de paix, ont été tués de façon délibérée.
La guerre civile fait rage de nouveau, notamment entre Chrétiens et Druzes. Les « forces libanaises » émanant des Phalanges et les milices druzes se livrent des combats acharnés dans la montagne du Chouf, faisant de nombreuses victimes dans la population civile.
Le problème le plus dramatique aujourd'hui, et qui doit être impérativement traité, est celui de Deir El Kamar, village encerclé dans lequel se sont réfugiés des milliers d'hommes, de femmes, de vieillards et d'enfants venus des villages chrétiens du Chouf. Ils sont privés d'eau, d'alimentation, de médicaments et de médecins depuis trois jours.
Le Parti Socialiste lance un solennel appel aux forces en présence pour que les populations civiles soient épargnées. Les responsables politiques qui laisseraient se perpétrer des actions et des massacres porteraient une dramatique responsabilité et devront être condamnés avec la plus grande rigueur.
Le Parti Socialiste demande que soit immédiatement assurée la liberté de passage des convois de la Croix-Rouge,dans la région du Chouf, et d'abord en direction de Deir El Kamar.
Un cessez-le-feu immédiat et respecté par toutes les parties doit intervenir.
La seule issue à la situation actuelle réside dans la reprise du dialogue entre les différentes composantes du peuple libanais et plus précisément entre le Chef de l'Etat Amine Gemayel et les forces dites islamo-progressistes auxquelles appartiennent Walid Joumblatt et le P.S.T. »
Voilà le projet de texte qui est soumis.

Le Président - Didier Motchane ?

Didier Motchane

Je ne suis évidemment pas en désaccord avec ce qui est dit dans ce texte, mais il me semble que son sens politique est un peu court. Je veux dire que le Parti Socialiste n'est pas une organisation miliaire, ce n'est pas la Croix-Rouge.
Il me semble que si on fait un communiqué sur le Liban, il est bien certain qu'un certain nombre de difficultés ou de contraintes peuvent recommander, dans ces circonstances, une relative discrétion, mais il faut tout de même un minimum de politique.
Alors je crois vraiment que le minimum, c'est d'indiquer qu'une grande part de la responsabilité de ce qui existe est due aux interférences et aux ingérences des puissances étrangères, qui sont à la fois les grandes puissances et aussi les pays

voisins et, je dis bien, tous les pays voisins.
Je pense que c'est vraiment l'indication minimum qui doit figurer aujourd'hui dans un communiqué du Parti sur le Liban.
Je ne proposerai pas de dire, encore qu'on pourrait le proposer, et moi j'aurais envie de le proposer, que la cause immédiate, le détonateur, c'est la décision du gouvernement israélien de retirer ses troupes. C'est clair. Naturellement, si on disait cela on pourrait l'expliquer parce qu'il n'y a pas que des troupes israéliennes, il y a aussi les Syriens qui sont depuis longtemps au Liban etc., mais je pense que cette indication, en tout cas sur ou contre l'ingérence des grandes puissances et des pays voisins du Liban doit figurer dans ce communiqué.
Merci.

Le Président - Gérard Fuchs ?

Gérard Fuchs

Je voulais faire deux remarques, mais l'intervention de Didier Motchane me conduit à en faire trois.
La première : je sais que nous nous considérons comme plus proches ou, peut-être, devrais-je dire, moins éloignés de Walid Joumblatt que des composantes chrétiennes dans cette affaire, cela étant, je trouve que le texte est quand même d'une prudence et d'une symétrie qui me paraît un petit peu dépassée par les événements, en particulier lorsque tu dis, si j'ai bien entendu : « Ceux qui prendraient la responsabilité de massacres ou de je ne sais pas quoi. » Je crois malheureusement que cette responsabilité est déjà prise dans les faits. Il faut donc une volonté de dire certaines choses sur un certain nombre de responsabilités un peu plus affirmée.
Ma deuxième remarque rejoint ce que dit Didier. A la fin, je souhaiterais que soit fait mention de l'unité libanaise. La négociation avec les diverses forces, plus exactement le désir de négocier, devrait habiter le chef de l'Etat davantage, et je crois qu'il faut affirmer notre souci d'unité du Liban, ce qui explicite la référence précédente.
Et par rapport à ce qu'a dit Didier, si la responsabilité israélienne est claire dans cette affaire, je dirais que si les Syriens avaient accepté de se retirer, la situation ne serait pas tout à fait la même. Si on se lance dans ce degré supplémentaire d'analyse, je crois qu'il conviendrait de la compléter là aussi un peu plus.

Le Président - Richard ?

Alain Richard

Je rejoins aussi Didier Motchane quand il dit que le problème n'est pas essentiellement humanitaire. Il me semble, au moment où nous sommes, qu'il y a effectivement une forme d'affirmation du Parti Socialiste qui lui revient qui est d'insister. Je vais un peu dans le sens de ce que disait Gérard Fuchs sur le caractère

Collection Jean-Jaurès

grossièrement contraire à toute forme de droit des gens des actes qui sont déjà perpétrés, et je crois qu'il est un peu trop prudent de maintenir cela comme une éventualité alors que cela s'est déjà fait. Cela constitue pour nous des atteintes aux droits élémentaires de l'Homme et il faut, je crois, le marquer comme tel.
Je crois qu'il y a une petite maladresse de rédaction à ne mentionner, parmi les gens qui peuvent jouer un rôle de secours aux populations civiles, que la Croix-Rouge. Je crois qu'il faut parler plus largement d'intervention humanitaire. A cet égard, je ne sais pas si des camarades, ayant des responsabilités dans « Solidarité Internationale », siègent en ce moment ici, mais il me semble que si nous pouvions faire apparaître « Solidarité Internationale » au niveau des interventions humanitaires sur le terrain, ce serait aussi une forme de notre engagement politique.

Le Président - Hautecœur ?

Hautecoeur

Je voudrais d'abord dire qu'il est très important que le Comité directeur fasse un texte sur ce sujet.
Au cours des six mois de mission que j'ai passés au Liban, je me suis rendu compte que, de tous horizons, des Chrétiens aux Druzes, en passant par les Sunnites, ce qu'on a reproché à la France, depuis 1975, pendant la guerre civile, ce n'est pas de ne pas avoir pris parti, c'est de ne pas avoir parlé quand des choses anormales, notamment sur le plan humanitaire, se produisaient.
Il est bon que le Parti, aujourd'hui, en terminant ce Comité directeur, prenne une position. Quand je dis « une position », je suis tout à fait d'accord sur le sens mesuré, équilibré et humanitaire de ce texte. Il faut savoir à quel point la situation est imbriquée, diverse, complexe et évolutive, pour prendre le maximum de précautions.
Donc, je suis tout à fait d'accord sur l'essentiel du texte et je pense qu'il ne faut pas le déséquilibrer en essayant de rajouter ceci ou cela.
Il y a, par contre, un point sur lequel je suis d'accord avec l'intervention de Motchane, c'est qu'il faudrait laisser apparaître à un moment donné, non pas la responsabilité - n'allons pas jusqu'à ce terme - mais le fait qu'il ne s'agit pas seulement maintenant de guerre civile et que les éléments étrangers qui interviennent dans la guerre civile jettent de l'huile sur le feu, alors que tout le monde a un intérêt inverse.
Alors, il faut trouver l'endroit et la place pour le faire apparaître, sans rentrer dans les responsabilités. Hélas, nous aurons encore souvent l'occasion d'intervenir sur le sujet.

Le Président - Merci, Lionel ?

Lionel Jospin

Vous comprenez bien que l'objet de ce communiqué n'est pas de faire une analyse de la situation au Liban - même si nous sommes un organisme politique et non pas une

organisation humanitaire -, mais de faire que le Comité directeur, se réunissant aujourd'hui, de même qu'hier il était à l'Ambassade du Chili en solidarité avec les masses qui luttent contre la dictature, ne pense pas simplement à « B », « 1 », et autres, mais réagisse politiquement et humainement à une situation dramatique au Liban. Je crois que c'est cela, le sens de ce communiqué.
Dans cet esprit, il n'est pas possible, et il n'est même pas bon, je crois, de procéder à une analyse plus complète, qui aurait un côté froid, académique, et qui serait, en plus, relativement difficile à faire, car les événements vont trancher, pour un certain nombre de choses ; ils peuvent remettre en cause certaines amitiés, à la limite. Il faut donc être, de ce point de vue-là, prudents.
Je crois néanmoins que la suggestion faite par Didier Motchane peut être intégrée, mais de façon très succincte, en disant au deuxième paragraphe : «... La guerre civile, attisée par les ingérences extérieures, fait rage de nouveau, notamment entre Chrétiens et Druzes... »

Dans la salle - Très bien.

Lionel Jospin - «... par des... » ou «... par les.. » D'accord ?
…
Ensuite, je comprends bien la préoccupation de ceux qui disent qu'il y a déjà des massacres qui ont eu lieu et qu'il ne faudrait pas simplement faire comme s'ils devaient se produire... A cet égard, bien que l'intervention d'Alain Richard n'ait pas été nette de ce point de vue, il faut quand même avoir à l'esprit qu'il s'est produit des massacres des deux côtés, et pas simplement du côté des Druzes en direction de la population chrétienne.
Alors, peut-être pourrait-on dire : « Le Parti Socialiste lance un solennel appel aux forces en présence pour que les populations civiles soient épargnées. Il condamne les massacres d'où qu'ils viennent. » Et alors là - mais cela va être un peu difficile à rédiger -, j'ai pensé à une phrase du type : « Il attire l'attention des responsables politiques qui laisseraient se perpétrer de nouvelles exactions ou de nouveaux massacres sur l'immense responsabilité qu'ils prendraient devant l'opinion internationale », ou quelque chose de ce genre. On peut rédiger autrement, je n'en ai pas eu le temps personnellement...
…
Voilà ce qu'il faut dire : « Il attire l'attention des responsables politiques qui laisseraient se perpétrer de nouvelles exactions ou de nouveaux massacres sur l'immense responsabilité - ou la dramatique responsabilité - qu'ils prendraient devant leur peuple et devant l'opinion publique internationale. »
Je pense qu'on pourrait mettre une phrase de ce type à la place du troisième paragraphe.

Dans la salle - Il faudrait trouver un autre verbe que « attire l'attention ».

Fuchs - Pourquoi ne pas dire : « … qui ont laissé et qui laisseraient se perpétrer... » ?

Lionel Jospin - Je viens de dire : « Le Parti Socialiste condamne les massacres... », mais si l'on dit : «... qui ont laissé et qui laisseraient », alors il faut qu'on condamne tout de suite. C'est cela, le problème.
Moi, je veux bien qu'on dise : il y a eu des massacres de Chrétiens par des Druzes, donc il faut condamner Joumblatt, comme les Phalanges chrétiennes nous le demandent. Mais je crois que dans la complexité de la situation au Liban, compte tenu des informations qui sont les nôtres - qui, en tout cas hier soir, tard dans la nuit, pendant la Commission des résolutions, ne confirmaient pas absolument le massacre dernier auquel il est fait allusion -, il faut être plus prudent que cela.
C'est pourquoi je propose de dire qu'on condamne les massacres, et je propose qu'on fasse la pression maximum par rapport à ce qui menace, notamment à Deir El Kamar, en dissociant.
En ce qui concerne le dernier paragraphe, je crois qu'on peut y intégrer une phrase comme : « La seule issue à la situation actuelle réside dans la reprise du dialogue pour le retour à l'unité du peuple libanais », ou quelque chose de ce genre, qu'il faut rattacher à : « … plus précisément entre le Chef de l'Etat et les forces progressistes auxquelles appartient Walid Joumblatt... », et oublier en l'occurrence le P.S.P.

Dans la salle - Oui, oui.

Le Président - S'il n'y a plus d'observation, je mets aux voix ce texte.
Qui est pour ?
…
Qui est contre ?
Qui s'abstient ?
Adopté à l'unanimité.
Nous avons maintenant un point de contentieux à aborder : il s'agit de la troisième-Est.
C'est qui doit introduire le sujet, et ensuite Eugène Teisseire, qui a présidé la commission d'enquête, donnera son point de vue.

Nicole Bricq

N'ayant pu m'exprimer, sinon à titre de témoin, lors de l'audition d'une commission d'enquête qui a rapporté devant le Bureau exécutif, et dont le rapport a conduit à la décision que certains camarades ont demandé de rapporter devant le Comité directeur, j'interviendrai donc aujourd'hui, au titre de Première Secrétaire fédérale, en tant que membre du Comité directeur, non pas pour ennuyer les membres de cette instance à cette heure tardive, après un Comité directeur aussi important, avec un problème local, mais parce qu'à mon sens ce problème local, dont je souhaite que les faits soient exposés par le rapporteur de la commission d'enquête - je n'ai pas qualité

pour le faire, n'étant ni juge ni partie -, pose effectivement, au regard des principes du Parti, de ses règles, de ses statuts, des pratiques qui y sont communément admises, une question que je souhaite vous soumettre.
Je ne reviens pas sur les faits. Il s'agit très brièvement d'un certain nombre d'adhésions qui ont été contestées, l'origine de la contestation n'étant d'ailleurs pas clairement établie, mais je demanderai au Président d'auditionner, s'il le juge utile, les camarades qui sont partie prenante dans l'affaire.
Ce que je voudrais dire, c'est que les faits concernant ces adhésions, qu'on a demandé de reporter à une date tout à fait arbitraire - alors que la date arrêtée par le Bureau exécutif est celle du 28 juin pour pouvoir participer aux votes du Congrès, on a demandé, pour une seule section de France, même si je crois savoir qu'il y a en cours des instructions sur bien d'autres sections de France, qu'elle soit reportée à la date du 16 juin -, ont déclenché une procédure tout à fait exceptionnelle dans le Parti.
Le Bureau a été saisi d'une plainte et s'est déclaré compétent sans que les instances fédérales aient pu être entendues à leur niveau, c'est-à-dire au niveau d'une procédure qui est codifiée par notre Parti. Je vous demande de vous reporter à l'article 63 de nos statuts, qui prévoit expressément qu'au cas ou il y a contestation sur des adhésions, c'est du ressort de la fédération où la contestation a été enregistrée. Or, aucune plainte officielle ne m'est parvenue ; j'avais pourtant invité les camarades qui contestaient ces adhésions à le faire, mais je n'ai eu aucune nouvelle depuis en tant que Première Secrétaire fédérale. Donc, je pense que l'article 63 n'a pas été respecté, ou qu'on n'a pas donné le temps de le respecter.
Ce que je voudrais dire, c'est qu'aucune infraction au regard des statuts n'a pu être constatée, et que ce que j'ai entendu lors de la commission d'enquête, qui a été le seul endroit où j'ai pu être entendue, à titre de témoin, je le répète, pose deux séries de problèmes.
S'il s'agit de la qualité des adhésions, on a reproché à ces adhésions d'être tardives et massives, puisque la réunion des adhérents avait eu lieu, effectivement, la veille de la date butoir fixée par le Parti.
En ce qui concerne les chiffres, d'autres camarades que moi pourront les exposer, mais je voudrais savoir sur quoi se fonde ce caractère tardif et massif et apporter des éléments de comparaison.
Dans cette fédération de Paris, il y a une tradition qui veut, du fait de la structure de Paris en arrondissements, ces arrondissements constituant une commune, que les adhésions soient relativement libres d'un arrondissement à l'autre, ce qui est compliqué en outre par le fait que beaucoup de camarades travaillent à Paris, habitent en banlieue, mais quelquefois préfèrent militer à Paris pour des raisons qui leur sont personnelles. Dans ce contexte, l'article 9 a toujours été interprété d'une manière très libre dans l'ensemble de la fédération. Or, on le conteste aujourd'hui dans une seule section de France, alors qu'il y a bien des sections, y compris à Paris, où les listes des adhérents qui sont en mesure de voter n'ont pas été arrêtées. J'en veux pour preuve, d'après le dossier qui a pu être constitué à mon niveau, l'autre section du même arrondissement, le troisième, où cette liste, à ma connaissance - mais peut-être suis-je

mal informée, on me le dira - n'a pas pu être connue ! A ce jour, on ne sait pas quels sont les adhérents qui sont en droit de voter ! Donc, déjà, dans l'autre section, on a un élément de comparaison. Nous, on a une liste, qui est contestée, certes, mais au moins on a des éléments tangibles, on a un certain nombre d'adhésions, on sait sur quoi l'on discute, ce qu'on ne sait pas de l'autre côté.
On reproche également à ces adhésions d'être massives. Il y a deux méthodes. On peut, par petits contingents, distiller un certain nombre d'adhérents tout au long du mois, ou on peut, à l'occasion d'une campagne d'adhésions qui avait été lancée par le Parti - je le répète quand même, c'est important - à l'occasion, aussi - pourquoi le cacher ? -, de la préparation d'un Congrès, que tout le monde sait être important (mouvements divers), attendre le dernier moment pour faire adhérer. La contestation portant sur les chiffres, je pense qu'ils seront donnés par des camarades qui sont de cette section, et je demanderai d'ailleurs qu'on auditionne le camarade Louis Moulinet, qui est député sur le territoire de cette section.
On conteste aussi le fait que ces adhérents, à cette occasion, soient de l'autre partie de l'arrondissement. Alors moi, j'ai une connaissance globale sur Paris, je ne veux pas embêter les camarades provinciaux à cette occasion, mais j'ai une connaissance globale par rapport à la tradition qui est la nôtre, et je peux vous dire que dans toutes les sections de Paris, il y a au minimum 20 ou 25% des adhérents de telle ou telle section qui ne résident pas sur le territoire de la section où ils militent. C'est la tradition à Paris, et elle n'a jamais été contestée, que je sache.
Et puis, on pourrait faire une analyse intéressante des fichiers comparatifs entre ces deux sections qui constituent le territoire du troisième arrondissement. Là aussi, on pourrait avoir quelques surprises, parce que, que je sache, d'un côté comme de l'autre, le nombre des adhérents qui n'appartiennent pas à telle ou telle partie de l'arrondissement est sensiblement égal et tourne autour de 25%.
Mais un fait est plus important. J'ai dit tout à l'heure que cette procédure était tout à fait exceptionnelle, qui a été utilisée, à savoir que sur plainte non identifiée, on saisit tout de suite le Bureau exécutif national, alors que les instances fédérales n'ont pas été saisies, comme le voudraient nos statuts. On peut reprocher effectivement - et cela a été fait lors de la Commission d'enquête, après bien des discussions - la procédure utilisée, à savoir que l'article 9 codifie effectivement comme on adhère au Parti, en rappelant que cette adhésion est libre mais qu'elle est soumise à certaines règles, notamment une procédure devant l'Assemblée générale.
Si cette procédure-là n'a pas été respectée dans la section en question, alors que les camarades de la section, toutes sensibilités confondues, avaient effectivement adopté une autre procédure qui consistait à faire des réunions d'accueil aux nouveaux adhérents et à ratifier en bloc les listes d'adhérents - ce qui a été fait du reste le jour buttoir, le 28, pour toutes les adhésions depuis les élections municipales qui avaient été enregistrées, y compris les 34, et non 70, comme avancé par certains, qui avaient été faites la veille -, si cette procédure est contestée, alors, il faut le dire, car alors il faut qu'on conteste toutes les adhésions, non seulement de Paris, mais de bien d'autres fédérations, de bien d'autres sections.

En effet, je voudrais savoir quelle est la section du Parti qui respecte à la lettre l'article 9 et qui fait, lorsqu'il y a un nouvel adhérent ou plusieurs nouveaux adhérents, voter son Assemblée générale sur ces adhésions. Que je sache, ce n'est en effet, ni la pratique à l'ouest ou à l'est du troisième arrondissement, comme dans bien des arrondissements ou des sections de Paris. C'est sans doute une erreur par rapport à nos statuts. Mais pourquoi cette sélectivité vis-à-vis d'une seule section de France alors que je crois savoir que dans la section, je crois, d'Ajaccio (rires dans l'assemblée), d'après ce qu'on m'a dit, le différend qui va être instruit par la Commission des conflits porte sur des dizaines d'adhésions, et aucune procédure n'a été respectée.
Sur le fond, je ne crois pas que ce soit drôle, parce que c'est une certaine conception de nos règles, c'est un certain caporalisme qui a été dénoncé, du reste, par notre Premier Secrétaire général de son temps, et je partage tout à fait son souci à cette occasion.
Cela me fait poser une dernière question, et n'y voyez pas du tout un caractère polémique, ce n'est pas mon intention. Mais est-ce que seulement du fait - et ce serait grave pour nos principes et l'avenir de notre Parti, du moins pour ses méthodes de fonctionnement - que dans un arrondissement de Paris (ce pourrait être une section d'une autre fédération), il y a la présence d'un Secrétaire national, qui plus est chargé du contentieux dans les fonctions qu'il occupe, cela suffit pour qu'une procédure exceptionnelle tourne le dos à nos règles ? S'il y a des règles à appliquer, il existe une Commission fédérale des conflits, il y a une Commission nationale des conflits.
Est-ce que cela suffit pour qu'effectivement on innove en hâte ? On réunit une commission, et puis on tranche, et la discussion se passe au niveau national sans que les instances fédérales aient pu être saisies, sans que les faits aient pu être établis avec exactitude !
Moi je pose simplement la question et je demande au Comité directeur d'y réfléchir par rapport à la décision qui a été prise à la majorité du Bureau exécutif. Il me semble que dans une affaire comme cela on ne peut être à la fois juge et partie. (Quelques applaudissements.)

Le Président - Nous sommes ici « le Comité directeur », nous ne sommes pas une commission d'enquête. On détournerait donc le Comité directeur de sa mission si nous procédions à des auditions. Par contre, tout membre du Comité directeur
qui veut s'exprimer sur cette question peut le faire et aura la parole.
Lionel ?

Lionel Jospin

Motion d'ordre ! Nous sommes en train de terminer notre Comité directeur, nous avons discuté de l'orientation du Parti pour deux ans, de tous les problèmes politiques de la France. Nous venons de discuter brièvement, mais avec conscience, de l'enjeu dramatique des problèmes du Liban. Il a été demandé qu'une question soit posée

devant le Comité directeur, j'ai accepté parce que cela me paraissait naturel qu'elle y soit posée. Une camarade s'est exprimée d'un côté ; il se trouve qu'elle est en plus la Première Secrétaire de la fédération de Paris. Un autre camarade va répondre sur cette question, mais moi je ne suis pas d'accord, je propose alors qu'un autre camarade réponde de l'autre côté... je demande qu'un des deux camarades qui sont inscrits retire sa demande de parole, qu'ils s'arrangent, qu'un autre vienne, qui donne son point de vue, et que le Comité directeur vote. Je ne suggère pas qu'on donne la parole à dix camarades, ni même à cinq, pour s'exprimer sur ces questions. Je demande que renonce à la parole un des deux camarades qui voulaient s'exprimer, et après, le Comité directeur prendra une décision. Je pense que c'est à la mesure de l'évènement.
Je demande à Pierre Moulinet, dans ces conditions, de retirer sa demande de parole.

Le Président - Il n'est pas dans le Comité directeur.
Tu n'as pas la parole.

Lionel Jospin - Tu devrais ne même pas être présent dans cette salle…

Le Président - Si, parce qu'il est parlementaire.

Lionel Jospin - Non, cher camarade. Cela ne concerne pas Louis Moulinet, puisque j'ai eu cette discussion avec le président du groupe, et je le dirai aux parlementaires lors des Journées parlementaires, mais je voudrais rappeler ici qu'il s'agit du Comité directeur du Parti, dont le nombre de membres est fixé par les statuts, le règlement intérieur. Il y a le président de la Commission des conflits, un certain nombre de représentants du M J.S. ; il y a un certain nombre de règles fixées, ce n'est pas une critique vis-à-vis des parlementaires, il y a des parlementaires membres du Comité directeur, il y a même un quota de membres à respecter, mais les parlementaires ne sont pas systématiquement membres associés du Comité directeur et tous ne peuvent pas participer aux travaux du Comité directeur.
Il n'est pas question que l'on change la nature de la direction du Parti, il faut être clair. Il se trouve que c'est toi, Louis, qui semble être apostrophé, mais tu n'es nullement en cause, normalement, tu ne devrais pas être dans cette salle. Certains confondent avec les conventions du Parti, où il est expressément indiqué que les parlementaires sont invités, c'est-à-dire sont membres de droit.

Thierry Bondoux

Un point d'ordre. Il y a une question de principe qui a été posée devant le Comité directeur, indépendamment de tel ou tel lieu ; je crois que c'est cela qui justifie que la question ne soit pas simplement escamotée. Il se trouve - c'est le hasard politique - qu'il y a dans le Comité directeur des membres qui appartiennent à cette section et qui ont un certain point de vue sur les faits, il se trouve que des camarades qui ont un autre point de vue sur les faits, il n'y en a pas dans ce Comité directeur. Si l'argument

de fait - et je crois qu'il faut quand même le donner rapidement, sans enfler cette affaire- est donné par certains camarades, il est peut-être normal qu'un autre camarade de cette section donne le sien.
(Mouvements dans la salle.)

Le Président - Nous n'allons pas déroger à nos règles de travail. Lionel a fait une proposition, je pense que d'autres camarades auraient pu intervenir.
C'est Eugène Teisseire qui veut intervenir...

Lionel Jospin

A l'intention de Thierry Bondoux, la camarade qui s'est exprimée pour donner un point de vue sur cette question est maire, Secrétaire fédérale, elle connaît bien les questions de Parti et a capacité de donner des arguments de fait. Le camarade qui va s'exprimer de l'autre côté est Eugène Teisseire qui est de la Nièvre et qui me paraît moins en position de donner des éléments de fait.
Je crois que le problème que tu soulèves est réglé. Il y a un déséquilibre en notre faveur que, comme d'habitude, nous respectons.
Nous allons entendre notre camarade et ensuite le Comité directeur se prononcera.

Eugène Teisseire

S'il s'agissait de parler des faits, j'ai un dossier ici, mais je n'en ferai pas la lecture, je ne pense pas que ce soit l'objet de la question, du débat d'aujourd'hui. Je dois dire, rejoignant ce que disait Lionel, qu'hier, on parlait du Chili, d'autres jours, nous avons parlé d'orientations du Parti pour les deux ans à venir, nous avons parlé du Liban tout à l'heure. Quelle chute !
Habituellement, le Bureau exécutif fixe rétroactivement une date limite d'adhésion pour les votes, pour les Congrès. Cette fois-ci, le Bureau exécutif a fixé au 28 Juin la date limite, à la demande d'un certain nombre de camarades. Il se trouve que le problème a pu se poser dans une section, à Paris, et a été soulevé au sein du Bureau exécutif, d'une arrivée massive d'adhérents dans une section de Paris. Le Bureau exécutif a décidé de mettre en place une commission qui serait chargée d'examiner la situation.
Cette Commission s'est réunie ; elle comprenait les différentes sensibilités, les représentants des différentes sensibilités du Parti. Elle s'est réunie la semaine suivant le 6 juillet, et nous avons entendu des représentants de la fédération, des représentants de la section, tout le monde a pu s'exprimer. Nous avons développé un certain nombre d'arguments et examiné un certain nombre de documents. Chacun a pu s'exprimer. Il se trouve que nous avons constaté évidemment qu'il y avait une arrivée d'adhérents. Cette arrivée était massive, comme le disait Nicole tout à l'heure, mais en plus, elle était un peu étrange car nous avons pu constater qu'en trois jours à peu près, juste avant le 28 Juillet, une extraordinaire attirance faisait que, de plusieurs

arrondissements de Paris, pour être précis, des camarades souhaitant adhérer au Parti, souhaitaient précisément adhérer à la troisième.
Nous avons constaté aussi que des membres d'une même famille, qui certainement n'avaient pas l'occasion de se retrouver ailleurs, souhaitaient se retrouver aux réunions de section de la troisième.
Nous avons constaté, par exemple - je ne veux pas m'étendre outre mesure -, que la femme d'un camarade conseiller de Paris qui avait jusque-là différé son intention d'adhérer au Parti, ce camarade habitant dans un autre arrondissement de Paris, s'était brusquement réveillée et souhaitait adhérer à la troisième section.
J'arrête... Il y avait environ 67 demandes d'adhésions Toutes n'ont pas été retenues parce que toutes ne sont pas venues, mais un nombre important de demandes d'adhésions a été retenu dans les derniers jours. Nous avons - en tout cas, j'ai personnellement - rapporté devant le Bureau exécutif un certain nombre de faits et le Bureau exécutif a estimé, me semble-t-il à juste titre, qu'il s'agissait tout simplement d'un problème politique et s'agissant d'un problème politique, le Bureau exécutif a estimé qu'il fallait le traiter politiquement.
C'était le Bureau exécutif qui avait fixé la date limite d'adhésion. Je me souviens fort bien que Lionel Jospin a fait deux propositions. Première proposition : ramener au 16 Juin la date limite d'adhésion pour la totalité des fédérations, donc la totalité des sections. deuxième proposition : le faire seulement pour la XIIIème.
Il se trouve qu'au sein du Bureau exécutif, aucun camarade n'a estimé que la première solution était la bonne. C'est donc la deuxième qui, à la majorité, a été décidée.
Je pense qu'il s'agit aujourd'hui de confirmer tout simplement la décision qui a été prise par le Bureau exécutif, et je dois dire là-dessus en terminant, parce que je n'ai pas l'intention de polémiquer et de ressortir la totalité du dossier - je pense que la hauteur des débats ne mérite pas cela -, que toutes les fédérations sont déjà au courant de toute manière, qu'un certain nombre de courriers ont été expédiés dans les fédérations, et j'ose espérer qu'il ne s'agit pas là des prémices d'un débat, car j'ai bien écouté, et il m'a semblé que certains camarades, en particulier des camarades du C.E.R.E.S., souhaitaient que le débat soit serein. C'est Thierry Bondoux qui parlait d'un esprit de sérieux et de responsabilité. Je pense que ce n'est pas dans un débat sur la troisième que nous trouvons cet esprit.

Le Président - Je crois qu'ayant entendu les deux points de vue et la Commission, on est éclairé et on peut mettre aux voix.

Didier Motchane - Je croyais pouvoir prendre la parole !

Le Président - Non...

Lionel Jospin - Non, j'ai proposé une règle, elle a été acceptée, il n'y a pas de reprise de parole. Il y a eu l'exposé d'un point de vue, l'exposé d'un autre, le Comité directeur a maintenant à trancher. On ne va pas poursuivre un débat sur cette question. J'ai

respecté votre souhait, la question a été évoquée, on en a parlé.

Le Président - Je mets donc aux voix la proposition faite par le rapporteur de confirmer la décision du Bureau exécutif. Qui est pour ?
…
Contre ?
…
Qui s'abstient ?
…
La proposition du Bureau exécutif est donc confirmée.
Nous sommes arrivés au terme des travaux de ce Comité directeur, je vais donner la parole à Lionel Jospin pour conclure.

Lionel Jospin

camarades, je le ferai très brièvement. Nous venons de terminer notre Comité directeur de synthèse, donc d'achever une première phase de discussion pour la préparation du Congrès. Nous la terminons avec trois textes d'orientation qui seront proposés au vote des militants, c'est-à-dire avec un débat sur des textes différents.
J'ai trouvé, personnellement, que les discussions du Comité directeur avaient été riches et menées dans un climat fraternel. S'il y a eu un ou deux brefs moments de tension, je les attribue seulement à des divergences sur le sens de l'humour, et je comprends qu'en matière de sens de l'humour il puisse y avoir plus d'objectivité encore que dans d'autres matières. Pour le reste, je crois que ce débat a été riche, intéressant, à certains égards révélateur.
Je pense que d'un côté, un certain nombre de différences qui sont apparues sont assez claires et permettront une discussion ; de l'autre, j'ai trouvé personnellement que les différences, au moins sur la base des textes proposés, n'étaient pas telles qu'on pouvait le penser, et c'est moins à la suite d'une discussion sur le texte devant la Commission des résolutions que nous n'avons pas abouti à la synthèse, que d'entrée de jeu sur la base d'une discussion de principe de certains disant : « Nous souhaitons que notre texte soit présenté, nous n'engageons pas la discussion avec l'autre texte sans ce préalable.»
J'ai dit à la Commission que je le regrettais, je continue à le regretter, mais je me réjouis du débat qui s'ouvre.
Je referme une page, je me préoccupe déjà de la prochaine.
Ce débat, nous le mènerons, j'en suis convaincu, parce que le désir en a été exprimé à la Commission des résolutions, et de façon implicite au Comité directeur, de façon fraternelle, selon nos convictions, et pour aider à la politique que nous menons, que conduit le Président de la République, et mène et applique le gouvernement, évidemment pas avec l'intention de le gêner. Je vois ce débat avec confiance et je vous invite, les uns et les autres, en même temps que ce débat se déroule, à penser à l'activité du Parti partout, dans les semaines qui nous séparent de la fin du mois

d'octobre. Je vous remercie.

Coll. Fondation Jean-Jaurès